

*Julien Demade, CNRS (Lamop)*

**Les campagnes médiévales dans  
l'historiographie germanophone depuis  
les années 1930 : engagement politique,  
résilience des interprétations et dispersion  
des renouveaux**

## Avertissement

Ce travail est diffusé sous licence Creative Commons BY-NC-ND, les deux dernières restrictions n'étant bien sûr pas absolues : simplement, toute exception devra se faire avec mon accord. Il est garanti sans soutien de l'ANR.

Des versions préliminaires, plus brèves, de ce travail, ont déjà été publiées :

« El mundo rural medieval en la historiografía en alemán desde 1930 », *Historia Agraria : Revista de agricultura e historia rural*, n° 33, Août 2004, p. 31–79

« The Medieval Countryside in German-language Historiography since the 1930s », dans *The Rural History of Medieval European Societies : Trends and Perspectives*, Turnhout, Brepols, 2007, p. 173–252 (The medieval countryside, 1)

« El mundo rural medieval en la historiografía en alemán desde 1930. Compromiso político, permanencia de las interpretaciones y dispersión de las innovaciones », dans *La Historia rural de las sociedades medievales europeas : tendencias y perspectivas*, València, Universitat de València, 2008, p. 175–246 (Història)

Cette présente version, qui a été considérablement augmentée – tout particulièrement pour ce qui est des deux premiers chapitres – ne peut elle-même pas encore être considérée comme définitive, d'abord et avant tout parce qu'elle vise à susciter des commentaires et des critiques ayant vocation à être intégrés dans la version finale.

La bibliographie de cet ouvrage peut être téléchargée sur [http://www.zotero.org/groups/publications\\_de\\_julien\\_demade/items](http://www.zotero.org/groups/publications_de_julien_demade/items).

Harmony Dewez, Christophe Duhamelle, Alain Guerreau et Henning Trüper ont bien voulu relire ce texte et y apporter des corrections essentielles. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

## Introduction

Les lignes qui suivent ne prétendent pas représenter une description « objective » des recherches germanophones récentes sur le monde rural de la fin du Moyen Âge, la possibilité d'une telle présentation nous paraissant illusoire. En effet, chaque chercheur occupe, au sein du champ dans lequel il exerce son activité, une position spécifique, qui l'amène non seulement à mieux connaître certains domaines que d'autres, mais aussi à accorder une valeur différentielle aux orientations diverses prises par les historiens. La présentation que nous avons tentée correspond d'autant moins à celles qui ont pu être déjà données<sup>1</sup> qu'elle est le fait d'un historien qui, s'il a

---

<sup>1</sup> Pour des présentations générales récentes de l'histoire rurale germanophone : F.-W. HENNING, « Die agrargeschichtliche Forschung in der Bundesrepublik Deutschland von 1949 bis 1986 », dans *Historia socialis et æconomica : Festschrift für Wolfgang Zorn zum 65. Geburtstag*, H. KELLENBENZ et H. POHL (dir.), Stuttgart, Steiner, 1987, p. 72–80 (*Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* : Beihefte, 84) ; P. BLICKLE, « Deutsche Agrargeschichte in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts », dans *Agrargeschichte : Positionen und Perspektiven*, W. TROSSBACH et C. ZIMMERMANN (dir.), Stuttgart, Lucius & Lucius, 1998, p. 7–32 (*Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte*, 44) (pour la traduction anglaise : P. BLICKLE, « German agrarian history during the second half of the twentieth century », dans *Rural History in the North Sea Area : An Overview of Recent Research, Middle Ages-Twentieth Century*, E. THOEN et L. van MOLLE (dir.), Turnhout, Brepols, 2006, p. 147–176 (CORN publication series, 1) ; W. RÖSENER, « Agrargeschichte an den deutschen Universitäten », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, n° 47, 1999, p. 111–122 ; R. von FRIEDEBURG, « Brach liegende Felder : Grundzüge der deutschen Agrargeschichtsschreibung », *Jahrbuch für Geschichte des ländlichen Raumes*, vol. 1, 2004, p. 78–93. Pour une excellente analyse non des résultats de la recherche, mais des figures idéologiques qui l'ont guidée : E. LANGTHALER, « Gerahmte Bauernbilder : Agrarhistorie in Österreich in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts », *Jahrbuch für Geschichte des ländlichen Raumes*, vol. 1, 2004, p. 30–62. Pour une présentation de l'historiographie ruraliste portant sur l'époque médiévale en général : W. RÖSENER, « Probleme der Erforschung der ländlichen Gesellschaft des

pour objet de recherche l'Allemagne, est issu d'une autre historiographie – d'où nécessairement, pour lui, un étonnement persistant devant certaines problématiques et notions centrales de l'historiographie qu'il est amené à fréquenter, et inversement devant l'absence de certaines orientations. Une telle extériorité n'est toutefois sans doute pas un handicap pour qui cherche à saisir les grandes lignes d'une tradition d'écriture de l'histoire – au contraire, les spécificités d'une historiographie étant plus susceptibles d'apparaître clairement à qui n'y a pas été habitué<sup>2</sup>.

---

Mittelalters », dans *Agrargeschichte : Positionen und Perspektiven*, W. TROSSBACH et C. ZIMMERMANN (dir.), Stuttgart, Lucius & Lucius, 1998, p. 93–105 (Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte, 44) ; R. von FRIEDEBURG, « Die ländliche Gesellschaft um 1500 : Forschungsstand und Forschungsperspektiven », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 51, n° 1, 2003, p. 30–42. Pour l'histoire de notions clés de l'historiographie ruraliste germanophone sur le Moyen Âge : K. SCHREINER, « Signoria fondiaria : un concetto moderno per una realtà medievale », dans *Strutture e trasformazioni della signoria rurale nei secoli X-XIII*, G. DILCHER et C. VIOLANTE (dir.), Bologna, Il Mulino, 1996, p. 83–119 (Annali dell'Istituto storico italo-germanico in Trento, 44) ; L. KUCHENBUCH, « Traditionslinien und neuere Forschungsaspekte der deutschsprachigen Mediävistik zur ländlichen Gemeinde. Ein kursorischer Überblick », 2010. Notre article se comprend comme complémentaire du remarquable panorama consacré par Ludolf Kuchenbuch à l'historiographie ruraliste portant sur le haut Moyen Âge et le Moyen Âge central : L. KUCHENBUCH, « Potestas und utilitas. Ein Versuch über Stand und Perspektiven der Forschung zur Grundherrschaft im 9.-13. Jahrhundert », *Historische Zeitschrift*, n° 265, 1997, p. 117–146, mis à jour dans L. KUCHENBUCH, « Vom Dienst zum Zins ? Bemerkungen über agrarische Transformationen in Europa vom späteren 11. zum beginnenden 14. Jahrhundert », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 51, n° 1, 2003, p. 11–29.

<sup>2</sup> Nous nous sommes efforcés, dans le choix de références que nous proposons, de privilégier les textes d'auteurs germanophones publiés dans des langues autres que l'allemand, plus accessibles au lecteur espagnol. C'est ici le lieu de signaler que les lecteurs non germanophones désireux de se tenir au courant de la production germanophone peuvent avec profit recourir au *Bulletin de la Mission Historique Française en Allemagne* (également accessible à

## *Première partie*

### *Les fondements problématiques de l'historiographie ruraliste récente*

L'étude des sociétés rurales médiévales a en Allemagne des racines fort anciennes, qui remontent au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle représente, dans ce domaine, une période d'extrême dynamisme qui, à côté de la production, dans le champ traditionnel de l'histoire juridique, de ce qui restera très longtemps les ouvrages de référence<sup>4</sup>, voit l'apparition des premiers travaux quantitatifs d'histoire économique et sociale<sup>5</sup>, qui mettent la production germanophone au tout premier rang européen<sup>6</sup>. Si la violente réaction de

---

l'adresse [http://www.mhfa.mpg.de/public/fr\\_Bulletin.html](http://www.mhfa.mpg.de/public/fr_Bulletin.html)) qui, outre des articles historiographiques de synthèse, contient une centaine de recensions par an.

<sup>3</sup> La première synthèse est celle de C. G. ANTON, *Geschichte der deutschen Landwirtschaft, von den ältesten Zeiten bis zu Ende des fünfzehnten Jahrhunderts, ein Versuch*, Görlitz, C. G. Anton, 1799.

<sup>4</sup> G. L. von MAURER, *Geschichte der Fronhöfe, der Bauernhöfe und der Hofverfassung in Deutschland*, Erlangen, F. Enke, 1862.

<sup>5</sup> Particulièrement C. G. LAMPRECHT, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter. Untersuchungen über die Entwicklung der materiellen Kultur des platten Landes auf Grund der Quellen, zunächst des Mosellandes*, Leipzig, A. Dürr, 1885. Pour la magistrale synthèse de ces premiers travaux : K.-T. von INAMA-STERNEGG, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, Leipzig, Duncker und Humblot, 1879-1901. Les recherches sur les structures du peuplement (August Meitzen), pour être elles aussi novatrices, le sont moins (un Seebohm fait la même chose au même moment en Angleterre), et se concentrent sur les périodes les plus anciennes du Moyen Âge.

<sup>6</sup> Sur l'importance de l'historiographie germanophone dans la naissance d'une histoire économique du Moyen Âge : A. GUERREAU, « L'étude de l'économie médiévale : genèse et

l'historiographie traditionnelle envers Karl Lamprecht a, dès les années 1890, mis un frein à ces recherches novatrices, elles ne s'en sont pas moins poursuivies de part et d'autre de la première guerre mondiale avec Georg von Below, Alfons Dopsch, Georg Friedrich Knapp ou Rudolf Kötzschke. C'est donc dans un milieu d'économistes attachés à une approche historique de leur objet qu'ont pu se former, après la première guerre mondiale, Wilhelm Abel et Friedrich Lütge, qui représentent la troisième génération de cette école. C'est au contraire de l'historiographie politique la plus traditionnelle que provient leur contemporain Günther Franz.

Ces trois hommes vont, des années 1930 aux années 1970, profondément marquer l'histoire rurale par leurs recherches<sup>7</sup> et leur activité d'organisation scientifique<sup>8</sup>

---

problèmes actuels », dans *Le Moyen Âge aujourd'hui. Trois regards contemporains sur le Moyen Âge : histoire, théologie, cinéma*, J. LE GOFF et G. LOBRICHON (dir.), Paris, Le Léopard d'Or, 1998, p. 31–82 (Cahiers du Léopard d'or, 7). Sur les racines allemandes de l'histoire économique et sociale à la française, liées à la formation de Marc Bloch auprès de Karl Lamprecht : P. TOUBERT, « Préface », dans M. BLOCH, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, A. Colin, 1988, p. 5-41, en l'occurrence p. 7-9.

<sup>7</sup> Günther Franz donne en 1933 l'ouvrage de référence sur l'un des événements majeurs de l'histoire allemande, la Guerre des Paysans de 1525 (G. FRANZ, *Der deutsche Bauernkrieg*, München, Oldenbourg, 1933) – ouvrage qui connaîtra en 1984 sa douzième et dernière édition. Wilhelm Abel publie en 1935 son essai d'interprétation systématique des mouvements de l'économie agricole pré-industrielle (*Agrarkrisen und Agrarkonjunktur in Mitteleuropa vom 13. bis zum 19. Jahrhundert*, Berlin, Parey, 1935 (Berichte über Landwirtschaft)), qui fera longtemps autorité en Allemagne (dernière réédition en 1978) comme à l'étranger (traduction japonaise en 1972, française en 1973 dans la collection dirigée par Fernand Braudel, italienne en 1976 avec une préface de Ruggiero Romano, anglaise en 1980 avec une préface de Joan Thirsk, espagnole en 1986). Friedrich Lütge enfin, après une série de monographies sur les formes régionalement différenciées de la seigneurie (sur l'Allemagne médiane en 1934 et 1937, la Bavière en 1943 et 1949), rédigera un manuel longtemps canonique d'histoire économique et sociale (1952, dernière édition en 1979).

<sup>8</sup> Günther Franz et Friedrich Lütge fondent en 1943 la collection des

ainsi que par la synthèse sur l'histoire rurale allemande du haut Moyen Âge à l'époque moderne qu'ils rédigent ensemble<sup>9</sup> – synthèse dont les manuels plus récents ne font, pour l'essentiel, que reprendre le propos général en le limitant à des périodes plus restreintes<sup>10</sup>. Parce que cette synthèse a fait date, elle marquera la borne chronologique amont de notre exposé, qui portera ainsi sur une période de

---

*Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte* (dont Abel deviendra également co-éditeur en 1956), Günther Franz (avec la participation d'Abel et Lütge) crée en 1953 la revue de référence en histoire rurale (*Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*), qu'il dirigera jusqu'en 1977, enfin Lütge fonde en 1961 (avec Abel et Kellenbenz – sur ce dernier, cf. n. 60) la *Gesellschaft für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* (K. H. KAUFHOLD, « Der Beitrag Wilhelm Abels zur wirtschaftshistorischen Forschung im 20. Jahrhundert », dans *Wirtschaft - Politik - Geschichte : Beiträge zum Gedenkkolloquium anlässlich des 100. Geburtstages von Wilhelm Abel am 16. Oktober 2004 in Leipzig*, M. A. DENZEL (dir.), Stuttgart, Steiner, 2004, p. 103–127 (Studien zur Gewerbe- und Handelsgeschichte der vorindustriellen Zeit, 24), en l'occurrence p. 122-123).

<sup>9</sup> Le volume d'Abel sur l'économie paraît en 1962 (*Geschichte der deutschen Landwirtschaft vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert*, Stuttgart, E. Ulmer, 1962 (Deutsche Agrargeschichte, 2)), celui de Lütge sur les institutions en 1963 (nous utiliserons sa réédition : *Geschichte der deutschen Agrarverfassung vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert*, 2<sup>e</sup> éd., Stuttgart, Ulmer, 1967 (Deutsche Agrargeschichte, 3)), et celui de Franz sur ce qu'il appelle *Sozialgeschichte* (en fait l'histoire politique) en 1970 (*Geschichte des deutschen Bauernstandes vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert*, Stuttgart, Ulmer, 1970 (Deutsche Agrargeschichte, 4)) ; la dernière réédition (partielle) de la *Deutsche Agrargeschichte* date de 1997. Il faudrait y ajouter, pour le domaine de l'histoire du droit, la synthèse que publie en ces mêmes années Karl Siegfried Bader sur le village médiéval (*Studien zur Rechtsgeschichte des mittelalterlichen Dorfes*, Köln, Böhlau, 1957).

<sup>10</sup> Pour le Moyen Âge : W. RÖSENER, *Bauern im Mittelalter*, München, Beck, 1985 ; W. RÖSENER, *Agrarwirtschaft, Agrarverfassung und ländliche Gesellschaft im Mittelalter*, München, Oldenbourg, 1992 (Enzyklopädie deutscher Geschichte, 13) (on notera que ce titre reprend exactement la tripartition thématique choisie par Abel, Lütge et Franz) ; F.-W. HENNING, *Deutsche Agrargeschichte des Mittelalters (9. bis 15. Jahrhundert)*, Stuttgart, Ulmer, 1994 (Deutsche Agrargeschichte).

l'historiographie aujourd'hui en train de se clore<sup>11</sup>. Quelles ont été les développements de la recherche à partir de cette base, comment l'ont-ils, ou non, remise en question ?

Commençons par caractériser rapidement cette base sur laquelle va se construire l'historiographie du dernier tiers du XXe siècle, en nous limitant à ses propos relatifs à la fin du Moyen Âge :

- Abel centre son analyse (proche de celle de M.M. Postan) sur l'idée de crise économique : la Peste Noire, en faisant chuter la population, provoque une diminution de la demande de denrées, et donc une

---

<sup>11</sup> Un groupe d'historiens, autour de l'*Arbeitskreis für Agrargeschichte*, vient en effet de lancer le projet d'une nouvelle synthèse de l'histoire rurale allemande explicitement appelée à remplacer celle d'Abel, Franz et Lütge. Précisons que la périodisation que nous venons d'esquisser, de même que les développements qui suivent, n'ont de validité que pour l'ancienne Allemagne de l'ouest. Notre concentration sur l'historiographie ouest-allemande ne correspond toutefois pas à une réduction induite de notre objet. D'une part parce que, les historiens est-allemands ayant pour la plupart été exclus de l'université après 1989, l'historiographie est-allemande n'a aujourd'hui quasiment plus d'influence. D'autre part, l'historiographie ouest-allemande était structurellement plus importante étant donnée la taille relative des deux États (surtout si l'on rajoute à la RFA la Suisse alémanique et l'Autriche, aux historiographies proches), aggravée par leur capacité différentielle à financer leur système académique. Enfin parce que cette inégalité structurelle était encore accentuée et par l'intérêt prioritaire porté en Allemagne de l'est à la période contemporaine (le parti communiste ayant en 1958 exigé une concentration des recherches sur cette période : M. STRAUBE, « Sozial- und wirtschaftsgeschichtliche Forschungen zum Mittelalter und der frühen Neuzeit an den Universitäten der DDR : Anspruch und Ergebnisse », dans *Wirtschafts- und Sozialgeschichte : Gegenstand und Methode. 17. Arbeitstagung der Gesellschaft für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte in Jena 1997*, E. SCHREMMER (dir.), Stuttgart, Steiner, 1998, p. 61 (Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte - Beihefte, 145)), et par le fait que les travaux portant sur l'histoire rurale de la période pré-industrielle y ont été avant tout consacrés à la période moderne, notamment parce que l'étude des grands domaines serviles devait (en dégageant leur caractère exploiteur) permettre de justifier l'expropriation des *Junker* réalisée après 1945.

baisse de leur prix. Nombre d'exploitations agricoles ne sont de ce fait plus viables, et disparaissent – sauf si elles s'engagent dans une réorientation de leur production, notamment par spécialisation vers l'élevage, c'est-à-dire vers une extensification de la mise en valeur qui leur permet de diminuer leurs coûts. La crise donc, tant que ne sont pas réalisés les ajustements structurels nécessaires, s'auto-entretient.

- Lütge met en avant la différenciation régionale des formes de la seigneurie, et au premier chef la grande coupure qui apparaît au XVe siècle entre régions orientales du grand domaine et du nouveau servage, et régions occidentales des petites tenures et de la liberté paysanne. Ainsi d'un côté le lent mouvement de libération paysanne commencé avec la dislocation du système carolingien atteint-il un durable quoique tardif apogée, tandis que dans les anciennes régions de colonisation, où cette libération avait été plus précoce, il se transforme en son contraire.
- Franz insiste sur la communauté rurale comme forme d'organisation politique autonome des paysans (pouvant aller jusqu'à la création d'États autonomes, ainsi en Suisse), contradictoire avec les États princiers naissants, cette contradiction finissant par provoquer la Guerre des Paysans, qui s'achève sur la disparition définitive de l'autonomie paysanne.

Pour juger adéquatement des bases à partir desquelles s'est développée l'historiographie récente, on ne peut toutefois se contenter de ne considérer que les idées explicites défendues par ces trois auteurs majeurs dans leurs ouvrages d'après-guerre. C'est bien plutôt une véritable histoire intellectuelle qu'il convient d'entreprendre afin de replacer ces auteurs (et ceux de leur génération) dans leur contexte, afin d'être en mesure de ne plus les lire à travers

nos grilles de lecture (nécessairement déformantes) grâce à la reconstitution des enjeux, à nous aujourd'hui invisibles directement, par rapport auxquels ils se positionnaient. Le cadre qui nous est ici imparti ne nous permet toutefois que d'esquisser une telle enquête – et nous voudrions le faire en nous concentrant sur les réseaux académiques et leur rôle dans la constitution et la reproduction du capital symbolique scientifique<sup>12</sup>.

Rien n'est à cet égard plus intéressant que de partir d'un ouvrage publié par Günther Franz en 1976 dans l'alors prestigieuse collection *Wege der Forschung*, dont les volumes avaient pour objet de rassembler, sur un problème donné (en l'occurrence *La paysannerie allemande au Moyen Âge*), les articles considérés comme les plus importants<sup>13</sup>. Quels sont donc, dans l'Allemagne de l'Ouest de 1976, les auteurs présentés comme majeurs dans le champ de l'histoire rurale du Moyen Âge<sup>14</sup>? Theodor Mayer avant tout, puisque le quart des articles réunis dans

---

<sup>12</sup> Une telle enquête n'est possible que depuis peu, grâce à la prolifération récente des ouvrages sur l'histoire des universitaires allemands au XXe siècle – rappelons que le grand moment de la prise de conscience par les historiens allemands du caractère problématique de leur passé a été le congrès des historiens de Francfort de 1998, qui y avait consacré une section qui fit grand bruit (pour l'édition des communications : *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, O. G. OEXLE et W. SCHULZE (dir.), Frankfurt am Main, Fischer, 1999).

<sup>13</sup> *Deutsches Bauerntum im Mittelalter*, G. FRANZ (dir.), Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1976 (*Wege der Forschung*, 416).

<sup>14</sup> Lorsqu'aucune référence bibliographique n'est donnée, les renseignements sont tirés des notices biographiques de W. WEBER, *Biographisches Lexikon zur Geschichtswissenschaft in Deutschland, Österreich und der Schweiz : die Lehrstuhlinhaber für Geschichte von den Anfängen des Faches bis 1970*, Frankfurt am Main, Lang, 1984 ; *Versäumte Fragen : deutsche Historiker im Schatten des Nationalsozialismus*, R. HOHLS et K. H. JARAUSCH (dir.), Stuttgart, DVA, 2000, p. 441-476 et M. GRÜTTNER, *Biographisches Lexikon zur nationalsozialistischen Wissenschaftspolitik*, Heidelberg, Synchron, 2004 (Studien zur Wissenschafts- und Universitätsgeschichte, 6).

ce volume sont de sa plume. De qui s'agit-il ? Assurément d'un personnage central de la médiévistique germanophone (lui-même étant Autrichien) puisqu'il a fondé (en 1951) le très prestigieux « Cercle d'histoire médiévale de Constance », qui regroupe l'élite des universitaires<sup>15</sup>. Sa carrière d'organisateur scientifique avait toutefois commencé bien avant, en l'occurrence sous le régime national-socialiste, qui en 1936 l'avait chargé (avec Karl Brandi et Walter Platzhoff) de réformer le *Verband Deutscher Historiker*<sup>16</sup>, puis en 1940 lui avait confié (à nouveau en tandem avec Walter Platzhoff), dans le cadre de l'« Engagement guerrier des sciences humaines » (*Kriegseinsatz der Geisteswissenschaften*) – soit « le projet scientifique national-socialiste le plus important dans le cadre des sciences humaines »<sup>17</sup> –, la direction de la section Histoire. Cette section avait pour fonction, selon le directeur de l'ensemble du programme, Ritterbusch, de formuler des interprétations du passé « montrant l'unité de l'Europe dans le cadre du *Reich* comme résultant de lois inéluctables », et donc de justifier conquêtes et annexions<sup>18</sup>.

---

<sup>15</sup> J. FRIED, « Konstanz und der Konstanzer Arbeitskreis für mittelalterliche Geschichte (1951-1991) », dans *Vierzig Jahre Konstanzer Arbeitskreis für Mittelalterliche Geschichte*, J. FRIED (dir.), Sigmaringen, Thorbecke, 1991, p. 11–28.

<sup>16</sup> W. PETKE, « Karl Brandi und die Geschichtswissenschaft », dans *Geschichtswissenschaft in Göttingen : eine Vorlesungsreihe*, H. BOOCKMANN et H. WELLENREUTHER (dir.), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1987, p. 287–320 (Göttinger Universitätschriften : Serie A, 2), en l'occurrence p. 314.

<sup>17</sup> F.-R. HAUSMANN, « *Deutsche Geisteswissenschaft* » im Zweiten Weltkrieg : die « Aktion Ritterbusch » (1940-1945), Dresden, Dresden university press, 1998, p. 7 (Schriften zur Wissenschafts- und Universitätsgeschichte, 1).

<sup>18</sup> Que Mayer lui-même ait pleinement adhéré à cet objectif, le montre la façon dont il comprenait la fonction d'une série de conférences qu'il a données en Roumanie en 1942 : « *unterstreichen* die geschichtliche Notwendigkeit der Einordnung Rumäniens in eine von Deutschland geführte europäische Ordnung » (je souligne des termes significatifs pour saisir en quoi les travaux académiques de Mayer ont pu, de son propre aveu, être déformés par son

Que son activité dans ce cadre ait été particulièrement remarquée est prouvé par le fait que, lorsqu'en 1943 sont créés des *Beiräte* composés d'universitaires pour conseiller Goebbels dans ses tâches de ministre de la Propagande, Mayer est appelé à celui des *Geisteswissenschaften*, aux côtés de l'organisateur de l'ensemble du programme du *Kriegseinsatz*, Ritterbusch<sup>19</sup>. La qualité des services ainsi rendus par Mayer lui vaudra de se voir confier en 1942 la direction des prestigieux *Monumenta Germaniae Historica* et de l'Institut Historique allemand de Rome – et de se voir retirer ces directions par les Alliés, qui après l'avoir emprisonné jusque 1946 l'interdirent d'enseignement. Particulièrement intéressant pour nous est le fait que le premier colloque organisé par Mayer seul dans le cadre du *Kriegseinsatz* avait été consacré à l'histoire rurale médiévale, en l'occurrence à « La noblesse et les paysans dans l'État allemand du Moyen Âge »<sup>20</sup>.

Les autres auteurs mis au pinacle par le volume de 1976, à l'exception des trois trop jeunes pour avoir eu une activité scientifique sous le régime national-socialiste (H.H.

---

engagement politique ; F.-R. HAUSMANN, « *Auch im Krieg schweigen die Musen nicht* » : die « *Deutschen Wissenschaftlichen Institute* » im Zweiten Weltkrieg (1940-1945), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2001, p. 82 (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 169)).

<sup>19</sup> M. WEINREICH, *Hitler's Professors : the Part of Scholarship in Germany's Crimes Against the Jewish People*, New York, Yiddish Scientific Institute, 1946, p. 265-266.

<sup>20</sup> Les actes ont été publiés dans la collection d'histoire du *Kriegseinsatz* (au titre révélateur de *Le Reich et l'Europe*) : *Adel und Bauern im deutschen Staat des Mittelalters*, T. MAYER (dir.), Leipzig, Koehler & Amelang, 1943 (Das Reich und Europa). Sur l'ensemble de l'activité de Mayer au sein du *Kriegseinsatz* : F.-R. HAUSMANN, « *Deutsche Geisteswissenschaft* » im Zweiten Weltkrieg : die « *Aktion Ritterbusch* », *op. cit.*, p. 177-203. Pour sa participation à l'organisation scientifique de la SS : M. FAHLBUSCH, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialistischen Politik ? Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, Baden-Baden, Nomos, 1999, p. 302 et 358 ; *Ibid.*, p. 358 pour son adhésion au NSDAP en 1937.

Hofmann, E.G. Franz, P. Blickle)<sup>21</sup>, se sont eux aussi tous engagés, plus ou moins fortement (et généralement plutôt plus que moins), en sa faveur :

– Alfons Dopsch tout d’abord : Nestor du groupe, il avait dirigé les thèses de doctorat puis d’habilitation de Mayer. Cet Autrichien qui dès 1926 affirmait l’appartenance de la « Bohême et de la Moravie » à l’espace allemand<sup>22</sup>, avait adhéré dès 1933 à la « Ligue nationale-socialiste des universitaires »<sup>23</sup>, ce qui lui avait valu en 1936 d’être mis à la retraite d’office par le gouvernement autrichien<sup>24</sup> ; son cas est intéressant dans la

<sup>21</sup> Nés respectivement en 1922, 1931 et 1938.

<sup>22</sup> W. OBERKROME, *Volksgegeschichte. Methodische Innovation und völkische Ideologisierung in der deutschen Geschichtswissenschaft 1918-1945*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1993, p. 52-53 (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 101) ; dès 1919 d’ailleurs, l’un de ses articles sur la Bohême avait été utilisé par la délégation autrichienne lors des négociations qui aboutiront au traité de Saint-Germain (A. PINWINKLER, *Wilhelm Winkler (1884-1984) : eine Biographie. Zur Geschichte der Statistik und Demographie in Österreich und Deutschland*, Berlin, Duncker & Humblot, 2003, p. 106-107 (Schriften zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte, 75)). Il était par ailleurs partisan de l’*Anschluss* de l’Autriche à l’Allemagne pour contrer un supposé expansionnisme slave (H. DACHS, *Österreichische Geschichtswissenschaft und Anschluß (1918-1930)*, Wien, Geyer, 1974, p. 107-114 (Veröffentlichungen des Historischen Instituts der Universität Salzburg, 9)), *Anschluss* en faveur duquel il s’était dès 1920 publiquement engagé par le biais d’une pétition (A. PINWINKLER, *Wilhelm Winkler (1884-1984)*, *op. cit.*, p. 90).

<sup>23</sup> Pourquoi, ici et par la suite, notons-nous l’appartenance aux différentes organisations nationales-socialistes ? Parce qu’elle n’était nullement obligatoire, ni en droit ni (contrairement à ce qui sera souvent affirmé après 1945) en fait, pour pouvoir mener avec succès une carrière universitaire : ainsi entre 1933 et 1937 les deux tiers des universitaires qui ont bénéficié d’un financement de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (l’institution chargée du financement de la recherche) n’étaient membres d’aucune organisation nationale-socialiste (L. MERTENS, « *Nur politisch Würdige* » : *die DFG-Forschungsförderung im Dritten Reich (1933-1937)*, Berlin, Akademie-Verlag, 2004, p. 202).

<sup>24</sup> H. KNITTLER, « Die Wiener Wirtschaftsgeschichte : eine Auseinandersetzung mit Alfons Dopsch und seinem Seminar », *Jahrbuch für Landeskunde von Niederösterreich*, vol. N. F. 63-64,

mesure où, justement parce qu'il est d'une génération antérieure à celle de la plupart de nos historiens, il permet de voir que l'engagement de l'histoire universitaire au service du politique n'est nullement un « accident » qui caractériserait la seule période nazie, mais bien une tradition : en effet, dès 1913 dans un article de journal il assignait aux historiens le rôle de prouver la nécessité historique d'une domination autrichienne au sein de l'empire austro-hongrois<sup>25</sup>, et en 1919 il engageait sa plume pour convaincre les vainqueurs (dans leur langue) de ne pas (pour des raisons, bien sûr, historiques) mettre à bas cette domination<sup>26</sup>, ainsi qu'au profit de la ministérielle *Propagandastelle für Deutschösterreichisches Recht*<sup>27</sup>.

– Otto Brunner ensuite, comme Mayer élève de Dopsch<sup>28</sup>, et dont le cas est mieux connu<sup>29</sup> ; nous ne nous y attarderons donc pas, et il nous suffira de dire qu'il fut exclu de l'université de 1945 à 1955.

– Avec Hermann Aubin et Fritz Rörig apparaissent deux des historiens qui ont le plus fait non seulement pour

---

1998 1997, p. 325–343, en l'occurrence p. 339 et p. 341.

<sup>25</sup> P. SCHUMANN, *Die deutschen Historikertage von 1893 bis 1937 : die Geschichte einer fachhistorischen Institution im Spiegel der Presse*, Göttingen, Schumann, 1975, p. 263 et 274.

<sup>26</sup> A. (sic) DOPSCH, *La Bohême allemande, aperçu historique*, s. 1. (Berlin), s. éd. (Deutsch-Österreichische Mittelstelle), 1919

<sup>27</sup> A. DOPSCH, *Die historische Stellung der Deutschen in Böhmen*, Wien, Alfred Hölder, 1919 (Flugblätter für Deutschösterreichs Recht, 6) ; pour l'identification du commanditaire de cette brochure : A. PINWINKLER, *Wilhelm Winkler (1884-1984)*, *op. cit.*, p. 106-107.

<sup>28</sup> Avec lequel il participera d'ailleurs, en 1931, au colloque inaugural de la *Alpenländische Forschungsgemeinschaft*, dont l'un des buts était de permettre le passage « aus der bisherigen Abwehrstellung zur Angriffstellung » (*Ibid.*, p. 273).

<sup>29</sup> Pour une excellente analyse des conséquences historiographiques de son idéologie nationale-socialiste : G. ALGAZI, *Herrengewalt und Gewalt der Herren im späten Mittelalter : Herrschaft, Gegenseitigkeit und Sprachgebrauch*, Frankfurt am Main, Campus, 1996, p. 97-127 (Historische Studien, 17). Rappelons que Brunner a été, jusqu'aux années 1980, l'auteur de référence en histoire médiévale – l'équivalent si l'on veut d'un Marc Bloch en France.

la justification mais aussi pour la réalisation de l'expansion allemande au détriment des « Slaves » – Aubin dès 1932, et d'une tribune pas moins prestigieuse que celle de l'*Historikertag*, décrivait la frontière orientale de l'ancien Reich comme (telle du moins était la façon dont l'avait compris les journaux et dont ils colportaient son propos) « Scheide zwischen höherer und niederer Kultur »<sup>30</sup>.

– Fritz Rörig était particulièrement proche de Mayer (qui l'a fait participer à trois des colloques organisés par lui dans le cadre de l'« Engagement guerrier des sciences humaines »)<sup>31</sup>, mais aussi de la SS<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> P. SCHUMANN, *Die deutschen Historikertage von 1893 bis 1937*, *op. cit.*, p. 397-398. Voir surtout I. HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus : die deutsche Geschichtswissenschaft und der « Volkstumskampf » im Osten*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2000 (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 143), *passim*, notamment p. 192 pour un télégramme de 1933 d'Aubin à Hitler où il le désigne comme « le rénovateur de notre peuple » et appelle à l'expansion territoriale. Pour la participation active d'Aubin à la détermination de la politique d'expulsion de « Slaves » (il est l'un des auteurs, en octobre 1939 – soit au lendemain de l'invasion de la Pologne –, d'un mémorandum sur l'annexion et l'épuration ethnique – *Eindeutschung* – de la Posnanie et de la Prusse occidentale, mémorandum qui prévoit explicitement des déplacements de population – *Umsiedlungen* : M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, *op. cit.*, p. 473-474), à la propagande de Goebbels, à la politique de Hans Frank (gouverneur du protectorat de Pologne) et Walter Henlein (*Gauleiter* des Sudètes) : E. MÜHLE, « Hermann Aubin, der « Deutsche Osten » und der Nationalsozialismus. Deutungen eines akademischen Wirkens im Dritten Reich », dans *Nationalsozialismus in den Kulturwissenschaften. Vol. 1 : Fächer, Milieus, Karrieren*, H. LEHMANN et O. G. OEXLE (dir.), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2004, p. 531-593 (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 200), en l'occurrence p. 578-580. Sur Aubin voir également H.-E. VOLKMANN, « Historiker aus politischer Leidenschaft : Hermann Aubin als Volksgeschichts-, Kulturboden- und Ostforscher », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, vol. 49, n° 1, 2001, p. 32-49.

<sup>31</sup> F.-R. HAUSMANN, « Deutsche Geisteswissenschaft » im Zweiten Weltkrieg : die « Aktion Ritterbusch », *op. cit.*, p. 182-184, p. 195, p. 197 n. 265. Ainsi Rörig prononce-t-il en 1941, dans ce lieu symbolique qu'est Nuremberg (il est d'ailleurs rappelé, dans

---

l'introduction aux actes du colloque qu'il s'agit de la « Stadt der Parteitage » : T. MAYER et W. PLATZHOFF, « Vorwort », dans *Das Reich und Europa*, Leipzig, Koehler & Amelang, 1941, p. VII), une communication qui prend prétexte du *Reich* médiéval pour légitimer la domination de l'Europe par le *Reich* national-socialiste : « Wahrhaft von innen heraus muss erlebt werden, wie es um die gesamte Haltung des Deutschen in denen Zeiten stand, als es für ihn eine Selbstverständlichkeit war, der verantwortliche Träger einer europäischen Ordnung zu sein. Das ist vielleicht das Wesentlichste, was uns die Geschichte des mittelalterlichen Kaisertums in dieser Stunde zu geben hat » (F. RÖRIG, « Mittelalterliches Kaisertum und die Wende der europäischen Ordnung », dans *Das Reich und Europa*, Leipzig, Koehler & Amelang, 1941, p. 22–51, en l'occurrence p. 51). Il serait erroné de supposer que l'historien se contente d'apporter des justifications historiques à l'état présent, puisque Rörig participe aussi bien à des entreprises qui façonnent cette domination continentale : ainsi en 1941 intègre-t-il (aux côtés notamment de Carl Schmitt – qui lui aussi avait assuré une communication au colloque de Nuremberg) le conseil scientifique que s'adjoint la *Gesellschaft für europäische Wirtschaftsplanung und Großraumwirtschaft*, fondée par Werner Daitz (un proche de Rosenberg). La même année, lors d'un autre colloque, il dénonce publiquement les origines non « ariennes » d'historiens suédois qui s'opposent à la mythologie germanisante de leurs collègues allemands (M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, *op. cit.*, p. 588).

<sup>32</sup> Rörig publie en 1944 dans un volume dirigé par Himmler un article dont l'origine est dans une conférence qu'il a donné dans une école de formation d'officiers SS (F. RÖRIG, « Die Hanse im europäischen Raum », dans *Germanische Gemeinsamkeit : Vorträge, gehalten an der SS-Junkerschule Tölz*, REICHSFÜHRER SS (dir.), Posen, Verlag Carl Feldmüller / NS-Druck Wartheland, 1944, p. 94–117 (Germanien und Europa, 1)) – article qui sera mentionné dans la bibliographie de ses *Mélanges*, mais sans mention du directeur du volume (*Städtewesen und Bürgertum als geschichtliche Kräfte : Gedächtnisschrift für Fritz Rörig*, A. von BRANDT et W. KOPPE (dir.), Lübeck, Schmidt-Römhild, 1953, p. 547 n° 118). Dans cet article, la colonisation allemande médiévale à l'est est présentée comme une *Wiederbesiedlung* et une *Revision* – et donc de même, par analogie, les conquêtes hitlériennes (« die deutsche Ostseeaufgabe, die es jetzt wieder gibt » « bis nach Riga, Reval, Dorpat, Prag und Krakau [...] so kehren auch hier die Dinge wieder in ihre natürliche Schwergewichtslage zurück ») : F. RÖRIG, « Die Hanse im europäischen Raum », *op. cit.*, p. 94-95 et 116. À ce même volume collaborent Günther Franz et Ernst Anrich (sur ces deux personnages, cf. p. 15).

– Karl Bosl, qui avait en 1938 soutenu sa thèse sous la direction de Karl Alexander von Müller<sup>33</sup>, a lui aussi participé par trois fois aux colloques organisés par Mayer – et notamment au colloque « La noblesse et les paysans dans l'État allemand du Moyen Âge » –, faisant d'ailleurs preuve d'une constance exceptionnelle puisqu'il assurera encore dans ce cadre une communication à une date aussi tardive que janvier 1945, dans un lieu qui n'était autre que la maison natale du *Führer*<sup>34</sup>.

---

<sup>33</sup> Membre du NSDAP dès 1933, il fonde en 1936, dans le cadre du *Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands* (fondé par le pouvoir national-socialiste pour promouvoir une historiographie directement nationale-socialiste, et dirigé par son élève Walter Frank), la *Forschungsabteilung zur Judenfrage* (G. ALY, « Theodor Schieder, Werner Conze oder die Vorstufen der physischen Vernichtung », dans *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, O. G. OEXLE et W. SCHULZE (dir.), Frankfurt am Main, Fischer, 1999, p. 163–182, en l'occurrence p. 167). Cette même année il prend le contrôle de la plus prestigieuse revue allemande, l'*Historische Zeitschrift* (dans laquelle il confie une rubrique régulière sur la *Judenfrage* à l'un de ses collaborateurs du *Reichsinstitut* : K. Epstein, compte-rendu de H. HEIBER, *Walter Frank und sein Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands*, Stuttgart, Deutsche Verlag-Anstalt, 1966 (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 13), dans *History and Theory*, vol. 7, n° 1, 1968, p. 114-139, en l'occurrence p. 125), et d'une des plus importantes académies (celle de Bavière, dont les membres avaient pourtant, et à l'unanimité, désigné Eduard Schwarz, mais le pouvoir passa outre). Il sera exclu de l'université en 1945.

<sup>34</sup> F.-R. HAUSMANN, « *Deutsche Geisteswissenschaft* » im Zweiten Weltkrieg : die « Aktion Ritterbusch », *op. cit.*, p. 197 n. 266, p. 199 n. 274. Cette dernière communication a été faite en commun avec Ernst Klebel, un élève autrichien de Mayer à qui l'université de Vienne avait en 1934 retiré son autorisation d'enseigner (*venia legendi*) en raison de son trop grand engagement national-socialiste (il avait adhéré au NSDAP en juin 1933), *venia legendi* qui logiquement lui sera réattribuée à l'*Anschluss* puis à nouveau retirée en 1945 (M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, *op. cit.*, p. 2914 ; G. HEISS, « Von Österreichs deutscher Vergangenheit und Aufgabe : die Wiener Schule der Geschichtswissenschaft und der Nationalsozialismus », dans *Willfähige Wissenschaft : die Universität Wien 1938-1945*, G. HEISS (dir.), Wien, Verlag für

- Johannes Kühn pour sa part, outre sa participation à l'un des colloques organisés par Mayer<sup>35</sup>, n'avait pas craint, en 1940, de franchement sortir du champ de l'histoire pour publier un livre *Sur le sens de la guerre actuelle*<sup>36</sup>.
- Friedrich Lütge (l'un de nos « trois grands »), qui après avoir été le collaborateur de l'éditeur Ludwig Elster (membre bienfaiteur de la SS<sup>37</sup>), s'était habilité en 1936 avec le nazi de la première heure Jens Jessen<sup>38</sup>, faisait lui

---

Gesellschaftskritik, 1989, p. 58 (Österreichische Texte zur Gesellschaftskritik, 43) ; G. HEISS, « Von der gesamtdeutschen zur europäischen Perspektive ? Die mittlere, neuere und österreichische Geschichte, sowie die Wirtschafts- und Sozialgeschichte an der Universität Wien 1945-1955 », dans *Zukunft mit Altlasten : die Universität Wien 1945 bis 1955*, M. GRANDNER, G. HEISS et O. RATHKOLB (dir.), Innsbruck, StudienVerlag, 2005, p. 189-210 (Querschnitte, 19), en l'occurrence p. 192), et ne retrouvera de poste qu'en 1953, dans une sous-université (K. BOSL, « Ernst Klebel : ein bayerischer Geschichtsforscher », *Unser Bayern*, vol. 10, 1961, p. 16 ; réédition : K. BOSL, *Oberpfalz und Oberpfälzer : Geschichte einer Region. Gesammelte Aufsätze*, Kallmünz, Lassleben, 1978, p. 311-312, en l'occurrence p. 311).

<sup>35</sup> F.-R. HAUSMANN, « *Deutsche Geisteswissenschaft* » im Zweiten Weltkrieg : die « Aktion Ritterbusch », *op. cit.*, p. 253 n. 378.

<sup>36</sup> J. KÜHN, *Über den Sinn des gegenwärtigen Krieges*, Heidelberg, Vowinckel, 1940 (Schriften zur Geopolitik, 19). On est particulièrement bien renseigné sur la position de Kühn vis-à-vis du national-socialisme à travers le journal intime de son ami (qui cessera rapidement de l'être) juif Victor Klemperer : il exprime pour la première fois son souhait de voir durer ce régime « typiquement allemand » en février 1934 (par anti-communisme), et son antisémitisme en juin 1934 ; en août 1936 il écrit dans un quotidien un article présentant Frédéric II de manière complètement conforme à l'idéologie dominante, ce qui revient à exprimer publiquement son adhésion au régime (V. KLEMPERER, *Ich will Zeugnis ablegen bis zum letzten. Volume 2 : Tagebücher 1942-1945*, W. NOWOJSKI (dir.), 4e éd., Berlin, Aufbau, 1995, t. 1 p. 89-90, p. 118 et p. 296).

<sup>37</sup> Ludwig Elster, <http://www.catalogus-professorum-halensis.de/elsterludwig.html>, consulté le 21 août 2011.

<sup>38</sup> Jens Jessen, adhérent du NSDAP dès 1930, soutient publiquement en 1933 la loi excluant les juifs de la fonction publique, et est nommé en 1940 directeur du groupe « sciences économiques » au sein de l'*Akademie für Deutsches Recht* (cf. respectivement *Zur deutschsprachigen wirtschaftswissenschaftlichen Emigration nach 1933*, H. HAGEMANN (dir.), Marburg, Metropolis, 1997, p. 297, H.

aussi partie du groupe réuni par Mayer (qui l'avait invité au colloque « La noblesse et les paysans dans l'État allemand du Moyen Âge »<sup>39</sup>). Il appartenait également (de même qu'Otto Brunner) à l'*Akademie für deutsches Recht*, fondée en juin 1933 par le futur sanglant gouverneur de Pologne Hans Frank et par Carl Schmitt avec comme but explicite de transformer le corpus juridique dans un sens national-socialiste<sup>40</sup> ; il prend par ailleurs en 1943 la direction des *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, de concert avec son collègue de Jena Erich Preiser (membre de la SA depuis 1934). En 1945 (et de nouveau en 1963), il prendra position contre la dénazification<sup>41</sup>, et participera

---

OLSZEWSKI, *Zwischen Begeisterung und Widerstand : deutsche Hochschullehrer und der Nationalsozialismus*, Poznań, Instytut Zachodni (Westinstytut), 1989, p. 22, et H. JANSSEN, *Nationalökonomie und Nationalsozialismus : die deutsche Volkswirtschaftslehre in den dreißiger Jahren*, 2<sup>e</sup> éd., Marburg, Metropolis, 2000, p. 545 (Beiträge zur Geschichte der deutschsprachigen Ökonomie, 10)).

<sup>39</sup> F.-R. HAUSMANN, « Deutsche Geisteswissenschaft » im Zweiten Weltkrieg : die « Aktion Ritterbusch », *op. cit.*, p. 189.

<sup>40</sup> C. KLINGEMANN, *Soziologie im Dritten Reich*, Baden-Baden, Nomos, 1996, p. 177.

<sup>41</sup> Cf. l'édition qu'il donne en 1963 de son mémorandum de 1945 adressé aux occupants américains : F. LÜTGE, « Parteigenosse – Nichtparteiigenosse », *Zeitschrift für Politik*, vol. N. F. 10, 1963, p. 170–191. Il n'y envisage qu'avec beaucoup de réticences la possibilité, pour les Alliés, de prononcer des condamnations (« die verbündeten Mächte können sich beschränken auf eine Verurteilung und evtl. eine Bestrafung » – je souligne ; *idem*, p. 171), condamne le rôle des exilés auprès des Alliés (p. 172), condamne l'idée selon laquelle tout membre du NSDAP aurait été national-socialiste (p. 173), reconnaît au contraire sans barguigner « die *unleugbare historische Schuld* » du régime de Weimar (p. 173 – le soulignement est de Lütge), fait des Allemands les seules ou du moins les principales victimes du nazisme (« die letzten Ziele der Führer der Nazipartei : die Unterwerfung des deutschen Volkes unter ihre Herrschaft » : p. 176), affirme que toute une partie du programme du NSDAP était « durchaus überzeugend » (p. 177), que la majorité des Allemands voyaient dans le NSDAP une force de paix (p. 177), que les adhérents d'avant 1933 étaient des idéalistes qu'il est hors de question de qualifier de criminels (p. 178 – il est évident qu'ici Lütge cherche à justifier Jens Jessen), qu'une partie des adhérents

concrètement au recyclage de collègues accusés en produisant en leur faveur un témoignage de moralité<sup>42</sup>.

---

du NSDAP (y compris d'avant 1933 !) ne l'étaient qu'afin de pouvoir peser sur le pouvoir dans le sens de la modération (p. 180-183 ; leur adhésion a donc été un altruiste sacrifice qu'ils ont fait par rapport à leurs vraies idées), ce qui n'était évidemment possible que s'ils cherchaient à obtenir de hauts postes à l'intérieur du parti (« bis hinauf zum Reichssicherheitshauptamt » – Lütge pense-t-il ici à son compère Günther Franz ?). Le propos de Lütge est double : d'une part il est hors de question de persécuter les anciens membres du NSDAP dans la mesure où, sauf une minorité d'opportunistes, ils y ont adhéré soit par un idéalisme que l'on peut que respecter, soit parce qu'ils y ont été contraints, soit parce qu'ils ont avec intelligence compris qu'une résistance (qu'ils ont effectivement menée avec grand succès) ne pouvait s'exercer que de l'intérieur ; d'autre part il est tout aussi inenvisageable de promouvoir ceux qui n'ont pas été membres du NSDAP puisque dans leur très grande majorité soit ils étaient aussi nazis que les adhérents (et en fait même plus puisque pour une bonne part ceux-ci n'adhéraient nullement aux idéaux national-socialistes), soit, n'étant anti-nazis que parce que la politique nazie était dirigée contre eux, ils n'y avaient aucun mérite (p. 187-189 ; et même p. 190 : « unter den Gegnern [der NSDAP] gibt es sehr viele unterschiedliche Typen, und einige von ihnen sind durchaus nicht besonders hoch zu bewerten ») ; quant à l'idée de promouvoir les martyres du national-socialisme (un mot dont il a été fait « ein lächerlicher Missbrauch »), elle reviendrait à mettre en avant des personnes assez bêtes pour s'être faites prendre par la Gestapo (p. 189-190 – et l'on comprend mieux alors qu'en 1965 Lütge ait pu reprocher à l'auteur d'une fort tardive nécrologie de Marc Bloch d'avoir mentionné par deux fois que ce dernier avait été exécuté par la Gestapo : T. ETZEMÜLLER, *Sozialgeschichte als politische Geschichte : Werner Conze und die Neuorientierung der westdeutschen Geschichtswissenschaft nach 1945*, München, Oldenbourg, 2001, p. 59-60 (Ordnungssysteme, 9)). Le texte se termine par une péroraison qui fait des Allemands de patientes et douces victimes, prêtes à pardonner à leurs bourreaux (sur l'identité desquels est conservée une soigneuse ambiguïté) et à oublier le passé : « Wir Deutsche wollen nicht die Gefühle der Rache, der Vergeltung überhand gewinnen lassen, sondern wollen Vergangenes, soweit es nicht eine strafrechtliche Verfolgung erzwingt, begraben » (p. 191).

<sup>42</sup> Ainsi est-il intervenu en faveur d'Ernst Storm, ancien recteur de la *Technische Hochschule* de Berlin, membre de la SA dès 1932 (au sein de laquelle il joua d'emblée un rôle important dans la

– Avec l'historien du droit Karl A. Eckhardt est représenté le cercle des historiens SS : membre de la SA dès 1931, passé à la SS en 1933, il se voit confier la direction de l'une des collections de la maison d'édition de la SS ainsi que de l'institut de droit de la SS (spécialement créé pour lui en 1937 par Himmler), après avoir été responsable, au ministère de l'Éducation, des facultés de droit (Himmler a par contre échoué à l'imposer à la tête des MGH, dont il voulait faire pour le Moyen Âge le pendant du *Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands* de Walter Frank) ; chassé en 1945 des *Monumenta Germaniae Historica* et privé de sa chaire, puis emprisonné jusque 1947, il ne parviendra jamais à réintégrer l'université<sup>43</sup>.

---

pénétration du milieu universitaire) et qui dès 1934 réclamait que l'on rende obligatoire pour tous les universitaires l'adhésion à la SA (H. HEIBER, *Universität unterm Hakenkreuz. Vol. 2 : Die Kapitulation der Hohen Schulen : das Jahr 1933 und seine Themen*, München, Saur, 1992, p. 554-563). Il est vraisemblable qu'il faille également placer dans ce contexte le fait que Lütge ait été choisi comme directeur de son habilitation (soutenue en 1956) par Jan Jakob van Klaveren, Néerlandais si engagé dans la collaboration qu'il avait émigré en Allemagne en 1944 (T. PIERENKEMPER, « Von der Historischen Schule zur Wirtschaftsgeschichte : die Begründung einer neuen Disziplin in Frankfurt am Main », dans *Wirtschafts- und Sozialwissenschaftler in Frankfurt am Main. Mit einem dokumentarischen Anhang und einer Lehrstuhlgeschichte ; aus Erinnerungen zusammengestellt zum Universitätsjubiläum 1982, ergänzt und als Buch herausgegeben zum Universitätsjubiläum 1989 ; erweitert um einen zweiten Teil zur Hundertjahrfeier der Gründung der Akademie für Sozial- und Handelswissenschaften 2001*, B. SCHEFOLD (dir.), 2<sup>e</sup> éd., Marburg, Metropolis, 2004, p. 592-593).

<sup>43</sup> H. FUHRMANN, « Sind eben alles Menschen gewesen » : *Gelehrtenleben im 19. und 20. Jahrhundert dargestellt am Beispiel der Monumenta Germaniae Historica und ihrer Mitarbeiter*, München, Beck, 1996, p. 58-64 ; W. JOHANSSON et W. A. PERCY, « Homosexuals in Nazi Germany », *Simon Wiesenthal Center Annual*, vol. 7, 1990, p. 225-263, en l'occurrence n. 16 ; R. BOLLMUS, *Das Amt Rosenberg und seine Gegner : Studien zum Machtkampf im nationalsozialistischen Herrschaftssystem*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1970, p. 212 (Studien zur Zeitgeschichte) ; K. Epstein, compte-rendu de H. HEIBER, *Walter*

– Karl Kollnig, enfin, avait pour sa part dirigé un projet de recherche financé par le pouvoir national-socialiste (*Wissenschaftslager*) sur l'un des thèmes depuis longtemps centraux de l'historiographie rurale allemande du Moyen Âge, les coutumiers (*Weistümer*). Son supérieur hiérarchique, Willy Andreas (membre de la SA, ainsi que de la SS dès 1934, il sera exclu de l'université en 1946), avait soutenu ce projet de recherche en invoquant le regain d'intérêt entraîné par le IIIe Reich envers la paysannerie en tant que source vitale du peuple (*Volk*) et conservatoire des mœurs traditionnelles (*Volksbrauch*), mœurs traditionnelles dont justement témoigneraient les coutumiers<sup>44</sup>. Dans le cadre de ce projet, Kollnig avait lui-même travaillé sur les coutumiers alsaciens, considérés comme la meilleure preuve de l'appartenance des Alsaciens au *deutsches Volkstum* et à ses « racines germaniques »<sup>45</sup> – et l'on notera que l'article de Kollnig repris dans le volume de 1976 porte précisément sur les coutumiers.

– À ces auteurs l'on peut enfin ajouter les deux

---

*Frank und sein Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands*, op. cit., dans *History and Theory*, vol. 7, n° 1, 1968, p. 129-130.

<sup>44</sup> M. SCHAAB, « Landesgeschichte in Heidelberg », dans *Geschichte in Heidelberg : 100 Jahre Historisches Seminar, 50 Jahre Institut für Fränkisch-Pfälzische Geschichte und Landeskunde*, J. MIETHKE (dir.), Berlin, Springer, 1992, p. 190. Ce genre de justification était à l'époque courant, ainsi que le montre telle citation tirée du *Deutscher Bauernkrieg* de Günther Franz : « Die germanistische Rechtsauffassung hat sich am ungebrochensten im deutschen Bauerntum fortgeerbt » ; on remarquera d'ailleurs que le premier projet de recherche dont Günther Franz ait demandé le financement par le *Forschungsdienst* de Konrad Meyer était son édition des *Weistümer* de Thuringe (A. DORNHEIM, « Die deutsche Agrargeschichte in der NS-Zeit und die Lehrstuhl-Berufungen nach 1945 in Westdeutschland », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 53, n° 2, 2005, p. 39-55, en l'occurrence p. 48).

<sup>45</sup> K. R. KOLLNIG, *Elsässische Weistümer : Untersuchungen über bäuerliche Volksüberlieferung am Oberrhein*, Frankfurt am Main, 1941, p. V-VI (Schriften des Wissenschaftlichen Instituts der Elsass-Lothringer im Reich an der Universität Frankfurt, N.F., 26).

historiens que Günther Franz mentionne dans l'introduction du recueil de 1976 comme également importants, mais dont il n'a repris aucun article. Le premier est Franz Steinbach, qui avait fait son habilitation avec Aubin, et dont « l'œuvre scientifique représente à un point que peu d'autres atteignent la symbiose entre *Landesgeschichte* et *Volksgeschichte* nazie » – à tel point qu'elle sera utilisée en 1940 par les diplomates allemands pour déterminer quelles parties du territoire français seront annexées en raison de leur « appartenance historique » à l'espace germanique<sup>46</sup>. Le second est Rudolf Kötzschke, qui dès 1924 s'attachait à fonder historiquement la légitimité d'une expansion territoriale allemande en Europe orientale<sup>47</sup>, qui en 1934, en tant que président de la conférence des instituts de *Landesgeschichte*, déclare à Karl A. Eckhardt (alors responsable de l'histoire au ministère de l'Éducation ; sur ce dernier cf. p. 21) vouloir « sich in den Dienst des nationalsozialistischen Staates stellen »<sup>48</sup>, et qui enfin participera au colloque *Adel und Bauern im deutschen Staat des Mittelalters* organisé en 1941 par Mayer dans le cadre du *Kriegseinsatz der Geisteswissenschaften*<sup>49</sup>.

Comment expliquer qu'en 1976 un ouvrage ayant pour objet de rassembler les meilleures contributions des dernières décennies sur l'histoire rurale du Moyen Âge puisse quasiment ne comprendre que des universitaires ayant engagé fort avant leur pensée au service des nationaux-socialistes<sup>50</sup> ? La réponse est dans la personne

<sup>46</sup> P. SCHÖTTLER, « Von der rheinischen Landesgeschichte zur nazistischen Volksgeschichte, oder die « unhörbare Stimme des Blutes » », dans *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, O. G. OEXLE et W. SCHULZE (dir.), Frankfurt am Main, Fischer, 1999, p. 95 et 100-101

<sup>47</sup> I. HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, p. 31-32.

<sup>48</sup> W. PETKE, « Karl Brandt und die Geschichtswissenschaft », *op. cit.*, p. 311.

<sup>49</sup> F.-R. HAUSMANN, « *Deutsche Geisteswissenschaft* » im *Zweiten Weltkrieg : die « Aktion Ritterbusch »*, *op. cit.*, p. 111 n. 19.

<sup>50</sup> Universitaires auxquels on pourrait ajouter les deux auteurs que Günther Franz mentionne dans son introduction

chargée de choisir ces textes, Günther Franz (le second de nos « trois grands ») : SA dès 1933, passé à la SS en 1935<sup>51</sup> (il y atteignit le grade d'*Hauptsturmführer*), il y est versé en 1939 dans le groupe chargé (au sein de l'appareil de sécurité, qui comprend notamment la Gestapo) de « l'étude scientifique des opposants » (*Gegnerforschung*), au sein duquel il eut à partir de 1942 des fonctions dirigeantes<sup>52</sup> qui lui permirent de réorienter les études des francs-maçons vers les juifs (il créa notamment la collection « Sources et études sur la question juive », dont les ouvrages connurent des tirages de 150.000 exemplaires)<sup>53</sup>. Comment avait-on pu attribuer à un tel homme la direction de cet ouvrage ? La réponse est dans la maison d'édition qui lui a confié cette tâche, la *Wissenschaftliche Buchgesellschaft*, créée en 1949 par Ernst Anrich<sup>54</sup>, qui avait adhéré à des organisations nationales-socialistes dès 1928 (et y avait occupé des positions dirigeantes dès 1930), et avait été, en tant que doyen de sa faculté, le supérieur hiérarchique de Günther Franz à l'« université du Reich » de Strasbourg – dans la

---

<sup>51</sup> Logiquement pour un historien ruraliste, il y intègre d'abord le *Rasse- und Siedlungs-Hauptamt* (Administration principale de la Race et du Peuplement) dirigé par le *Reichsbauernführer* Darré (responsable depuis 1930 de la politique agricole dans l'appareil national-socialiste, et auteur notamment d'un *La paysannerie comme source de vie de la race nordique* en 1929).

<sup>52</sup> Quoi qu'il n'en ait jamais pris la tête, ce qui lui permettra de ne pas, comme le directeur de cette section, faire partie des accusés du procès de Nuremberg.

<sup>53</sup> W. BEHRINGER, « Bauern-Franz und Rassen-Günther : die politische Geschichte des Agrarhistorikers Günther Franz (1902-1992) », dans *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, O. G. OEXLE et W. SCHULZE (dir.), Frankfurt am Main, Fischer, 1999, p. 114-141.

<sup>54</sup> Sur les origines de cette maison d'édition : J. LERCHENMUELLER, *Die Geschichtswissenschaft in den Planungen des Sicherheitsdienstes der SS : der SD-Historiker Hermann Löffler und seine Denkschrift « Entwicklung und Aufgaben der Geschichtswissenschaft in Deutschland »*, Bonn, Dietz, 2001, p. 161-173 (Archiv für Sozialgeschichte : Beiheft, 21).

création de laquelle il avait joué un rôle prépondérant<sup>55</sup>.

Ce qui fait problème n'est pas tant que les historiens ruralistes des années 30 aient massivement adhéré au national-socialisme (ils n'ont pas été les seuls<sup>56</sup>) ni même qu'ils aient retrouvé après 1945, plus ou moins rapidement, leurs postes universitaires (il eût été difficile de renvoyer tout le monde) : ce qui pose question est bien plus qu'ils aient pu poursuivre leurs carrières sans aucunement

---

<sup>55</sup> Rappelons que les *Reichsuniversitäten*, créées dans les territoires annexés, ne recrutaient que des universitaires particulièrement engagés auprès des nationaux-socialistes.

<sup>56</sup> La difficulté est plutôt d'expliquer que l'historiographie ruraliste ait été au moins aussi sensible (et en fait sans doute plus) à l'attrait national-socialiste que d'autres branches de la discipline, alors même qu'au moment du *Lamprechtstreit* des années 1890 elle était classée à gauche (voire taxée de crypto-marxisme), et qu'en Angleterre comme en France dans les années 1930 elle se situait plutôt à la gauche du champ académique (que l'on pense à un M.M. Postan, un William Beveridge ou un Marc Bloch) – il serait donc particulièrement intéressant de savoir ce qu'il en était en Italie et en Espagne, pays qui eux aussi ont connu au cours de l'entre-deux-guerres l'établissement d'une dictature fasciste. Il vient d'être récemment rappelé que l'historiographie rurale française n'avait nullement connu les mêmes déviations que l'allemande : « Une partie importante de ces recherches [françaises], qui étaient particulièrement (mais en aucune façon uniquement) produites par l'aile républicaine-démocratique du champ scientifique, était caractérisée par des positions opposées de façon marquée à la *Volksgeschichte* germanophone de l'entre-deux-guerres. Des éléments d'une analyse *völkisch*-raciale étaient présents en France dans l'analyse du peuplement, l'histoire rurale et l'ethnologie (*Volkstumskunde*), mais ils n'ont été que dans des cas extrêmement rares, dans les écrits d'auteurs complètement marginaux, développés en une interprétation générale à base raciale ou *völkisch* » (L. RAPHAEL, « Zwischen Agrarromantik und empirischem Rationalismus : Wege der französischen Siedlungsgeographie und Agrargeschichte (1880-1945) », dans *Volksgeschichten im Europa der Zwischenkriegszeit*, M. HETTLING (dir.), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2003, p. 146-147). Pour le cadre plus large dans lequel s'inséraient en France les études d'histoire rurale : F. WEBER, « Les études rurales dans la France des années trente : un apogée oublié », *Recherches sociologiques*, vol. 20, n° 3, 1999, p. 367-381.

remettre en cause les problématiques qu'ils avaient développées sous le régime national-socialiste<sup>57</sup> ; plus

---

<sup>57</sup> Sans aucunement remettre en cause non plus, d'ailleurs, leur engagement politique : ainsi Günther Franz n'hésitera-t-il pas à reprendre, dans le recueil de ses travaux qu'il fait paraître en 1977, un article initialement publié en 1944 dans un volume dirigé par Himmler, article issu d'une conférence tenue dans le cadre du programme de formation idéologique des SS (« Der Dreißigjährige Krieg, ein Kampf um das Reich », dans *Germanische Gemeinsamkeit : Vorträge, gehalten an der SS-Junkerschule Tölz, Posen, Verlag Carl Feldmüller / NS-Druck Wartheland, 1944*, p. 145–157 (Germanien und Europa, 1)), et c'est dès 1963 que Friedrich Lütge publie son plaidoyer en faveur des membres du NSDAP qu'en 1945 la censure alliée l'avait empêché de faire paraître (F. LÜTGE, « Parteigenosse – Nichtparteigenosse », *op. cit.*, p. 170), dans une revue, la *Zeitschrift für Politik*, dont l'un des membres du comité de rédaction, Theodor Maunz, sera l'année suivante contraint de renoncer à son poste de ministre des Cultes de Bavière à la suite de la redécouverte d'articles écrits par cet éminent juriste (qui a participé à la rédaction de la constitution de 1949) avant 1945. Le cas d'Ernst Anrich est encore plus clair puisqu'il est dans les années 1960 (après un passage à la CDU) l'un des dirigeants du parti d'extrême-droite NPD ; il fait également alors partie (en compagnie des anciens dirigeants des Jeunesses Hitlériennes des Sudètes et de « Bohême-Moravie ») du cercle dirigeant du Witikobund, soit l'organisation la plus à l'extrême-droite des Allemands des Sudètes, continuation plus ou moins directe du parti de Henlein, qu'en 1964 Karl Bosl honore d'une conférence (ensuite publiée aux presses de cette organisation : K. BOSL, *Nürnberg - Böhmen - Prag : Vortrag vor dem Witikobund, gehalten am 12. Mai 1964 in Nürnberg im Rahmen des Sudetendeutschen Tages*, München, Eigenverlag des Witikobundes, 1964 (Beiträge des Witikobundes zu Fragen der Zeit, 13) ; Bosl se retrouve dans cette collection en compagnie des deux cofondateurs du Witikobund Seiboth, ancien *Hauptsturmführer* SS, et Walter Brand, ancien directeur de la chancellerie de Henlein (le *Gauleiter* des Sudètes), ainsi que de Theodor Veiter, fondateur des revues *Europa Ethnica* et *Ethnos*, et de Herbert Cysarz, exclu de l'université en 1945) – ce qui prend tout son sens lorsque l'on sait que Bosl était alors directeur adjoint de l'organisation scientifique des Allemands des Sudètes, le *Collegium Carolinum* (à la direction duquel il succèdera en 1970 à Theodor Mayer, son fondateur). Sur le Witikobund : K. HIRSCH, *Rechts von der Union : Personen, Organisationen, Parteien seit 1945. Ein Lexikon*, München, Knesebeck & Schuler, 1989, p. 184-186, et *Der Witikobund*,

encore : que le lien entre leurs problématiques et l'idéologie nazie n'ait jamais, par la suite, été évoqué. La raison en est qu'ils ne pouvaient faire fructifier le capital symbolique (publications) amassé pendant la période nazie – ce qui était la condition *sine qua non* pour poursuivre ou reprendre leurs carrières – qu'en prétendant que leur activité d'historiens s'était alors développée librement de toute contingence politique<sup>58</sup>. Comme y compris le simple

---

<http://www.nadir.org/nadir/archiv/Antifaschismus/Themen/Revanchismus/nwh/witi.html>, consulté le 21 août 2011 ; sur les dirigeants et les membres du *Collegium Carolinum : 25 Jahre Collegium Carolinum München : 1956-1981*, M. NEUMÜLLER (dir.), München, Collegium Carolinum, 1982, p. 60-62. Aussi bien cette organisation scientifique est-elle très politique, non pas seulement par son objet mais également par le biais les universitaires auxquels elle donne la parole : ainsi dans la première livraison, en 1960, de la revue du *Collegium, Bohemia*, trouve-t-on Wilhelm Weizsäcker et Heinz Zatschek, soit les ex-responsables respectivement de l'histoire et du droit au sein de la *Reinhard-Heydrich Stiftung / Reichsstiftung für wissenschaftliche Forschung* fondée en 1942 au sein de l'université de Prague (sur ces deux personnages, cf. M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, *op. cit.*, p. 748-749) ; de même que dans le premier volume de la collection du *Collegium* l'on retrouve aux côtés de Bosl Klebel et Weizsäcker (*Böhmen und Bayern. Vorträge der Arbeitstagung des Collegium Carolinum in Cham*, München, Lerche, 1958 (Veröffentlichungen des Collegium Carolinum - Historisch-philologische Reihe, 1)). Pour le soutien exprimé en 1963 par Aubin à l'*apartheid*, rempart contre « die ungeheure Gefahr jener unbesehenen Negerbegeisterung, welche heute um die Welt läuft » : T. ETZEMÜLLER, « Geschichte als Tat. Objektive Forschung als 'kämpfende Wissenschaft' : deutsche Neuzeithistoriker vor und nach 1945 », dans *Historisches Denken und gesellschaftlicher Wandel : Studien zur Geschichtswissenschaft zwischen Kaiserreich und deutscher Zweistaatlichkeit*, T. KAISER, S. KAUDELKA et M. STEINBACH (dir.), Berlin, Metropol, 2004, p. 171-198, en l'occurrence p. 181.

<sup>58</sup> « Les historiens des institutions rejetaient fermement la question du caractère historiquement déterminé de leurs idées. Je me rappelle une discussion avec Walter Schlesinger [entré au NSDAP en 1929 à 21 ans, élève de Kötzschke puis Heimpel, il sera exclu de l'université en 1945 : K. SCHREINER, « Wissenschaft von der Geschichte des Mittelalters nach 1945 : Kontinuitäten und Diskontinuitäten der Mittelalterforschung im geteilten

---

Deutschland », dans *Deutsche Geschichtswissenschaft nach dem Zweiten Weltkrieg (1945-1965)*, E. SCHULIN (dir.), München, Oldenbourg, 1989, p. 87-146 (Schriften des Historischen Kollegs, 14), en l'occurrence p. 145 n. 230] et Karl Bosl à la Reichenau [le lieu des colloques organisés par le « Cercle de Constance » de Mayer] en 1961-1962. Ma question sur un possible lien entre l'idée de 'liberté octroyée par le pouvoir' (*herrschaftliche Freiheit*) et l'esprit du temps fut rejetée avec violence » (K. KROESCHELL, « Verfassungsgeschichte und Rechtsgeschichte des Mittelalters », dans *Gegenstand und Begriffe der Verfassungsgeschichtsschreibung. Tagung der Vereinigung für Verfassungsgeschichte in Hofgeismar am 30./31. März 1981*, H. QUARITSCH (dir.), 1983, p. 47-77 (Der Staat : Zeitschrift für Staatslehre und Verfassungsgeschichte, deutsches und europäisches öffentliches Recht - Beihefte, 6), repris dans K. KROESCHELL, *Studien zum frühen und mittelalterlichen deutschen Recht*, Berlin, Duncker & Humblot, 1995 (Freiburger rechtsgeschichtliche Abhandlungen - N.F., 20), en l'occurrence p. 356). Cette question spécifique n'est pour nous pas innocente, puisque pas moins de 7 des 16 articles du volume de 1976 portent sur le débat (complètement idéologique) relatif à la *herrschaftliche Freiheit* (sur l'importance historiographique du problème de la liberté ou servitude originelles des Germains, et sur le renversement dans l'analyse de cette question sous le national-socialisme cf. p. 40). Pour la négation complète du lien entre idéologie national-socialiste et historiographie, jusqu'à une date tardive, et par une personne bien placée pour savoir qu'une telle négation relevait de la pure dénégation (puisqu'à l'*Historikertag* de 1937 elle représentait, revêtue de son uniforme SS, le chef de l'organisation nationale-socialiste des universitaires) : G. FRANZ, « Das Geschichtsbild des Nationalsozialismus und die deutsche Geschichtswissenschaft », dans *Geschichte und Geschichtsbewusstsein : 19 Vorträge für die Ranke-Gesellschaft Vereinigung für Geschichte im Öffentlichen Leben*, O. HAUSER (dir.), Göttingen, Muster-Schmidt, 1981, p. 91-111 (particulièrement p. 107 : « la science historique n'a quasiment pas été influencée par le national-socialisme ni par son imaginaire historique ») ; avec ce superbe argument circulaire que, Günther Franz ayant réédité après-guerre ses livres parus sous le national-socialisme, preuve est faite que ces ouvrages n'étaient en rien liés au moment de leur rédaction (*Ibid.*, p. 106-107). Mais c'est certainement sous la plume de Theodor Mayer que l'on trouve l'exemple le plus parfaitement hypocrite aussi bien que radicalement absurde de dénégation, dans une phrase dont les termes mêmes sont contradictoires : « Pendant la guerre fut confié à 'l'Engagement guerrier des Sciences Humaines' la tâche de reprendre le soutien à la science d'une façon complètement dégagee

abandon sans critique explicite préalable de leurs thématiques antérieures aurait implicitement signifié leur désaveu de celles-ci, il leur était structurellement nécessaire de poursuivre leurs recherches dans le droit fil de leurs travaux passés, et d'affirmer la pleine validité scientifique de ceux-ci. Une telle conduite leur a été d'autant plus aisée que les réseaux professionnels développés dans les années 1933-1945<sup>59</sup> (parfois renforcés de relations personnelles<sup>60</sup>)

---

des influences étatiques ou autres » (T. MAYER, « Ein Rückblick », dans T. MAYER, *Mittelalterliche Studien : gesammelte Aufsätze*, Lindau, Thorbecke, 1959, p. 476) ; phrase que l'on rapprochera de ce qu'écrivait Mayer en 1941, préfaçant l'un des ouvrages issus de ce même *Kriegseinsatz* : « Die grosse Auseinandersetzung, in der wir stehen, ist nicht nur eine militärische und politische, sondern ebenso sehr eine geistige [...] Die deutschen Historiker sind sich ihrer Pflicht bewusst, für das zentrale Problem des jetzigen Krieges und der bevorstehenden Neuordnung Europas das geschichtliche Rüstzeug beizubringen und vom Standpunkt der Gegenwart aus die Entwicklung der Vergangenheit zu betrachten und zu deuten. Sie wollen sich mit dieser Schrift zu dem politischen Charakter ihrer Wissenschaft bekennen » (T. MAYER et W. PLATZHOFF, « Vorwort », *op. cit.*).

<sup>59</sup> Outre le réseau développé par Mayer grâce aux colloques de l'« Engagement guerrier » (réseau qu'il réactivera largement à l'identique dans les colloques du « Cercle de Constance »), il faut penser aux relations nées de la collaboration dans les mêmes universités. Ainsi Günther Franz a-t-il eu pour collègue à Heidelberg de 1935 à 1936 Andreas et Kollnig (M. FAHLBUSCH, « Deutschtumspolitik und Westdeutsche Forschungsgemeinschaft », dans *Griff nach dem Westen : die « Westforschung » der völkisch-nationalen Wissenschaften zum nordwesteuropäischen Raum (1919-1960)*, B. DIETZ, H. GABEL et U. TIEDAU (dir.), Münster, Waxmann, 2003, p. 569-648 (Studien zur Geschichte und Kultur Nordwesteuropas, 6-2), en l'occurrence p. 594 – le programme de recherche dirigé par Kollnig sur les coutumiers avait d'ailleurs pour cadre l'*Institut für fränkisch-pfälzische Geschichte* dont Franz avait posé les fondations : M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, *op. cit.*, p. 376 et 394), puis à Jena de 1936 à 1941 Leers, Lütge et Maschke (sur les historiens de l'université de Jena sous le national-socialisme, voir H. GOTTWALD, « Die Jenaer Geschichtswissenschaft in der Zeit des Nationalsozialismus », dans « *Kämpferische Wissenschaft* » : *Studien zur Universität Jena im Nationalsozialismus*, U. HOBFELD, J. JOHN et O. LEMUTH (dir.), Köln, Böhlau, 2003, p. 913-942), enfin

sont restés pleinement actifs après 1945<sup>61</sup> pour assurer

---

à la *Reichsuniversität* de Strasbourg (où il obtint une chaire en 1941, et où il prit comme assistant celui qui alors était chargé de l'histoire médiévale et moderne dans l'*Ahnenerbe*) Anrich et Heimpel. Il convient également de prendre en considération les liens avec les maisons d'édition : ainsi le Gustav Fischer Verlag de Jena était le lieu où à la fois avait commencé la carrière professionnelle de Lütge (M. NORTH, « Friedrich Lütge (1901-1968) », dans *Die deutschsprachige Wirtschaftswissenschaft in den ersten Jahrzehnten nach 1945*, C. SCHEER et J. BIBOW (dir.), Berlin, Duncker & Humblot, 2010, p. 383-398 (Studien zur Entwicklung der ökonomischen Theorie, 25)), où Franz et Maschke (sur ce dernier cf. p. 19) avaient en 1938 créé une collection au titre évocateur (*Arbeiten zur Landes- und Volksforschung*) dédiée à des ouvrages non moins clairement orientés (ainsi en 1940 une *Contribution à la raciologie et à l'anthropologie sociale de l'est de la Thuringe*), et où Franz et Lütge créent en 1943 la collection *Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte*, dont les deux premiers volumes, tous deux de 1943, sont respectivement de la plume d'Abel (il s'agit en l'occurrence de son célèbre ouvrage sur les villages désertés) et de celle de Lütge. Mais il faut aussi ne pas oublier les réseaux, moins usuels pour des universitaires, issus de la participation aux mêmes organisations de l'appareil d'État national-socialiste, tout particulièrement le *Sicherheitsdienst* (devenu ensuite le *Reichssicherheitshauptamt*) de la SS (c'est-à-dire la police politique), auquel ont collaboré Ernst Anrich, Karl-August Eckhardt et Günther Franz ; et le *Rasse- und Siedlungshauptamt*, dont ont été membres Günther Franz, Johann von Leers et Konrad Meyer, et dont l'auteur de la monographie qui lui a été consacré considère que « das Rasse- und Siedlungshauptamt war weniger ein Arbeitsplatz für SS-Karrieristen sondern eher für überzeugte Ideologen » (I. HEINEMANN, « Rasse, Siedlung, deutsches Blut » : *das Rasse- und Siedlungshauptamt der SS und die rassenpolitische Neuordnung Europas*, Göttingen, Wallstein, 2003, p. 18 (Moderne Zeit, 2)).

<sup>60</sup> Eckhardt était le beau-frère de Günther Franz (*Festgabe für Karl August Eckhardt zum 5. März 1961*, I. ECKHARDT (dir.), Göttingen, Musterschmidt, 1961, p. 23 (Germanenrechte N.F., Abteilung Deutschrechtliches Archiv, 7)), Lütge était le parrain du fils de ce dernier (M. NORTH, « Friedrich Lütge (1901-1968) », *op. cit.*).

<sup>61</sup> Il n'en est pas de meilleur témoignage qu'un témoignage involontaire, en l'occurrence celui de Karl Heinrich Kaufhold, ancien assistant d'Abel dans les années 1960, qui certainement ne pensait pas à mal en assurant, appuyé sur ses propres souvenirs, que « unter den zeitgenössischen Lehrstuhlinhabern des Faches [Wirtschafts- und Sozialgeschichte] waren einige weitere, die Abel

l'avenir de leurs membres, ceux qui n'avaient pas été exclus de l'université s'entremettant pour obtenir la réintégration de ceux qui n'avaient pas eu cette chance<sup>62</sup>, et ces derniers, une fois réintégrés, profitant de leur position pour favoriser la nomination de ceux qui restaient encore dépourvus de poste<sup>63</sup>. Tout le monde étant compromis, on

---

positiv einschätzte, doch scheinen in keinem Falle die Beziehungen mit denen zu Franz, Kellenbenz und Lütge vergleichbar gewesen zu sein » (K. H. KAUFHOLD, « Der Beitrag Wilhelm Abels zur wirtschaftshistorischen Forschung », *op. cit.*, p. 123-124).

<sup>62</sup> Ainsi Hermann Aubin, professeur à l'université de Hambourg, contribue-t-il à y faire nommer Otto Brunner en 1954 – la réintégration de ce dernier lui étant d'autant plus aisée qu'il s'agissait de sa propre succession, et qu'Aubin pouvait par surcroît mettre dans la balance son prestige de président de l'Association des historiens allemands (fonction qu'il occupe de 1953 à 1958, après avoir été l'artisan en 1948, avec Hermann Heimpel et Gerhard Ritter, de la refondation de l'*Historikerverband* : P. SCHUMANN, *Die deutschen Historikertage von 1893 bis 1937*, *op. cit.*, p. 434) et de directeur de la revue de référence en histoire économique et sociale (la *Vierteljahrschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, qu'il a dirigée de 1925 à 1967). Il nommera par ailleurs en 1960 Brunner codirecteur de cette revue – avec pour collègues Kellenbenz et (comme codirecteur de la collection associée à la revue) Maschke (sur ces deux personnes cf. respectivement p. 28 et 19) ; et en 1967 il abandonnera la direction entre les mains de Brunner et Kellenbenz (ainsi que du plus jeune Wolfgang Zorn), qui ne tarderont pas à appeler à leurs côtés Werner Conze. Aubin a été l'un des principaux acteurs de la réintégration universitaire des historiens les plus compromis, cf. par exemple son soutien à Theodor Schieder en 1947 (T. ETZEMÜLLER, « Objektive Forschung als 'kämpfende Wissenschaft' : deutsche Neuzeithistoriker vor und nach 1945 », *op. cit.*, p. 173) – sur ce dernier, cf. G. ALY, « Theodor Schieder, Werner Conze oder die Vorstufen der physischen Vernichtung », *op. cit.*. Bosl dit également, très clairement, dans la nécrologie qu'il consacre à Ernst Klebel, qu'il a tout fait pour lui permettre de retrouver un poste : « Es war uns eine Verpflichtung, dass Ernst Klebel nach einem Leben der Unrast und des stetigen Aufbruchs eine Arbeits- und Heimstatt an der gelehrten Hohen Schule Regensburg 1953 fand » (K. BOSL, « Ernst Klebel », *op. cit.* ; réédition : K. BOSL, *Oberpfalz und Oberpfälzer. Gesammelte Aufsätze*, *op. cit.*, en l'occurrence p. 311).

<sup>63</sup> Ainsi Maschke, dès après avoir retrouvé un poste en 1956 (à Heidelberg, où se trouvait déjà Kühn : S. P. REMY, *The Heidelberg*

---

*myth : the nazification and denazification of a German university*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2002, p. 221), soutient-il Günther Franz dans sa candidature à Stuttgart, où il sera recruté en 1957 (T. ETZEMÜLLER, *Sozialgeschichte als politische Geschichte : Werner Conze, op. cit.*, p. 29-30 et 147). Maschke, qui était entré dans la SA dès 1933 (il publiera des articles d'histoire médiévale dans l'organe de formation du NSDAP *Das Schulungsbrief*, collaborera avec l'*Amt Rosenberg*, en 1935 lors d'un colloque appellera explicitement à soumettre la recherche scientifique aux impératifs politiques, ce dont il donnera un parfait exemple à l'*Historikertag* en 1937, où ce médiéviste conclura sa communication sur « Thüringen und das Reich » en rappelant le rôle historique positif récent de la Thuringe, premier *Land* à porter au pouvoir le NSDAP ; c'est par ailleurs explicitement en raison de son engagement dans le *Kampf für die Ostgebiete* qu'il avait obtenu sa première chaire en 1935 : M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945, op. cit.*, p. 219-220 et 244-245 ; P. SCHUMANN, *Die deutschen Historikertage von 1893 bis 1937, op. cit.*, p. 427 ; H. GOTTWALD, « Die Jenaer Geschichtswissenschaft in der Zeit des Nationalsozialismus », *op. cit.*, p. 918) et a été condamné en 1945 à dix ans d'emprisonnement par les Soviétiques, avait été le collègue de Franz à Jena (Franz lui dédiera d'ailleurs, explicitement en souvenir de ces années 1936-1941, la réédition de 1979 de son ouvrage sur la guerre de Trente Ans, paru initialement en 1940 – sur la signification idéologique de cet ouvrage de référence [!] : W. BEHRINGER, « Von Krieg zu Krieg. Neue Perspektiven auf das Buch von Günther Franz « Der Dreissigjährige Krieg und das deutsche Volk » (1940) », dans *Zwischen Alltag und Katastrophe. Der Dreißigjährige Krieg aus der Nähe*, B. von KRUSENSTJERN et H. MEDICK (dir.), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1999, p. 543-591 (Veröffentlichungen des Max-Plancks-Instituts für Geschichte, 148)). L'exemple de la nouvelle université de Maschke, Heidelberg, est intéressant dans la mesure où il permet de voir que l'action de ces réseaux ne se limitait pas à favoriser la réintégration d'historiens exclus en raison de leur engagement national-socialiste (et ceci certainement pas en raison de considérations purement académiques, c'est-à-dire le fait que « malgré tout » ces candidats auraient été meilleurs : puisque Maschke, qui n'avait jusque là travaillé que sur l'histoire politique du Moyen Âge, est engagé sur une chaire d'histoire économique et sociale transpériodes ; que les considérations politiques aient primé les considérations scientifiques, en témoigne que Maschke avait pourtant eu dans cette élection le plein soutien des économistes Meinhold et Preiser – W. CONZE, « Nachruf Erich Maschke », *Vierteljahrschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, vol. 69, 1982, p. 300 -, tous deux aussi bien que Maschke pourvus d'un

pouvait être certain que personne ne poserait les questions désagréables<sup>64</sup>.

La perpétuation à l'identique de réseaux antérieurs

---

passé fort engagé [pour Meinhold cf. S. HEIM et G. ALY, *Ein Berater der Macht : Helmut Meinhold oder der Zusammenhang zwischen Sozialpolitik und Judenvernichtung. Eine Arbeit aus dem Projekt « Täterbiographien im Nationalsozialismus » des Hamburger Instituts für Sozialforschung*, Hamburg, Hamburger Institut für Sozialforschung, 1986 : chef de la section économique de l'institut scientifique fondé dans le « Gouvernement général » de Pologne ; pour Preiser cf. p. 12] ; notons par ailleurs que Preiser était à ce moment coéditeur avec Lütge des *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, un Lütge que Maschke avait connu à Leipzig entre 1942 et 1945 et à la *Festschrift* duquel il participera ; notons enfin, quoique ce n'ait pas de rapport, que Preiser avait été dès 1948 l'un des membres fondateurs du conseil scientifique auprès du ministère de l'Economie, et que Meinhold l'y rejoindra en 1959), mais tendait aussi bien à empêcher les carrières des rares universitaires qui s'étaient opposés au régime, ainsi que les carrières de leurs élèves – ce rôle étant joué à Heidelberg par Kühn (S. P. REMY, *The Heidelberg myth : the nazification and denazification of a German university*, *op. cit.*, p. 227).

<sup>64</sup> Sauf à l'étranger, où les implications idéologiques persistantes mais désormais uniquement implicites des travaux d'après-guerre apparaissaient clairement aux bons connaisseurs de l'historiographie allemande. Voir par exemple les allusions, polies mais cinglantes, de Fernand Braudel commentant un recueil d'articles d'Otto Brunner : « Nul ne sera sûr, au sortir de ces plaidoiries, de connaître la vraie pensée d'Otto Brunner, en proie à des souvenirs et à des expériences que nous n'avons pas partagés [...] Son but est de nous proposer une histoire conservatrice [...] La Révolution française prendra figure d'accusée [...] À quels jugements, à quels rapprochements s'abandonne l'auteur – nul lecteur étranger ne le saura qu'à demi-mot. Qui juge-t-on, qui condamne-t-on, ou, si l'on préfère, qui devons-nous aimer ? Car cet éloge évident de l'Ancien Régime social doit avoir un sens. Le *laudator temporis acti* n'est jamais sans arrière-pensées présentes » (F. BRAUDEL, « Sur une conception de l'Histoire sociale », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 14, n° 2, 1959, p. 308-319). Rappelons que Fernand Braudel, prisonnier de guerre à l'Oflag de Mayence entre 1940 et 1945, avait alors eu accès – privilège des officiers – à la bibliothèque universitaire locale, ce qui marqua durablement sa pensée (sur cette influence, cf. L. RAPHAEL, *Die Erben von Bloch und Febvre : Annales-Geschichtsschreibung und nouvelle histoire in Frankreich 1945-1980*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1994).

est rarement aussi visible qu'avec la création en 1953 de ce qui deviendra la revue de référence en histoire rurale, la *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*<sup>65</sup>, puisque Günther Franz, son fondateur (qui n'avait alors pas encore réussi à réintégrer l'université<sup>66</sup>), dans son

---

<sup>65</sup> Revue de référence du moins pour la partie du monde germanophone qui relevait politiquement de l'Europe de l'ouest ; son pendant est-allemand était *Probleme der Agrargeschichte des Feudalismus und des Kapitalismus*, revue fondée en 1972 et supprimée après la réunification.

<sup>66</sup> On voit ici comment se répartit le travail entre membres d'un même réseau : ceux qui sont déjà à l'université (en l'occurrence, pour ce qui est des historiens, Abel et Lütge) accordent, par leur présence dans le comité de rédaction, leur caution institutionnelle à une entreprise confiée à celui d'entre eux qui ne l'a pas encore réintégrée, non seulement parce que ce dernier dispose de plus de temps mais aussi parce qu'ainsi lui est donnée la possibilité d'accroître son capital symbolique, ce qui augmente ses chances de retrouver un poste. Notons par ailleurs que la même année Franz (en collaboration cette fois avec Brunner) fonde une autre revue, l'*Historisch-Politisches Buch*, organe de la Ranke-Gesellschaft, association (fondée par Adolf Rein, ancien collaborateur de l'Amt Rosenberg qui ne retrouvera pas de chaire après 1945) qui regroupait des historiens non seulement compromis avec le régime national-socialiste (Otto Brunner, Karl Alexander von Müller, Reinhard Wittram, Erich Keyser, etc.), mais qui par surcroît voulaient explicitement défendre sa mémoire (S. CONRAD, *Auf der Suche nach der verlorenen Nation : Geschichtsschreibung in Westdeutschland und Japan, 1945-1960*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1999, p. 157 (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 134)) ; la Ranke-Gesellschaft offrira en 1977 à Franz un recueil de ses articles. Surtout, lors de la fondation de la ZAA Franz met à profit l'expérience déjà accumulée en termes de reconstitution de réseaux scientifiques créés sous le national-socialisme (sous l'étroite influence de cette idéologie), puisque dès 1946 il avait été l'un des membres fondateurs de l'*Akademie für Raumforschung und Landesplanung* d'Hanovre, pure et simple continuation de la *Reichsarbeitsgemeinschaft für Raumforschung* fondée en 1935 par Konrad Meyer (ce qui permet de voir combien les deux projets de l'*Akademie* et de la ZAA sont liés au-delà même de la seule personne de Franz) comme le manifesterà, au-delà de l'apparence du changement de nom, le fait que l'*Akademie* fêtera ses 25 ans d'existence en 1960 (I. HEINEMANN, « Wissenschaft, Planung, Umvolkung : Konrad Meyer und der 'Generalplan Ost' »),

introduction au premier numéro, la désigne explicitement comme continuation de l'*Arbeitskreis Bauern- und Agrargeschichte* qu'il avait fondé en 1938 dans le cadre du *Forschungsdienst für deutsche Landbauwissenschaften*<sup>67</sup>, c'est-à-dire au sein d'une organisation créée par un national-socialiste de la plus pure eau<sup>68</sup> afin de réorienter

---

communication dans le cycle de conférences *Die Berliner Universität unterm Hakenkreuz*, 1er mai 2003, [http://www.geschichte.hu-berlin.de/ns-zeit/ringvorlesung/bilder/vortrag\\_heinemann.pdf](http://www.geschichte.hu-berlin.de/ns-zeit/ringvorlesung/bilder/vortrag_heinemann.pdf), p. 16) – simple « reconstitution de ligue dissoute » donc (le dernier directeur de l'une étant d'ailleurs le premier directeur de l'autre : M. RÖSSLER, « Die Institutionalisierung einer neuen « Wissenschaft » im Nationalsozialismus : Raumforschung und Raumordnung 1935-1945 », *Geographische Zeitschrift*, vol. 75, n° 3, 1987, p. 192 n. 58), et d'autant plus significative qu'en 1936 Konrad Meyer avait défini sa *Reichsarbeitsgemeinschaft* comme rien moins que « der Versuch, den nationalsozialistischen Gedanken der Gemeinschaft und Zusammengehörigkeit, sowie die in dieser Idee wurzelnden Grundsätze der Ordnung, Führung und Gefolgschaft in der Wissenschaft wirksam werden zu lassen » (M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, *op. cit.*, p. 21).

<sup>67</sup> C'est également dans ce cadre institutionnel qu'est née en 1943 la collection *Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte* fondée par Franz et Lütge (G. FRANZ et F. LÜTGE, « Geleitwort », dans W. ABEL, *Die Wüstungen des ausgehenden Mittelalters : ein Beitrag zur Siedlungs- und Agrargeschichte Deutschlands*, Jena, Fischer, 1943 (Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte, 1), en l'occurrence p. III); sur les premières publications de cette collection, cf. p. 18. Et c'est dans la revue de cette organisation (*Der Forschungsdienst : Organ der deutschen Landwirtschaft*) que paraissent entre 1939 et la fin de la guerre tous les articles d'Abel (voir sa bibliographie dans *Landwirtschaft und ländliche Gesellschaft in Geschichte und Gegenwart. Festschrift Wilhelm Abel*, H.-G. SCHLOTTER (dir.), Hannover, Schaper, 1964, p. 177 (Schriftenreihe für ländliche Sozialfragen, 44)), qui est explicitement rattaché au groupe de Franz (cf. par exemple W. ABEL, « Beiträge zur Geschichte der Agrarpreise und -wirtschaft », *Der Forschungsdienst*, vol. 7, 1939, p. 49).

<sup>68</sup> En l'occurrence Konrad Meyer, membre du NSDAP dès 1931 et de la SS dès 1933 (au sein de laquelle il atteindra le grade d'*Oberführer*, soit l'équivalent de général de brigade : M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von*

les recherches sur le monde rural dans un sens national-socialiste, réorientation qui était alors comprise comme absolument nécessaire puisque « la conception nationale-socialiste du *Blut und Boden* a donné un sens et un contenu fondamentalement nouveaux à l'agriculture allemande »<sup>69</sup>. Rien de bien étonnant alors à ce que les membres du comité de rédaction aient un passé fortement marqué, puisqu'à côté de Lütge (sur ce dernier cf. p. 18) s'y retrouvent :

- Wilhelm Abel, le dernier de nos « trois grands » dont nous n'avons pas encore présenté le passé. Membre à partir de 1933 de la SA<sup>70</sup>, il est alors

---

1931-1945, *op. cit.*, p. 764), vice-président de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (l'équivalent du CNRS) entre 1935 et 1937, et qui sera nommé par Himmler, à partir de l'invasion de la Pologne, responsable de la planification de la germanisation radicale des régions conquises (ses plans s'étendront jusqu'à la Crimée), ce qui lui vaudra d'être condamné par le tribunal inter-allié de Nuremberg (sur ce personnage : I. STOEHR, « Von Max Sering zu Konrad Meyer : ein « machtergreifender » Generationenwechsel in der Agrar- und Siedlungswissenschaft », dans *Autarkie und Ostexpansion : Pflanzenzucht und Agrarforschung im Nationalsozialismus*, S. HEIM (dir.), Göttingen, Wallstein, 2002, p. 57-90 (Geschichte der Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft im Nationalsozialismus, 2)). Günther Franz n'hésitera pas, en 1971, à faire participer ce planificateur de la déportation et de l'extermination (qui, par exemple, au lendemain de l'exécution d'Heydrich par un résistant tchèque, propose à Himmler un plan prévoyant la disparition de 3.6 millions de Tchèques : I. HEINEMANN, *Das Rasse- und Siedlungshauptamt der SS*, *op. cit.*, p. 168) à un volume sur *Ordonnement de l'espace et planification du territoire au XXe siècle* qu'il dirigeait (*Raumordnung und Landesplanung im 20. Jahrhundert. Forschungsberichte des Ausschusses « Historische Raumforschung » der Akademie für Raumforschung und Landesplanung*, G. FRANZ (dir.), Hannover, Jänecke, 1971 (Veröffentlichungen der Akademie für Raumforschung und Landesplanung : Forschungs- und Sitzungsberichte, 63)).

<sup>69</sup> K. MEYER, *Das Studium der Landwirtschaft*, Berlin, Reichsnährstand, 1935, p. 3.

<sup>70</sup> N. HAMMERSTEIN, *Die Johann Wolfgang Goethe-Universität Frankfurt am Main : von der Stiftungsuniversität zur staatlichen Hochschule. Volume 1 : 1914 bis 1950*, Neuwied, Metzner, 1989, p. 425-426.

l'assistant d'August Skalweit, qui crée à l'université de Francfort l'institut d'histoire économique avec les dépouilles du célèbre *Institut für Sozialforschung*<sup>71</sup>, cœur institutionnel de l'« école de Francfort », supprimé en tant que « juif » et « marxiste » – un Skalweit qui en 1936-1937 (il est alors doyen de la faculté d'économie) assure un cours sur la « Bedeutung des Bauerntums für die Erhaltung von Rasse und Volk »<sup>72</sup>. En 1937 Abel obtient une charge de cours en *Raumforschung*<sup>73</sup> et devient *stellvertretender Leiter* de l'*Institut für wirtschaftliche Raumforschung* de l'université de Francfort<sup>74</sup> – or la *Raumforschung* était une

<sup>71</sup> W. PLATZHOFF, *Chronik der Johann-Wolfgang-Goethe-Universität zu Frankfurt am Main für den Zeitraum vom 1. April 1933 bis 31. März 1939*, Frankfurt am Main, 1939, p. 145.

<sup>72</sup> JOHANN WOLFGANG GOETHE-UNIVERSITÄT FRANKFURT AM MAIN, *Personal- und Vorlesungsverzeichnis für das Wintersemester 1935-36 und das Sommersemester 1936*, Frankfurt am Main, 1935, p. 53 et 69 ; JOHANN WOLFGANG GOETHE-UNIVERSITÄT FRANKFURT AM MAIN, *Personal- und Vorlesungsverzeichnis für das Wintersemester 1936-37 und das Sommersemester 1937*, Frankfurt am Main, 1936, p. 53 et 69. Abel rédigea la nécrologie de Skalweit dans la *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie* : W. ABEL, « Prof. Dr. August Skalweit † », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 8, 1960, p. 203.

<sup>73</sup> K.-H. SCHMIDT, « « Politik ist jede ordnende Gestaltung sozialen Lebens » : Schwerpunkte und Anregungen in Wilhelm Abels Beiträgen zur Wirtschafts- und Sozialpolitik », dans *Wirtschaft - Politik - Geschichte : Beiträge zum Gedenkkolloquium anlässlich des 100. Geburtstages von Wilhelm Abel am 16. Oktober 2004 in Leipzig*, M. A. DENZEL (dir.), Stuttgart, Steiner, 2004, p. 75 (Studien zur Gewerbe- und Handelsgeschichte der vorindustriellen Zeit, 24).

<sup>74</sup> JOHANN WOLFGANG GOETHE-UNIVERSITÄT FRANKFURT AM MAIN, *Personal- und Vorlesungsverzeichnis für das Sommersemester 1938*, Frankfurt am Main, 1938, p. 24. Le directeur en est alors Erich Egner, qui avait adhéré à la SA (E. EGNER, « Frankfurter Erinnerungen aus den Jahren 1935-1939 », dans *Wirtschafts- und Sozialwissenschaftler in Frankfurt am Main : Erinnerungen an die Wirtschafts- und Sozialwissenschaftliche Fakultät und an die Anfänge des Fachbereichs Wirtschaftswissenschaften der Johann-Wolfgang-Goethe-Universität. Mit einem dokumentarischen Anhang*

discipline ainsi définie par celui qui l'a institutionnalisée dans les années 1930 (et qui n'était autre que Konrad Meyer) : « der Auftrag, den die deutsche Wissenschaft mit der Raumforschung erhielt, ist allein aus der Idee des Nationalsozialismus geboren ; er erschloss in seiner politischen Zielgerichtetheit und Betrachtungsweise Neuland. In diesem neuen Ansatz der Wissenschaft ist uns jedenfalls eins gelungen, die Forschung zu den Quellen unseres nationalen Lebens hinzulenken : zu Volk und Lebensraum, zu Blut und Boden »<sup>75</sup>. En 1938 Abel participe, aux côtés de Franz et Lütge, au premier congrès du *Forschungsdienst für deutsche Landbauwissenschaften* organisé par Konrad Meyer<sup>76</sup>. En 1939, c'est cette fois aux *Salzburger Wissenschaftswochen* organisées par l'*Ahnenerbe*

---

*und einer Lehrstuhlgeschichte*, B. SCHEFOLD (dir.), Marburg, Metropolis, 1989, p. 129–136, en l'occurrence p. 131), et qui avait obtenu de nommer ainsi son institut en lieu et place de son appellation traditionnelle d'*Institut für Landesplanung und Siedlungswesen*, ceci explicitement afin de pouvoir se rapprocher de la *Reichsarbeitsgemeinschaft für Raumforschung* de Konrad Meyer (*Ibid.*, p. 132).

<sup>75</sup> Cité dans M. RÖSSLER, « Die Institutionalisierung einer neuen « Wissenschaft » im Nationalsozialismus : Raumforschung und Raumordnung », *op. cit.*, p. 181-182 – le soulignement est de Meyer. Il est possible que ce soit dans le cadre de cette « discipline » qu'Abel et Franz ont fait connaissance, puisqu'à partir de son installation à Jena en 1937 Franz lui aussi y est engagé (H. GOTTWALD, « Die Jenaer Geschichtswissenschaft in der Zeit des Nationalsozialismus », *op. cit.*, p. 922 ; H. GOTTWALD, « Ein landesgeschichtliches Institut für Thüringen. Günther Franz, die Gründung der « Anstalt für geschichtliche Landeskunde » und die thüringische Landesgeschichtsschreibung 1937-1941 », dans *Im Spannungsfeld von Wissenschaft und Politik. 150 Jahre Landesgeschichtsforschung in Thüringen*, M. WERNER (dir.), Köln, Böhlau, 2005, p. 163–190 (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Thüringen : Kleine Reihe, 13).

<sup>76</sup> A. DORNHEIM, « Die deutsche Agrargeschichte in der NS-Zeit », *op. cit.*, p. 47.

(l'organisation scientifique de la SS) pour rassembler « le Gotha des scientifiques proches des nationaux-socialistes », que, de même que Jankuhn (sur ce dernier cf. p. **Erreur ! Signet non défini.**), il participe, assurant une communication sur « les coutumes antiques et les croyances populaires », soit un sujet aussi éloigné de ses préoccupations antérieures d'économiste qu'adapté à la demande politico-idéologique de l'époque<sup>77</sup>. En poste après 1945 à Göttingen, il fournit à Werner Conze, professeur à la Reichsuniversität de Poznan avant 1945 (avec une chaire explicitement consacrée à, entre autres, l'*Agrargeschichte*<sup>78</sup>) et donc désormais au chômage, une charge de cours<sup>79</sup>.

- le haut fonctionnaire du ministère de l'Agriculture Heinz Haushofer, qui en sus de sa participation au comité éditorial sera président jusqu'en 1976 de la Société des historiens ruralistes créée par Franz en même temps que la revue. Il avait participé en 1923, alors qu'il n'avait que 19 ans, au putsch de Hitler<sup>80</sup>; il était alors un ami personnel de Rudolf Hess<sup>81</sup>, qui lui présentera en 1930 Darré<sup>82</sup>, et en 1936 lui

---

<sup>77</sup> N. HAMMERSTEIN, *Die Deutsche Forschungsgemeinschaft in der Weimarer Republik und im Dritten Reich : Wissenschaftspolitik in Republik und Diktatur 1920-1945*, München, Beck, 1999, p. 263.

<sup>78</sup> A. DORNHEIM, « Die deutsche Agrargeschichte in der NS-Zeit », *op. cit.*, p. 39 n. 3.

<sup>79</sup> K. A. LINNEMANN, *Das Erbe der Ostforschung : zur Rolle Göttingens in der Geschichtswissenschaft der Nachkriegszeit*, Marburg, Tectum, 2002, p. 174.

<sup>80</sup> Pour sa narration *a posteriori* de cet engagement, qui en fait un hasard sans signification : H. HAUSHOFER, *Mein Leben als Agrarier : eine Autobiographie (1924-1978)*, München, Bayerisches Landwirtschaftliches Jahrbuch Verlag, 1982, p. 10-15.

<sup>81</sup> Voir la lettre de 1924 de ce dernier, citée dans H.-A. JACOBSEN, *Karl Haushofer, Leben und Werk. Volume 1 : Lebensweg 1869-1946 und ausgewählte Texte zur Geopolitik*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1979, p. 385-386 (Schriften des Bundesarchivs, 24).

<sup>82</sup> A. BRAMWELL, *Blood and soil : Richard Walther Darré and Hitler's « Green Party »*, Abbotsbrook, Kensal, 1985, p. 80. Sur ce

obtiendra le poste d'attaché agricole à l'ambassade de Vienne<sup>83</sup> – ambassade très importante en cette période précédant de peu l'*Anschluss*. Il publie en 1938 un livre au *Blut und Boden Verlag* en collaboration avec Johann von Leers<sup>84</sup> ; en 1939 un autre de ses livres, dédié au *Reichsbauernführer* Darré, paraît dans la collection *Macht und Erde*

---

personnage cf. p. 15.

<sup>83</sup> H.-A. JACOBSEN, *Karl Haushofer, Leben und Werk. Volume 1, op. cit.*, p. 383.

<sup>84</sup> Leers est membre du NSDAP dès 1929, de la SA depuis 1930, de la SS depuis 1936 (il y intègre le Rasse- und Siedlungshauptamt). Collaborateur proche de Goebbels, il est notamment l'auteur en 1934 d'un *Geschichte auf rassischer Grundlage* ; Darré, dont il avait fait la connaissance en 1927, le recommandera à Hitler en décembre 1939 (A. BRAMWELL, *Richard Walther Darré and Hitler's « Green Party »*, *op. cit.*, p. 49). Collègue de Franz à Jena à partir de 1936 (sur une chaire d'« histoire à base raciale », à partir de 1938 sur une chaire de *Deutsche Geschichte mit besonderer Berücksichtigung der Bauerngeschichte*), il est vraisemblable que c'est par son entremise que Franz et Haushofer ont fait connaissance, de même qu'il est vraisemblable que, s'il n'avait pas été contraint à la fuite et à l'exil en 1945, Leers se serait retrouvé dans le cercle de nos historiens. Sur ce personnage voir H. GOTTWALD, « Die Jenaer Geschichtswissenschaft in der Zeit des Nationalsozialismus », *op. cit.*, p. 924-925, et B. HEUSTERBERG, *Bundesarchiv. Nachlass Johann von Leers*, <http://startext.net-build.de:8080/barch/MidosaseARCH/N2168-21239/index.htm>, consulté le 22 août 2011. Le cas Leers est particulièrement intéressant dans la mesure où il permet de voir que, si des historiens radicalement nationaux-socialistes (dès 1931 il déclarait « wir haben uns zu einem fanatischen Antisemitismus zu bekennen, bis die Judenfrage restlos gelöst ist » : H. GOTTWALD, « Die Jenaer Geschichtswissenschaft in der Zeit des Nationalsozialismus », *op. cit.*, p. 939 n. 72) étaient bien intégrés dans le milieu académique de l'Allemagne de l'époque, ils faisaient par contre l'objet d'un vif rejet à l'étranger : Johann Huizinga, recteur de l'université de Leyde, a demandé en avril 1933 à Leers, en raison de son antisémitisme, de quitter la conférence à laquelle il assistait en tant que chef de la délégation allemande, ce qui provoquera une protestation dans la *Historische Zeitschrift* (W. OTTERSPEER, « Huizinga before the Abyss : The von Leers Incident at the University of Leiden, April 1933 », *Journal of Medieval and Early Modern Studies*, vol. 27, n° 3, 1997, p. 385-444).

dirigée par son père Karl<sup>85</sup>. Günther Franz lui confiera le volume de la *Deutsche Agrargeschichte* portant sur l'époque contemporaine, qui paraîtra en 1963<sup>86</sup> ; ou comment faire raconter, entre autres

---

<sup>85</sup> Karl Haushofer, ami de Rudolf Hess qu'il avait caché après le putsch de 1923, est le fondateur de la géopolitique ; il a joué un rôle notable dans la politique étrangère du pouvoir national-socialiste. On notera que c'est dans une autre collection dirigée par Karl Haushofer – les *Schriften zur Geopolitik* – que Johannes Kühn publie en 1940 son livre justifiant la guerre.

<sup>86</sup> Pour la présentation complètement biaisée de la période nazie dans ce volume, et la critique de cette présentation : V. KLEMM, *Agrarwissenschaften in Deutschland : Geschichte - Tradition. Von den Anfängen bis 1945*, St. Katharinen, Scripta-Mercaturae, 1992, p. 291-292, 345-346. Notons que le dernier tome de la *Deutsche Agrargeschichte* dont nous n'avons pas encore parlé, celui sur la période antérieure au Moyen Âge, a été confié par Günther Franz à Herbert Jankuhn (alors collègue d'Abel à Göttingen) : SA dès 1933, celui-ci était ensuite passé à la SS puis en 1942 à la Waffen-SS, au sein de laquelle il atteindra le grade d'*Obersturmbannführer* ; il était depuis 1940 le responsable de l'archéologie au sein de l'organisation scientifique de la SS (l'*Ahnenerbe*) – il a notamment dirigé dans ce cadre les importantes fouilles d'Haithabu (H. STEUER, « Herbert Jankuhn und seine Darstellungen zur Germanen- und Wikingerzeit », dans *Eine hervorragend nationale Wissenschaft : deutsche Prähistoriker zwischen 1900 und 1995*, H. STEUER (dir.), Berlin, de Gruyter, 2001, p. 421-423 (Ergänzungsbände zum Reallexikon der germanischen Altertumskunde, 29)) – et avait au sein de la SS une position suffisamment importante pour être au courant de l'opération Barberousse au plus tard dès la fin mai 1941 (H. STEUER, « Herbert Jankuhn : SS-Karriere und Ur- und Frühgeschichte », dans *Nationalsozialismus in den Kulturwissenschaften. Vol. 1 : Fächer, Milieus, Karrieren*, H. LEHMANN et O. G. OEXLE (dir.), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2004, p. 487 (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 200)). Il intégrera en 1960 l'académie des sciences de Göttingen grâce au soutien de Percy Ernst Schramm, Hermann Heimpel (sur celui-ci cf. p. 30 et 37), Hans Mortensen (sur celui-ci cf. p. 25) et Wolfgang Krause (qui en son temps avait lui aussi dirigé une section de l'*Ahnenerbe* : celle sur les runes), malgré des résistances dues à son passé (résistances que Jankuhn considèrera en 1985 comme condamnables parce que témoignant d'une soumission de la science à des motifs politiques !) : *Ibid.*, p. 466 et 521-522 ; pour l'appartenance de Schramm (qui avait intégré la SA en 1934, et qui sera exclu de l'université en 1945) aux réseaux

choses, la confiscation des terres agricoles possédées par des « Juifs », par l'un de ses artisans<sup>87</sup> !

- le sociologue Gunther Ipsen. À la tête de la délégation allemande au congrès international de sociologie de Bucarest de 1939 (consacré à la sociologie rurale), il avait alors écrit au ministre de l'Education qu'il voulait utiliser ce congrès comme une tribune pour « notre doctrine nationale-socialiste du *Volk* » ainsi que pour traiter de la

---

des historiens SS, cf. le fait que, lorsqu'en 1942 est établi le projet d'une *Zeitschrift für politische Volksgeschichte* qui serait dirigée par les deux SS Günther Franz et Walter Six, la liste des collaborateurs prévus comprend Schramm, qui avait de lui-même proposé sa collaboration au groupe de recherche SS dirigé par Franz (on trouve également parmi les collaborateurs pressentis Reinhard Wittram – qui lui aussi sera en poste à Göttingen après-guerre, et qui en 1944 soutenait un historien SS contre l'université de Munich qui refusait de l'habilitier : W. BEHRINGER, « Der Abwickler der Hexenforschung im Reichssicherheitshauptamt (RSHA) : Günther Franz », dans *Himmlers Hexenkartothek. Das Interesse des Nationalsozialismus an der Hexenverfolgung*, S. LORENZ, D. R. BAUER, W. BEHRINGER et J. M. SCHMIDT (dir.), Bielefeld, 1999, p. 134 (Hexenforschung, 4) – et Erich Maschke – sur celui-ci cf. p. 19) : *Ibid.*, p. 121. Le travail de Jankuhn au sein de l'*Ahnenerbe* SS sera loué en 1981 encore par Günther Franz (qui avait lui-même appartenu à cette organisation) dans un article consacré à l'historiographie nationale-socialiste (G. FRANZ, « Das Geschichtsbild des Nationalsozialismus », *op. cit.*). Il n'est, de la continuité de l'activité scientifique de Jankuhn entre l'avant et l'après-1945, de meilleure preuve que le fait que, alors qu'il avait en 1938 été intégré, après intervention personnelle d'Himmler (G. SIMON, *Die hochfliegenden Pläne eines « nichtamtlichen Kulturministers »*. Erich Gierachs « Sachwörterbuch der Germanenkunde », Tübingen, Gesellschaft für Interdisziplinäre Forschung, 1998, p. 14 (Wörterbücher im 3. Reich, 1)), au groupe des rédacteurs du *Sachwörterbuch der Germanenkunde* (qui devait remplacer le *Reallexikon der germanischen Altertumskunde* d'Hoops de 1913), il sera en 1967 le responsable de la réédition, complètement remaniée, du « Hoops ».

<sup>87</sup> Sur l'activité de Darré, cf. A. DORNHEIM, « Die deutsche Agrargeschichte in der NS-Zeit », *op. cit.*, p. 48.

« question juive »<sup>88</sup>. Il faisait ainsi partie des « *hardliners* » d'une science volontairement nationale-socialiste la plus étroitement liée au pouvoir et décidée à avoir une action concrète »<sup>89</sup>. S'il ne retrouva jamais de poste universitaire après 1945<sup>90</sup>, il resta néanmoins très influent<sup>91</sup>.

---

<sup>88</sup> C. KLINGEMANN, « Ostforschung und Soziologie während des Nationalsozialismus », dans *Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung im Spannungsfeld von Wissenschaft und Politik : Disziplinen im Vergleich*, J. M. PISKORSKI (dir.), Osnabrück, Fibre, 2002, p. 161–199 (Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung, 1), en l'occurrence p. 165 et p. 167 ; C. KLINGEMANN, *Soziologie im Dritten Reich*, *op. cit.*, p. 210. Rappelons, par contraste, que la France envoyait à ce même congrès un Marc Bloch (P. SCHÖTTLER, « Marc Bloch et le XIVe Congrès international de sociologie (Bucarest, août 1939) », *Genèses*, n° 20, septembre 1995, p. 143–154).

<sup>89</sup> L. RAPHAEL, « Trotzige Ablehnung, produktive Missverständnisse und verborgene Affinitäten : westdeutsche Antworten auf die Herausforderungen der « Annales »-Historiographie (1945-1960) », dans *Geschichtswissenschaft um 1950*, H. DUCHHARDT et G. MAY (dir.), Mainz, Zabern, 2002, p. 78 (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz : Beiheft, 56).

<sup>90</sup> T. ETZEMÜLLER, « Sozialgeschichte als politische Geschichte : die Etablierung der Sozialgeschichte in der westdeutschen Geschichtswissenschaft », dans *Von der Volksgeschichte zur Strukturgeschichte : die Anfänge der westdeutschen Sozialgeschichte 1945-1968*, L. RAPHAEL (dir.), Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2002, p. 12–33 (Comparativ, 12-1), en l'occurrence p. 17.

<sup>91</sup> C'est ainsi à lui qu'est confié, dans la nouvelle édition faite dans les années 1950 de l'encyclopédie allemande de référence, entre autres les articles portant sur l'histoire économique et sociale de l'Allemagne. En 1957 il fait partie (de même que Brunner) des membres fondateurs de l'*Arbeitskreis für moderne Sozialgeschichte*, qui aura une influence déterminante pour le développement de l'histoire sociale en Allemagne (C. KLINGEMANN, « Symbiotische Verschmelzung : Volksgeschichte – Soziologie – Sozialgeschichte und ihre empirische Wende zum Sozialen unter nationalsozialistischen Vorzeichen », dans *Von der Volksgeschichte zur Strukturgeschichte : die Anfänge der westdeutschen Sozialgeschichte 1945-1968*, L. RAPHAEL (dir.), Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2002, p. 34–62 (Comparativ, 12-1), en l'occurrence p. 41 n. 27, p. 54).

- le géographe Hans Mortensen, qui proclamait en 1934 être « un national-socialiste convaincu depuis plus de dix ans »<sup>92</sup> (il avait en tout cas été membre d'un *Freikorps* dans l'immédiat après-première guerre mondiale<sup>93</sup>), avait été responsable de la section « géographie » au sein de la Ligue nationale-socialiste des enseignants<sup>94</sup>, et l'un des professeurs sur lesquels s'était appuyé Heidegger dans son entreprise de nationale-socialisation de l'université de Fribourg, dont il était recteur<sup>95</sup>. Exclu de l'université en 1945, il fut réintégré dès 1946 (à Göttingen, avec comme collègues Abel – dont il avait déjà pendant la guerre été le collègue à Königsberg<sup>96</sup> –, Heimpel – qui s'était retrouvé dans cette université de zone britannique après que les Américains ont refusé d'avaliser son élection à Munich<sup>97</sup> – puis Jankuhn), et participera en 1950

---

<sup>92</sup> M. RÖSSLER, « Die Geographie an der Universität Freiburg 1933-1945 : ein Beitrag zur Wissenschaftsgeschichte des Faches im Dritten Reich », dans *Geographie und Nationalsozialismus : drei Fallstudien zur Institution Geographie im Deutschen Reich und der Schweiz*, Kassel, Gesamthochschule, 1989, p. 140 n. 57 (Urbs et Regio, 51).

<sup>93</sup> M. RÖSSLER, « *Wissenschaft und Lebensraum* » : *geographische Ostforschung im Nationalsozialismus. Ein Beitrag zur Disziplingeschichte der Geographie*, Berlin, Reimer, 1990, p. 50 n. 1 (Hamburger Beiträge zur Wissenschaftsgeschichte, 8).

<sup>94</sup> M. FAHLBUSCH, « Deutsche Ostforschung und Geographie seit 1918 », dans *Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung im Spannungsfeld von Wissenschaft und Politik : Disziplinen im Vergleich*, J. M. PISKORSKI (dir.), Osnabrück, Fibre, 2002, p. 223–238 (Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung, 1), en l'occurrence p. 235.

<sup>95</sup> V. FARIAS, *Heidegger and nazism*, Philadelphia, Temple University Press, 1989, p. 86.

<sup>96</sup> K. A. LINNEMANN, *Das Erbe der Ostforschung : zur Rolle Göttingens in der Geschichtswissenschaft der Nachkriegszeit*, *op. cit.*, p. 80.

<sup>97</sup> W. SCHULZE, « Doppelte Entnazifizierung : Geisteswissenschaften nach 1945 », dans *Vertuschte Vergangenheit : der Fall Schwerte und die NS-Vergangenheit der deutschen Hochschulen*, H. KÖNIG, W.

(avec notamment Hermann Aubin, qui le préside) à la fondation du Herder-Institut de Marbourg, qui avait pour objet de « recycler » les chercheurs spécialisés dans l'*Ostforschung*<sup>98</sup> - de même que le *Göttinger Arbeitskreis*, au comité de direction duquel il appartenait (ainsi que notamment Gunther Ipsen)<sup>99</sup>.

La seule exception parmi cet aréopage (en dehors de Gerhard Hess, qu'il m'a été impossible d'identifier avec certitude<sup>100</sup>), celle de Wilhelm Seedorf, est révélatrice, puisque si cet économiste fait partie du comité de rédaction alors qu'il avait refusé de soutenir la politique d'exclusion des juifs de l'université puis avait fait l'objet d'attaques en règle du *Reichsbauernführer* Darré (dont il contestait la politique d'autarcie)<sup>101</sup>, c'est parce que la *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie* vise à remplacer le

---

KUHLMANN et K. SCHWABE (dir.), München, Beck, 1997, p. 257–286, 342–348 (Beck'sche Reihe, 1204), en l'occurrence p. 266-267.

<sup>98</sup> M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, *op. cit.*, p. 182 et 779.

<sup>99</sup> K. A. LINNEMANN, *Das Erbe der Ostforschung : zur Rolle Göttingens in der Geschichtswissenschaft der Nachkriegszeit*, *op. cit.*, p. 132 n. 24.

<sup>100</sup> Parce qu'il n'a, à ma connaissance, rien publié dans cette revue, ce qui aurait permis de savoir quels étaient ses sujets de recherche. Le seul Gerhard Hess que j'ai rencontré est un romaniste ayant eu un rôle important dans l'« Engagement guerrier des sciences humaines » (F.-R. HAUSMANN, « *Deutsche Geisteswissenschaft* » im *Zweiten Weltkrieg : die « Aktion Ritterbusch »*, *op. cit.*, p. 294-313), ensuite devenu président de la DFG (1955-1964), et premier recteur de l'université de Constance (1966-1972) [source : *Kalliope. Verbundkatalog Nachlässe und Autographen*, <http://kalliope.staatsbibliothek-berlin.de/>, consulté le 22 août 2011] ; s'il s'agissait de la même personne que l'éditeur de la revue, alors se comprendrait le fait qu'il n'y ait jamais publié, de même que se verrait que le critère de sélection des éditeurs n'était pas scientifique mais politique.

<sup>101</sup> H. BECKER, « Von der Nahrungssicherung zu Kolonialträumen : die landwirtschaftlichen Institute im Dritten Reich », dans *Die Universität Göttingen unter dem Nationalsozialismus*, H. BECKER, H.-J. DAHMS et C. WEGELER (dir.), 2<sup>e</sup> éd., München, Saur, 1998, p. 630–656, en l'occurrence p. 635 et p. 645-646.

*Jahrbuch der Gesellschaft für Geschichte und Literatur der Landwirtschaft*, qui avait dû interrompre sa parution depuis 1942 et qui était dirigé par Seedorf. La non-reprise du titre dit bien la volonté du groupe réuni autour de Günther Franz de donner à la nouvelle revue une orientation qui ne soit pas celle de la revue précédente, dont le directeur n'a été repris dans la nouvelle équipe éditoriale que pour parachever le détournement d'héritage tout en se donnant un brevet d'antinazisme.

À partir des positions institutionnelles qu'ils ont su garder ou reprendre après 1945, nos universitaires vont se livrer à une opération systématique d'augmentation réciproque de leur capital symbolique, qui leur permet de se construire comme des figures incontournables dans le champ de l'histoire<sup>102</sup>. Nous n'étudierons cet aspect qu'à partir de la participation aux *Mélanges* et autres productions honorifiques, quoiqu'une étude complète impliquerait d'analyser également les recensions, rapports d'évaluation et dédicaces<sup>103</sup>. Les *Mélanges* ont cependant ceci de particulièrement intéressant qu'ils manifestent le plus clairement la fonction des réseaux académiques dans la production du capital symbolique, et le caractère indirect

---

<sup>102</sup> Du succès de cette stratégie témoignent les conséquences en termes de carrière (soit la conversion du capital symbolique en capital social) : Otto Brunner et Günther Franz deviennent recteurs de leur université respectivement en 1959 et 1963, tandis qu'Abel est nommé doyen de sa faculté en 1954 puis 1967, et Bosl en 1967 ; Lütge pour sa part avait été pressenti comme recteur, mais finalement pas nommé.

<sup>103</sup> On trouvera le modèle d'une telle étude, pour une autre fraction du champ de l'histoire, dans T. ETZEMÜLLER, *Sozialgeschichte als politische Geschichte : Werner Conze, op. cit.*. Voici quelques exemples de dédicace au sein de notre groupe : Eckhardt dédie en 1959 son édition des *Leges Alamannorum* à celui qui fut pendant la guerre son directeur aux *Monumenta Germaniae Historica*, Theodor Mayer (auquel est également dédié cette même année les *Grundlagen der mittelalterlichen Welt* d'Heinz Dannenbauer – sur celui-ci cf. p. 28), Bosl dédie en 1964 son recueil d'articles à Aubin, Brunner et Mayer, Franz offre à Heinz Haushofer le florilège d'histoire rurale médiévale qu'il publie en 1976.

(c'est-à-dire réciproque) de cette production (caractère qui fonde l'importance des réseaux) : en effet, si livrer une contribution à des *Mélanges* (ou, plus encore, les éditer) revient à affirmer la valeur du récipiendaire pour lequel on s'engage ainsi, inversement inviter quelqu'un à participer à des *Mélanges* signifie reconnaître sa valeur. Contribuer à des *Mélanges* ou inviter à y participer, c'est donc investir son capital symbolique au profit d'un tiers, qui effectue en votre faveur un investissement inverse. Ce qui frappe, dans le cas des historiens auxquels nous nous intéressons ici, est le nombre de *Mélanges* consacrés à chacun, témoignage indubitable de leur position centrale dans le champ de l'histoire académique<sup>104</sup>. Les premiers *Mélanges* où apparaisse nettement notre réseau sont ceux offerts en 1954 à Mayer, avec des contributions de Bosl et Brunner, mais aussi de Bader et Weizsäcker (qui avaient tous deux participé au colloque d'histoire rurale organisé en 1941 par Mayer dans le cadre de « L'engagement guerrier des Sciences humaines »)<sup>105</sup> ; viennent ensuite ceux dédiés en

---

<sup>104</sup> Pas moins de sept *Festschrift* en l'honneur d'Aubin avec en sus deux volumes d'hommages posthumes, huit *Festschriften* pour Bosl, deux pour Mayer (dont l'un est la reprise à l'identique en 1953 des *Mélanges* que lui avaient offerts en 1943 les historiens des Sudètes, et qui avaient été coordonnés par Rudolf Schreiber, alors l'un des dirigeants de la Reinhard-Heydrich-Stiftung, au sein de laquelle il appartenait au groupe de réflexion sur la politique raciale : C. BRENNER, *Die « sudetendeutsche Geschichtsschreibung » 1918-1960. Zur Vorgeschichte und Gründung der Historischen Kommission der Sudetenländer*, <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/tagungsberichte/id=613>, consulté le 25 juillet 2011) ainsi que trois volumes d'hommages (dont un posthume), quatre *Festschriften* pour Franz, trois pour Abel, deux pour Eckhardt (dont l'un publié en 1961 dans la collection « Germanenrechte », soit la poursuite de celle qu'il avait dirigée au sein de la maison d'édition de la SS).

<sup>105</sup> Weizsäcker (doyen de la faculté de droit de la *Reichsuniversität* de Prague), l'année qui suit ce colloque, participe aux *Mélanges* à la mémoire de Reinhard Heydrich, et devient le directeur administratif de la Reinhard-Heydrich-Stiftung, dont l'une des fonctions résidait dans la formation idéologique des Waffen-SS (M. BURLEIGH, *Germany Turns Eastwards : A Study of Ostforschung in the Third*

---

*Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 297). Bader, dont on a déjà dit qu'il rédigera après-guerre la synthèse de référence sur l'histoire du droit des campagnes médiévales, avait vu en 1941 sa candidature à la chaire d'histoire du droit de l'université de Marbourg soutenue, contre l'avis de la faculté, par le recteur de cette université, qui n'était autre que Theodor Mayer (*Die Philipps-Universität Marburg im Nationalsozialismus : Dokumente zu ihrer Geschichte*, A. C. NAGEL éd., Stuttgart, Steiner, 2000, p. 392 (Pallas Athene : Beiträge zur Universitäts- und Wissenschaftsgeschichte, 1 ; Academia Marburgensis, 7)) ; en 1956, il fera tout (en collaboration avec Hans Erich Feine – sur ce dernier voir *infra*) pour que Wilhelm Engel, un ancien du SD de la SS et du *Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands* (au sein duquel il était responsable d'un volume intitulé *Der Jude als Volksfeind*), qui avait été nommé en 1936, à 32 ans (!), directeur et des MGH et de l'Institut Historique Allemand de Rome, et à qui ses collègues historiens refusaient *mordicus* sa réintégration, se récupère à défaut sur une chaire d'histoire du droit, ce qui sera toutefois refusé par le *Senat* de l'université de Wurtzbourg (E. BÜNZ, « Ein Historiker zwischen Wissenschaft und Weltanschauung : Wilhelm Engel (1905-1964) », dans *Die Universität Würzburg in den Krisen der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts : biographisch-systematische Studien zu ihrer Geschichte zwischen dem Ersten Weltkrieg und dem Neubeginn 1945*, P. BAUMGART (dir.), Würzburg, Schöningh, 2002, p. 252–318 (Quellen und Forschungen zur Geschichte des Bistums und Hochstifts Würzburg, 58)) ; en 1965, Bader rédigea la nécrologie du canoniste Hans Erich Feine pour la *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte : Kanonistische Abteilung* (vol. 51, p. 11), alors qu'il n'était lui-même bien sûr nullement spécialiste d'histoire du droit canon, et donc sans doute parce que le lien qui le liait au défunt était autre, idéologique en l'occurrence (Feine, dans son *Nationalsozialistischer Staatsumbau und deutsche Geschichte* de 1933, écrivait que « das deutsche Volk hat in Gestalt der NSDAP seine Geschicke endgültig in der Hand genommen » : cité dans A. LÜBBE, « Die deutsche Verfassungsgeschichtsschreibung unter dem Einfluss der nationalsozialistischen Machtergreifung », dans *Rechtsgeschichte im Nationalsozialismus : Beiträge zur Geschichte einer Disziplin*, M. STOLLEIS (dir.), Tübingen, Mohr, 1989, p. 63–78 (Beiträge zur Rechtsgeschichte des 20. Jahrhunderts, 2), en l'occurrence p. 71 n. 42). On note également dans les *Mélanges* Mayer la présence d'autres personnes aussi compromises que, par exemple, Dannenbauer (membre du NSDAP avant 1933, exclu de l'université en 1945 : K. SCHREINER, « Wissenschaft von der Geschichte des Mittelalters nach 1945 : Kontinuitäten und Diskontinuitäten der Mittelalterforschung im geteilten Deutschland », *op. cit.*, p. 145 n. 230 ; K. SCHREINER, « Führertum,

1961 à Eckhardt (où apparaissent son beau-frère Günther Franz et son neveu Eckart Franz) et en 1963 à Brunner (auxquels contribuent Bosl et Mayer). Le milieu des années 60 (soit, rappelons-le, la période où paraissent les volumes de la *Deutsche Agrargeschichte*) est une période particulièrement faste, ouverte en 1965 par les *Mélanges* en l'honneur d'Aubin, édités par Brunner (ainsi que Kellenbenz<sup>106</sup> et Maschke<sup>107</sup>) et auxquels participent Abel,

---

Rasse, Reich : Wissenschaft von der Geschichte nach der nationalsozialistischen Machtergreifung », dans *Wissenschaft im Dritten Reich*, P. LUNDGREEN (dir.), Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1985, p. 163–252, en l'occurrence p. 186-190), Klebel, Schlesinger (sur celui-ci cf. p. 17) ou Hektor Ammann (historien et journaliste suisse, en contact personnel avec Hitler dès 1920, ainsi qu'ensuite avec Konrad Henlein, il sera accusé d'avoir participé aux préparations du putsch de Munich de 1923 ; en contact après 1933 avec les services secrets SS, seule l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes lui permet d'obtenir une charge de cours ; il sera après 1945 relevé de ses fonctions d'archiviste cantonal – il ne retrouvera de poste que dans les universités allemandes, grâce au soutien de Friedrich Metz [géographe, membre du NSDAP depuis 1933 et pour cette raison chassé de sa chaire autrichienne en 1934, exclu de l'université allemande en 1945] et d'Aubin, qui sera en 1965 l'éditeur de sa *Festschrift* avec Kellenbenz, Metz et Mayer ; Aubin et Franz Petri rédigeront sa nécrologie respectivement pour la *VSWG* [vol. 54, n° 4, 1967, p. 572-576 – qui commence par l'affirmation curieuse d'« ein ganz der Wirtschaftsgeschichte gewidmetes Leben », et se clôt sur la peut-être cryptique affirmation « in gleichem Masse gilt das Gedenken dem Gelehrten wie dem Manne »] et pour les *Rheinische Vierteljahrsblätter*, tandis que Mayer et Franz Steinbach participeront au livre qui sera publié pour honorer sa mémoire : C. SIMON, « Hektor Ammann : Neutralität, Germanophilie und Geschichte », dans *Intellektuelle von rechts : Ideologie und Politik in der Schweiz 1918-1939*, A. MATTIOLI (dir.), Zürich, Orell Füssli, 1995, p. 29–53, M. FAHLBUSCH, *Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, *op. cit.*, p. 303-308).

<sup>106</sup> Qui avait réalisé son habilitation sur les juifs dans le cadre de l'« Institut du Reich pour l'histoire de la nouvelle Allemagne » (sur cette institution cf. p. 11), dans la section dédiée à la *Judenfrage* dirigée par Karl Alexander von Müller. Cette habilitation, qui devait originellement paraître en 1944 dans la collection des *Forschungen zur Judenfrage* éditée par l'Institut, sera finalement publiée en 1958 (H. HEIBER, *Walter Frank und sein Reichsinstitut für Geschichte des*

Bosl, Jankuhn et Lütge<sup>108</sup> ; suit dès 1966 la *Festschrift* Lütge, dirigée par Abel et Kellenbenz et à laquelle contribuent Bosl, Franz et Maschke, puis en 1967 les premiers *Mélanges* en l'honneur de Günther Franz, rassemblés par Heinz Haushofer<sup>109</sup>. Ces derniers, lorsqu'on les compare au volume de Franz de 1976 rassemblant les « meilleurs » articles de l'historiographie ruraliste

---

*neuen Deutschlands*, *op. cit.*, p. 546-547 ou 456-457 ?, 1185), dans la collection des *Beihefte der Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* (sur cette revue et ses directeurs, cf. p. 18). En 1960, c'est à Wilhelm Abel que Kellenbenz devra sa cooptation au sein de la prestigieuse Académie des sciences de Göttingen (K. H. KAUFHOLD, « Der Beitrag Wilhelm Abels zur wirtschaftshistorischen Forschung », *op. cit.*, p. 123). Enfin, Kellenbenz, succédant à son premier président Friedrich Lütge, présidera de 1969 à 1981 la *Gesellschaft für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*.

<sup>107</sup> Sur celui-ci, cf. p. 19.

<sup>108</sup> S'y retrouvent également entre autres Ammann, Erich Keyser et P.E. Schramm. Jankuhn avait déjà participé aux *Mélanges* Aubin de 1951 (aussi bien Aubin avait-il en 1951 fait un témoignage de moralité en sa faveur : H. STEUER, « Herbert Jankuhn : SS-Karriere », *op. cit.*, p. 450 n. 10), tandis que Maschke et Weizsäcker avaient contribué à ceux de 1956, et que Brunner (aux côtés de Franz Petri) participera au volume posthume d'hommage à Aubin.

<sup>109</sup> Il faudrait rajouter dans ces mêmes années les *Mélanges* dirigés par Bosl en l'honneur de Karl Alexander von Müller (1964) – sur ce dernier personnage, cf. p. 11 – auxquels participe notamment Hanns Hubert Hofmann ; rappelons que la deuxième *Festschrift* dédiée à Müller était parue en 1943, avec entre autres un article de Günther Franz sur « Geschichte und Rasse : Bemerkungen zur deutschen Geschichte in der Zeit der Glaubenskämpfe » (dans *Stufen und Wandlungen der deutschen Einheit : Festschrift für Karl Alexander von Müller*, K. von RAUMER et T. SCHIEDER (dir.), Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1943, p. 75–96). Bosl rédigea la nécrologie de Müller (« Nachruf : Karl Alexander von Müller in memoriam », *Zeitschrift für bayerische Landesgeschichte*, vol. 28, 1965, p. 920–928), nécrologie qu'il rééditera dans l'un de ses recueils d'articles (aux côtés de celle d'Ernst Klebel...) : K. BOSL, *Oberpfalz und Oberpfälzer. Gesammelte Aufsätze*, *op. cit.*, p. 303–310 ; dans cette nécrologie, il affirme notamment, à propos de quelqu'un qui pourtant fut membre du NSDAP à partir de 1933, que « man kann nicht sagen, dass er je 'Nationalsozialist' war » (*Ibid.*, p. 307).

médiévale récente, représentent un cas d'école en termes de construction du capital symbolique puisque non seulement, des onze auteurs mis en avant en 1976 et qui vivaient encore en 1967 (ce qui les rendaient susceptibles de participer à ces *Mélanges*), pas moins de six offrent alors une contribution à Günther Franz, mais également parce que, de ces six hommages, trois se retrouveront dans le volume de 1976<sup>110</sup>. Le message est sans ambiguïté : les « meilleurs » médiévistes ruralistes ont participé au volume offert à Franz, ainsi désigné comme *primus inter meliores*. Par la suite les manifestations de notre réseau se font plus rares, à raison de la disparition progressive de ses membres<sup>111</sup>. Ces décès sont l'occasion d'un ultime mode de construction du capital symbolique, par le biais des nécrologies – le lieu de parution portant témoignage de l'importance du disparu, et l'auteur de la nécrologie du contrôle de la construction de la mémoire du mort<sup>112</sup>.

---

<sup>110</sup> Les auteurs apparaissant dans les deux volumes sont Bosl, Hofmann et Lütge, et ceux dont les contributions se retrouvent dans les deux volumes sont Blickle, Eckhardt et Eckart Franz. On relève par ailleurs dans les *Mélanges* de 1967 le nom d'Abel.

<sup>111</sup> On note cependant les *Mélanges* Abel de 1974, dirigés par Günther Franz et Hermann Kellenbenz, auxquels participe Heinz Haushofer ; ainsi que, la même année, la contribution aux *Mélanges* Bosl de Franz et Kellenbenz (ainsi que, par exemple, de Schlesinger – sur celui-ci cf. p. 17). Dans les *Mélanges* Kellenbenz de 1978-1981 se retrouvent Abel, Bosl et Franz, dans les *Mélanges* Franz de 1982 (dirigés par son ancien assistant Peter Blickle) Abel et Haushofer, enfin dans les *Mélanges* Bosl de 1988 Blickle (son ancien élève), Haushofer, Jankuhn et Kellenbenz.

<sup>112</sup> - la nécrologie de Dopsch est faite par ses deux élèves Brunner (dans la revue de référence en histoire du droit : O. BRUNNER, « Alfons Dopsch † », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte : Germanistische Abteilung*, vol. 72, 1955, p. 455–458 ; quelques années plus tard, le même rédigea la notice consacrée à Dopsch dans l'usuel biographique de référence, lieu de publication qui en soit construit la figure de Dopsch comme « grand Allemand » : « Dopsch, Alfons », dans *Neue Deutsche Biographie*, Berlin, Duncker & Humblot, 1959, p. 77) et Mayer (dans la plus grande revue d'histoire, l'*Historische Zeitschrift*, vol. 179, 1955, p. 213-216).

---

- celle de Lütge par Bosl (*Jahrbuch der bayerischen Akademie der Wissenschaften*, 1969, p. 202-205), par Franz (« Nachruf auf Friedrich Lütge », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 17, 1969, p. 1-5), et par Maschke (E. MASCHKE, « Friedrich Lütge », *Historische Zeitschrift*, vol. 208, n° 3, 1969, p. 772-774).

- celle d'Aubin par Brunner (« Hermann Aubin (1885-1969) », *Vierteljahrschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, vol. 56, 1969, p. 433-437 ; Brunner décernant à Aubin un brevet d'antnazisme que non seulement Aubin ne risquait pas de mériter, mais que de toute façon Brunner était le dernier à pouvoir accorder), par son élève Ludwig Petry (« Hermann Aubin † », *Historische Zeitschrift*, n° 210, 1970, p. 518-521 ; Petry avait, en octobre 1939, cosigné avec son maître un plan d'épuration ethnique de régions conquises sur la Pologne : cf. p. 10 ; et, avec Franz Petri – membre de la SA à partir de 1936 : H. DERKS, *Deutsche Westforschung : Ideologie und Praxis im 20. Jahrhundert*, Leipzig, Akademische Verlagsanstalt, 2001, p. 93 (Geschichtswissenschaft und Geschichtskultur im 20. Jahrhundert, 4) –, il lui offrira en 1965 un recueil de ses articles), et par Bosl (« Hermann Aubin 23.12.1885-11.3.1969 », *Jahrbuch der Bayerischen Akademie der Wissenschaften*, 1969, p. 223-225 – Aubin avait présidé la section histoire de cette académie : E. MÜHLE, « Hermann Aubin, der « Deutsche Osten » und der Nationalsozialismus », *op. cit.*, p. 532).

- celle de Mayer par Bosl (celui-ci plus exactement est l'auteur de la notice biographique de référence : « Mayer, Theodor », dans *Neue Deutsche Biographie*, Berlin, Duncker & Humblot, 1990, p. 554-556). Mayer par ailleurs avait été l'objet d'un hommage officiel de l'Académie autrichienne des sciences pour ses 80 ans – R. MEISTER et A. LESKY, « Glückwunschsreiben zum 80. Geburtstag des korrespondierenden Mitgliedes Prof. Dr. Theodor Mayer », *Almanach der österreichischen Akademie der Wissenschaften*, 1963, p. 559-561 –, occasion qu'avait par ailleurs déjà saisie Bosl pour rendre hommage au maître (« Zum 80. Geburtstag von Prof. Theodor Mayer, dem 1. Vorsitzenden des Collegium Carolinum », *Bohemia*, vol. 4, 1963, p. 9-14).

- celle de Kühn par Heimpel (« Johannes Kühn, 24.1.1887-24.2.1973 », dans *Sächsische Akademie der Wissenschaften zu Leipzig : Jahrbuch 1973-1974*, Stuttgart, Hirzel, 1976, p. 439-440 ; Heimpel avait été le collègue de Franz à la *Reichsuniversität* de Strasbourg, où en 1942 il avait notamment été chargé de prononcer le discours commémorant la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes en 1933, cf. P. RACINE, « Hermann Heimpel à Strasbourg », dans *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, O. G. OEXLE et W. SCHULZE (dir.), Frankfurt am Main, Fischer, 1999, p. 147 ; sur son parcours ultérieur, cf. p. 37) – tandis que l'hommage

## La visibilité de notre réseau de médiévistes n'était

---

de Kühn à l'occasion de ses 80 ans avait été le fait d'Herbert Grundmann, alors président des MGH (« Geschichtsforschung im Kleinen und im Großen : Johannes Kühn zum 80. Geburtstag », *Ruperta Carola*, vol. 41, 1967, p. 77–81 ; sur Grundmann, qui avait signé l'appel de mars 1933 pour le vote des pleins pouvoirs à Hitler, voir A. C. NAGEL, « « Mit dem Herzen, dem Willen und dem Verstand dabei » : Herbert Grundmann und der Nationalsozialismus », dans *Nationalsozialismus in den Kulturwissenschaften. Vol. 1 : Fächer, Milieus, Karrieren*, H. LEHMANN et O. G. OEXLE (dir.), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2004, p. 593–618 (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 200)).

- celle de Maschke par Conze dans la *VSWG* (« Nachruf Erich Maschke », *op. cit.* ; les deux avaient fait connaissance dans les années 1930 dans les cercles *völkisch* de Königsberg : B. SCHNEIDER, « Geschichtswissenschaft im Nationalsozialismus : Das Wirken Erich Maschkes in Jena », dans *Historisches Denken und gesellschaftlicher Wandel : Studien zur Geschichtswissenschaft zwischen Kaiserreich und deutscher Zweistaatlichkeit*, T. KAISER, S. KAUELKA et M. STEINBACH (dir.), Berlin, Metropol, 2004, p. 91–114, en l'occurrence p. 96 ; Conze, qui ne pipe mot de l'engagement national-socialiste de son ami, qualifie par contre son arrestation en 1945 d'injustifiée).

- celle de Brunner par Franz dans la *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie* (vol. 31, 1983, p. 3), par Conze (« Nachruf Otto Brunner », *Vierteljahrschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, vol. 69, 1982, p. 452–453) et par Blickle (« Otto Brunner (1998-1982) », *Historische Zeitschrift*, vol. 236, 1983, p. 779–781).

- celle d'Abel par Franz (« Nachruf auf Wilhelm Abel », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 33, 1985, p. 121–124) et par Kellenbenz (« Nachruf Wilhelm Abel (1904-1985) », *Vierteljahrschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, vol. 73, n° 2, 1986, p. 297–300).

- celle d'Heinz Haushofer enfin par Franz dans la *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie* (vol. 36, 1988, p. 1-2) ; Franz avait déjà, à l'occasion des 70 puis des 80 ans d'Haushofer, écrit des articles en son hommage (« Professor Dr. Heinz Haushofer 70 Jahre », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 24, 1976, p. 1–7 ; « Die Gesellschaft für Agrargeschichte : ein Rückblick auf die ersten 25 Jahre ihres Bestehens ; Heinz Haushofer zum 80. Geburtstag am 19. Juni 1986 zugeeignet », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 34, n° 2, 1986, p. 129–136).

pas seulement institutionnelle et symbolique (ce qui établissait la valeur de leurs travaux), elle était aussi bien éditoriale (ce qui garantissait concrètement la diffusion de leurs idées, rendue possible par cette valeur qui leur était attribuée). Il serait fastidieux de recenser leurs nombreuses publications ; nous nous limiterons donc aux plus significatives d'entre elles dans le cadre de notre propos, soit les rééditions de travaux publiés pour la première fois pendant la période 1933-1945, rééditions qui assurent la permanence de la présence après 1945 de discours fortement marqués par le national-socialisme<sup>113</sup>. La condition de possibilité de telles rééditions résidait dans le contrôle, par d'anciens nationaux-socialistes, de maisons d'éditions qu'ils mettaient à la disposition de leurs camarades, ainsi notamment la *Wissenschaftliche Buchgesellschaft* (cf. p. 24), qui assure au *Deutscher Bauernkrieg* de Günther Franz douze rééditions jusque 1984<sup>114</sup>, cinq au *Land und Herrschaft* d'Otto Brunner

<sup>113</sup> Permanence de la présence en dehors de corrections aussi rares que difficilement évitables lors d'une réédition : ainsi Günther Franz supprime-t-il de la préface de son *Deutscher Bauernkrieg* de 1933 l'idée selon laquelle l'avènement d'Hitler marquerait la réalisation des buts des insurgés de 1525, de même qu'il abandonne l'épigraphe d'Himmler en tête de ses *Quellen zur Geschichte des deutschen Bauerntums* (qui avaient été originellement éditées dans la collection dirigée par Karl A. Eckhardt dans le cadre de l'*Ahnenerbe*, et qui seront rééditées par la *Wissenschaftliche Buchgesellschaft*). Mais de tels repentirs restent exceptionnels : ainsi la définition de la noblesse comme meilleure partie, d'un point de vue racial, du *Volk* allemand ne disparaît-elle pas de l'introduction de Mayer à *Adel und Bauern im deutschen Staat des Mittelalters*, et Otto Brunner pourra écrire, dans l'introduction à l'ultime version de *Land und Herrschaft*, que « in seinem Grundcharakter ist das Buch unverändert geblieben » (O. BRUNNER, *Land und Herrschaft : Grundfragen der territorialen Verfassungsgeschichte Österreichs im Mittelalter*, 5e éd., Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1965, p. VII).

<sup>114</sup> Franz, dans la préface à la première réédition postérieure à 1945, remercie explicitement son ami Anrich d'avoir rendu cette réédition possible (G. FRANZ, *Der deutsche Bauernkrieg*, 4e éd., Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1956, p. VII) ; rappelons, pour

jusque 1990<sup>115</sup>, et trois à l'*Adel und Bauern im deutschen Staat des Mittelalters* dirigé par Mayer (dans le cadre, rappelons-le, de l'« Engagement guerrier des sciences humaines ») jusque 1976<sup>116</sup>. On voit alors que l'épuration, précisément parce qu'elle a été non pas nulle mais partielle, a été, paradoxalement, une chance pour notre cercle, dans la mesure où elle a provoqué une diversification des activités de ses membres (à travers ceux de ses membres qui ne parvenaient pas à réintégrer l'université) permettant une présence plus large dans le champ intellectuel (c'est-à-dire une présence non plus limitée au sous-champ universitaire), source de synergies.

Si l'on considère d'une part l'emprise multiforme et durable sur l'histoire rurale médiévale d'historiens dont la carrière a été lancée pendant la période nationale-socialiste grâce à leur proximité avec l'idéologie alors dominante, et qui ne semblent pas avoir après 1945 particulièrement renié leurs idées antérieures, si l'on

---

permettre de mesurer l'importance que pouvait avoir une telle réédition, qu'un an après cette première réédition de son habilitation Günther Franz retrouvera une chaire. Pour comparaison : en Italie, le livre d'histoire rurale à ma connaissance le plus fréquemment réédité est la *Storia del paesaggio agrario italiano* d'Emilio Sereni (11<sup>e</sup> édition en 2003) – auteur dont l'engagement politique était à l'opposé de celui d'un Günther Franz.

<sup>115</sup> Otto Brunner, comme Günther Franz, se verra par ailleurs confier par la *Wissenschaftliche Buchgesellschaft* la direction d'un volume de la collection *Wege der Forschung* – collection qui permet de rééditer les articles isolés des membres du réseau en les parant du statut de « meilleurs articles » sur un sujet déterminé.

<sup>116</sup> On trouve également dans les rééditions de cette maison d'édition, concernant nos auteurs mais pas l'histoire rurale : un ouvrage d'*Ostforschung* et un ouvrage de *Westforschung* d'Hermann Aubin, un ouvrage d'Alfons Dopsch, un recueil d'articles de Mayer, etc. ; pour l'importance du nombre d'ouvrages consacrés par cette maison d'édition aux Germains (dont beaucoup de rééditions de livres initialement parus entre 1933 et 1945) : W. BEHRINGER, « Das 'Ahnenerbe' der Buchgesellschaft : zum Neudruck einer Germanen-Edition des NS-Ideologen Otto Höfler », *Sozialwissenschaftliche Informationen für Unterricht und Studium*, vol. 27, n<sup>o</sup> 4, 1998, p. 283–289, en l'occurrence p. 283.

considère d'autre part la cécité durable à l'égard de ce problème<sup>117</sup> et enfin la crise actuelle de ce domaine de

---

<sup>117</sup> Alors que le passé d'un Günther Franz ne pouvait être ignoré de personne dans l'immédiat après-guerre (il avait fait sensation au congrès des historiens allemands de 1937 en s'y produisant dans son uniforme de la SS), qu'il a ensuite été rappelé dans les années 60 – d'abord en 1964 dans le premier livre sur le passé national-socialiste de l'université allemande (R. SEELIGER, *Braune Universität. Deutsche Hochschullehrer gestern und heute (Dokumentation mit Stellungnahmen)*, München, Seeliger, 1964, p. 17-19), ensuite par un historien émigré (K. Epstein, compte-rendu de H. HEIBER, *Walter Frank und sein Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands*, *op. cit.*, dans *History and Theory*, vol. 7, n° 1, 1968, p. 125), et enfin par l'un des plus influents des historiens émigrés (H. ROSENBERG, « Deutsche Agrargeschichte in alter und neuer Sicht », dans H. ROSENBERG, *Probleme der deutschen Sozialgeschichte*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1969, p. 147 ; repris ensuite dans H. ROSENBERG, *Machteliten und Wirtschaftskonjunkturen : Studien zur neueren deutschen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1978 (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 31) – Hans Rosenberg avait de bonnes raisons de connaître le passé de Franz puisque celui-ci l'avait violemment attaqué avant qu'il n'émigre : W. BEHRINGER, « Der Abwickler der Hexenforschung im Reichssicherheitshauptamt (RSHA) : Günther Franz », *op. cit.*, p. 111) –, et qu'il a fait en 1999 l'objet d'une recherche approfondie (W. BEHRINGER, « Die politische Geschichte des Agrarhistorikers Günther Franz », *op. cit.*), il n'est fait aucune allusion, dans le numéro du cinquantenaire de la *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, soit en 2003 encore, au passé de son fondateur. Aussi bien ce dernier avait-il été qualifié, dans sa nécrologie parue en 1992 dans cette même revue, de « *spiritus rector* de l'histoire rurale allemande » et d'« inoubliable modèle » (H. WINKEL, « Günther Franz (†), 23.5.1902-22.7.1992 », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 40, n° 2, 1992, p. 259–260). D'autre part, en 2001, lors de la célébration du 50e anniversaire de la Ranke-Gesellschaft, alors même que l'un de ses anciens présidents venait de rappeler que cette société « historique et politique » avait été fondée par des nazis au lendemain de la guerre, l'un des fils de Günther Franz, Otmar Franz (ancien député CDU au parlement européen, vice-président de la fondation de la CDU) fit l'éloge de son père, qui avait pendant 33 ans dirigé les publications de cette société, « als Mensch und Wissenschaftler » (F. KRÜGER et S. KRAUB, « Historische Debatten und Kontroversen im 19. und 20. Jahrhundert. Jubiläumstagung anlässlich des 50jährigen

recherche<sup>118</sup>, la conclusion semble aisée : la crise actuelle

---

Bestehens der Ranke-Gesellschaft vom 15. bis 17. November 2001 in Essen », *AHF-Information*, n° 107, 17 décembre 2001, p. 3) ; qu'il en allait avec cet hommage d'un peu plus que de simple piété filiale, preuve en est qu'en 1976 Otmar Franz avait dirigé un ouvrage intitulé *Vom Sinn der Geschichte* (issu d'une série de conférences devant la Ranke-Gesellschaft), parmi les contributeurs duquel se trouvaient Werner Conze, Karl Dietrich Erdmann, Oswald Hauser – dont Günther Franz fera la nécrologie (*Historische Mitteilungen der Ranke-Gesellschaft*, vol. 1, n° 1, 1988, p. 87-90) après avoir été chargé de l'introduction à son *Festschrift* (G. FRANZ, « Oswald Hauser zum 70. Geburtstag », dans *Preussen, Deutschland und der Westen : Auseinandersetzungen und Beziehungen seit 1789. Oswald Hauser zum 70. Geburtstag*, H. BODENSIECK (dir.), Göttingen, Muster-Schmidt, 1980, et qui en 1977 avait publié le recueil d'articles offerts par la Ranke-Gesellschaft à Franz –, Andreas Hillgruber (qui deviendra célèbre au moment de l'*Historikerstreit* en mettant sur le même pied l'extermination des juifs et l'expulsion des *Ostdeutschen*), Walther Hubatsch (qui avait commencé sa carrière grâce au Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands), et Theodor Schieder). Quant aux autres médiévistes ruralistes, ce travail est à ma connaissance le premier à analyser systématiquement leur rapport au national-socialisme. On trouvera cependant, pour l'histoire rurale de l'époque moderne, une excellente analyse des conséquences historiographiques de la persistance de thématiques liées à l'époque nationale-socialiste, dans S. ROUETTE, « Droit successoral et transmission des biens dans la société rurale allemande. Les discours et les pratiques », dans *Les sociétés rurales en Allemagne et en France, XVIIIe et XIXe siècles. Actes du colloque international de Göttingen, 23-25 novembre 2000*, G. BÉAUR, C. DUHAMELLE, R. PRASS et J. SCHLUMBOHM (dir.), Rennes, Association d'histoire des sociétés rurales, 2004, p. 121–140 (Bibliothèque d'histoire rurale, 8).

<sup>118</sup> Dont témoigne le fait que, dans les ouvrages qui se sont ces dernières années attachés à retracer l'historiographie allemande récente, aucune section n'ait été consacrée à l'histoire rurale, ainsi implicitement désignée comme domaine mineur : *Mittelalterforschung nach der Wende 1989*, M. BORGOLTE (dir.), München, Oldenbourg, 1995 (*Historische Zeitschrift* : Beihefte - N.F., 20) ; H.-W. GOETZ, *Moderne Mediävistik : Stand und Perspektiven der Mittelalterforschung*, Darmstadt, Primus, 1999 ; *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne. Actes des colloques de Sèvres 1997 et Göttingen 1998*, J.-C. SCHMITT et O. G. OEXLE (dir.), Paris, Publications de la

serait due à cette très longue rémanence d'idées oscillant entre le controuvé et le scandaleux. Parce que, selon W. Behringer, l'*Agrargeschichte* d'après 1945 n'aurait été que la simple retraduction, dans des termes alors politiquement acceptables mais sans changement de fond, du *Blut und Boden* antérieur<sup>119</sup>, et parce qu'elle aurait été par la suite incapable de remettre en question son problématique passée, sa décadence serait inévitable. Une telle interprétation, pour juste qu'elle soit, me semble toutefois ignorer et les changements institutionnels qui ont contribué au déclin de l'histoire rurale, et la dynamique, liée aux caractéristiques de l'historiographie allemande dans son ensemble, qui a amené un désintérêt pour l'histoire rurale, et (à travers la reprise par les historiens ruralistes eux-mêmes de cette dynamique) la concentration de l'histoire rurale sur des objets qui la coupaient de la recherche internationale et lui faisaient ignorer les développements les plus intéressants en son sein. Je procèderai désormais en deux temps, en essayant tout d'abord de dégager les causes du marasme,

---

Sorbonne, 2002 (Histoire ancienne et médiévale, 66) ; *Stato della ricerca e prospettive della medievistica tedesca. Roma, 19-20 febbraio 2004*, M. MATHEUS et M. MIGLIO (dir.), Roma, Istituto storico italiano per il Medio Evo, 2007 (Nuovi studi storici, 71). Une exception toutefois, s'expliquant par le fait qu'il s'agit d'un ouvrage ne portant que sur l'histoire sociale, cadre dans lequel il aurait été difficile de complètement ignorer l'histoire rurale (mais aussi bien est-il frappant que seuls 5% du volume lui soient consacrés) : M. BORGOLTE, *Sozialgeschichte des Mittelalters : eine Forschungsbilanz nach der deutschen Einheit*, München, Oldenbourg, 1996, p. 218-248 (Historische Zeitschrift : Beihefte - N.F., 22).

<sup>119</sup> W. BEHRINGER, « Die politische Geschichte des Agrarhistorikers Günther Franz », *op. cit.*, p. 131. Et aussi bien le national-socialisme donnait-il à l'histoire rurale le premier rôle – qu'elle n'avait jusqu'alors certes jamais eu : « Wie ist über die deutsche Geschichte zu schulen ? Der Blutsgedanke des Nationalsozialismus bedingt, dass die deutsche Geschichte nur vom Bauerntum her gesehen und gewertet werden kann » (*SS-Leitheft*, vol. 2, 1936, cité dans G. FRANZ, « Das Geschichtsbild des Nationalsozialismus », *op. cit.*, p. 97).

puis de mettre en avant les recherches qui, pour être restées minoritaires, ont indiqué les voies les plus intéressantes et produit les résultats les plus neufs – voies d'où pourraient surgir un nouveau dynamisme.

## *Deuxième partie*

### *L'histoire rurale comme histoire normative des dominants*

Si dans aucun pays d'Europe à la fin du XIXe siècle l'analyse du passé n'était le privilège de l'histoire en tant que discipline académique, celle-ci se cantonnant alors largement à la seule étude du politico-événementiel, les situations nationales n'en divergeaient pas moins quant à la plus ou moins grande importance de l'approche historique<sup>120</sup> dans les disciplines autres que l'histoire – particulièrement développée en Allemagne puisqu'elle y représentait un courant dominant aussi bien en économie que dans la sociologie naissante (*zweite historische Schule*), tandis qu'en France par exemple elle restait très largement absente et de l'économie et des sciences sociales naissantes. Cette divergence va par la suite s'accroître considérablement, la nouveauté représentée par l'« école des Annales » résidant non, comme on le dit souvent, dans l'invention de l'analyse historique des objets économiques et sociaux, mais dans la conquête de tels objets par l'histoire au sens académique du terme, conquête qui finira par déboucher sur une monopolisation. En Allemagne au contraire l'approche historique, si elle n'y représentait plus un courant dominant, n'en restait pas moins une

---

<sup>120</sup> J'emploierai désormais « historique » pour désigner toute étude prenant en compte l'historicité des objets, tandis que j'utiliserai l'adjectif « historien » pour ne renvoyer qu'aux études produites par la discipline académique appelée « histoire ».

composante importante des travaux en économie<sup>121</sup>, droit et géographie – il n'est besoin que de rappeler que deux des trois auteurs des volumes de la *Deutsche Agrargeschichte* portant sur la période pré-industrielle étaient des économistes de formation et enseignaient dans des facultés d'économie (Abel et Lütge). Ce dernier exemple justement permet de voir que les disciplines autres que l'histoire ont joué en Allemagne, dans le développement de l'étude historique des sociétés rurales, un rôle fondamental au moins jusqu'aux années 1960, dans la mesure où la persistance de la définition politico-événementielle de l'objet de la discipline « histoire » l'amenait à exclure de son domaine de recherche des ruraux compris comme n'ayant eu de rôle politique que subordonné et passif (cf. p. **Erreur ! Signet non défini.**). À partir des années 1970 toutefois, les disciplines autres que l'histoire, et tout particulièrement l'économie, ont de plus en plus délaissé l'approche historique tout en concentrant ce qui en subsistait sur les périodes les plus récentes ; ainsi certains des foyers les plus féconds de l'histoire rurale<sup>122</sup> ont-ils disparu. Or à cette déshistoricisation des disciplines autres que l'histoire n'a pas correspondu un réel élargissement des objets des historiens, parce qu'elle n'a pas résulté (comme cela avait été antérieurement le cas en France) de la conquête par ces derniers des objets historiques jusque là réservés aux autres disciplines, mais du simple renoncement par ces dernières à l'analyse de l'historicité de

---

<sup>121</sup> Le passage de l'approche historique de l'économie du statut de courant important (mais non plus, certes, dominant, comme c'était le cas vers 1900) à celui de spécialité périphérique est définitivement scellé par la création généralisée de chaires d'histoire économique dans les facultés d'économie dans les années 1960 : si ce mouvement (dans lequel Lütge eut un grand rôle) est généralement considéré comme marquant un apogée de l'approche historique, en fait il témoigne de ce qu'elle n'était plus considérée comme relevant des chaires généralistes, de ce qu'elle n'était donc plus *main stream*.

<sup>122</sup> Abel avait dirigé pas moins de 22 thèses en histoire rurale.

leurs objets. Ainsi un ensemble d'aspects essentiels des sociétés rurales passées est-il sorti des objets auxquels se consacrait la recherche, l'analyse de l'historicité des sociétés rurales se trouvant désormais relever presque exclusivement d'une discipline, l'histoire, qui considérait majoritairement que le monde rural n'avait, relativement à ses propres intérêts (politico-institutionnels), qu'une faible importance. La crise actuelle de l'histoire rurale est donc avant tout liée aux spécificités et des structures et de l'évolution du champ académique allemand, et cette crise remonte aux années 1970. Elle est donc la principale caractéristique de la période dont nous essaierons de retracer l'historiographie dans la troisième partie<sup>123</sup>.

---

<sup>123</sup> Cette crise est particulièrement aiguë en histoire médiévale, qui s'est beaucoup moins ouverte que l'histoire moderne et contemporaine à de nouveaux objets – rappelons que dès les années 1960 une fraction des modernistes et contemporanéistes allemands ont redessiné leur discipline en la définissant comme *Sozialgeschichte*, tandis que pour l'histoire médiévale M. Borgolte a pu parler d'une « émergence ratée » de l'histoire sociale (M. BORGOLTE, « Der misslungene Aufbruch : über Sozialgeschichte des Mittelalters in der Zeit der deutschen Teilung », *Historische Zeitschrift*, vol. 260, 1995, p. 365–394). Aussi bien l'histoire rurale de l'époque moderne et contemporaine a-t-elle été en Allemagne un domaine particulièrement dynamique de la recherche (pour un bilan : *Les sociétés rurales en Allemagne et en France, XVIIIe et XIXe siècles. Actes du colloque international de Göttingen, 23-25 novembre 2000*, G. BÉAUR, C. DUHAMELLE, R. PRASS et J. SCHLUMBOHM (dir.), Rennes, Association d'histoire des sociétés rurales, 2004 (Bibliothèque d'histoire rurale, 8)). Ce n'est donc sans doute pas un hasard si un chercheur étranger tel que David W. Sabean est passé, dans ses recherches sur l'Allemagne rurale, du Moyen Âge à l'époque moderne puis contemporaine (voir *Landbesitz und Gesellschaft am Vorabend des Bauernkriegs. Eine Studie der sozialen Verhältnisse im südlichen Oberschwaben in den Jahren vor 1525*, Stuttgart, G. Fischer, 1972 (Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte, 26), puis *Power in the blood : popular culture and village discourse in early modern Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984 et enfin *Property, production and family in Neckarhausen, 1700-1870*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 (Cambridge studies in social anthropology, 73)).

Si le repli de l'étude de l'historicité des sociétés rurales au sein de la seule histoire (en tant que discipline académique) a eu des effets fortement négatifs aussi bien en termes de nombre de personnes qui s'y consacraient que de variété des objets analysés, on ne peut se borner à la simple constatation de ce repli puisqu'elle rend particulièrement nécessaire de se demander comment l'histoire, désormais en position de quasi-monopole, traite des sociétés rurales. Or pour ce faire on ne peut faire l'économie d'une interrogation plus générale sur les problématiques spécifiques à cette discipline en Allemagne. Si aux origines de la discipline dominait peut-être plus encore qu'ailleurs l'approche événementielle du politique, personnifiée par Ranke (que l'on pourrait opposer à son contemporain Michelet), la seconde moitié du XIXe siècle (qui dura en l'occurrence jusque 1914) vit la montée en puissance de la *Verfassungsgeschichte* qui, grâce à son profond renouvellement dans l'entre-deux-guerres (lié particulièrement à sa transformation en *Volksgeschichte* au premier chef par Otto Brunner), prit après 1945 une position dominante, quoique masquée sous des désignations nouvelles (*Strukturgeschichte*, *Sozialgeschichte*) destinées à assurer un rattachement largement rhétorique aux historiographies française et anglaise<sup>124</sup>. Comment définir cette idiosyncrasie de l'historiographie allemande qu'est la *Verfassungsgeschichte* (et ses avatars sous d'autres dénominations)<sup>125</sup> ? Non par un objet qui serait les institutions, mais par une manière d'envisager les objets

---

<sup>124</sup> Pour un superbe exemple de la retraduction au goût du jour de concepts hérités du national-socialisme, F. LÜTGE, *Geschichte der deutschen Agrarverfassung vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert*, op. cit., p. 15 : « von ausschlaggebender Bedeutung für die Agrarverfassung ist die Volksordnung (Sozialverfassung) ».

<sup>125</sup> Pour une présentation critique (liée à l'extériorité de l'auteur, un Tchèque, par rapport au champ) aussi bien des concepts fondamentaux de la *Verfassungsgeschichte* que de son évolution : F. GRAUS, « Verfassungsgeschichte des Mittelalters », *Historische Zeitschrift*, n° 243, 1986, p. 529–589.

(potentiellement n'importe lesquels) qui aboutit non seulement à y voir (et n'y voir que) une institution, mais également à ne considérer cette dernière que sous l'angle de la norme et non pas aussi sous celui de son fonctionnement concret. La *Verfassungsgeschichte* est donc doublement une manière de construire les objets historiques comme statiques, de faire passer au second plan leur dynamique<sup>126</sup>. Que cela ne soit nullement considéré comme un handicap vient de ce que ce qui est visé à travers l'étude de la norme réalisée dans des institutions régies par elle est la saisie du « sentiment du juste » (*Rechtsempfinden*) dont découle la norme et finalement, à travers lui, la saisie du *Volksgeist* et donc du *Volk*<sup>127</sup> (le « donc » ne faisant évidemment sens que dans le cadre d'une philosophie idéaliste de l'histoire) ; inversement et corrélativement, la *Verfassung* est comprise comme l'objectivation du *Volksgeist*, le mode d'être du *Volksgeist* (en lui-même anhistorique) dans l'histoire, la réalisation donc d'une essence qui de ce fait, en dernière instance, seule importe<sup>128</sup>. La figure paradigmatique d'une

---

<sup>126</sup> Pour un exemple extrême de cette conception statique en histoire rurale : A. DOPSCH, *Herrschaft und Bauer in der deutschen Kaiserzeit : Untersuchungen zur Agrar- und Sozial-Geschichte des hohen Mittelalters, mit besonderer Berücksichtigung des südostdeutschen Raumes*, Jena, Fischer, 1939 ; la critique contemporaine de ce livre par un Français marque bien la différence fondamentale de conception et de méthodologie entre les deux historiographies : C.-E. PERRIN, « La société rurale allemande du Xe au XIIIe siècle d'après un ouvrage récent », *Revue historique de droit français et étranger*, vol. 23, 1945, p. 84–102.

<sup>127</sup> Pour une formulation très claire de ce lien *Volk* => niveau idéal => niveau institutionnel chez un historien du droit, dans une publication qui témoigne de son engagement nazi : « die das Recht tragenden Ideen sind unverlierbar, solange es germanische Völker gibt » (cité dans A. LÜBBE, « Die deutsche Verfassungsgeschichtsschreibung unter dem Einfluss der nationalsozialistischen Machtergreifung », *op. cit.*, p. 70).

<sup>128</sup> Cet essentialisme ahistorique est parfaitement exprimé par un historien du droit élève de Carl Schmitt, et qui sera professeur à la *Reichsuniversität* de Strasbourg, Ernst Rudolf Huber, selon lequel le rôle des *Verfassungshistoriker* est de « erkennen unter der Verschiedenartigkeit der Struktur die im kernhaften Urgrund

telle conception est représentée par les frères Grimm qui, dans leur recherche du *Volksgeist*, n'avaient envisagé que deux objets susceptibles de leur permettre de l'atteindre, soit d'une part les contes populaires et d'autre part les coutumiers (c'est-à-dire une documentation typiquement normative). Il serait cependant erroné de croire que l'on n'aurait là à faire qu'à des idées du XIX<sup>e</sup> puisqu'on trouve par exemple sous la plume du médiéviste le plus influent des années 1950-1960, Hermann Heimpel<sup>129</sup>, la mise en équivalence suivante : « une connaissance vraiment fondée de l'histoire interne de notre peuple, de ce qu'on appelle l'histoire de la *Verfassung* »<sup>130</sup>. Par ces quelques mots se trouvent explicitement posés d'une part la *Verfassungsgeschichte* comme voie royale de l'histoire, d'autre part l'équivalence entre *Volk* et *Verfassung* – la prééminence donnée à la *Verfassungsgeschichte* signifiant

- 
- gegebene Gleichartigkeit der Substanz » (cité dans *Ibid.*, p. 72).
- <sup>129</sup> L'un des six membres (re)fondateurs de l'Association des Historiens Allemands en 1948, il est président de la conférence des universités allemandes en 1953-1955, et crée en 1955 le Max-Planck-Institut für Geschichte, qu'il dirigera jusqu'en 1971 (il fera nommer à son conseil scientifique des historiens tels que Hermann Aubin, Werner Conze, Herbert Grundmann, Theodor Schieder, Percy Ernst Schramm ou Reinhard Wittram : H. HEIMPEL, « Max-Planck-Institut für Geschichte in Göttingen », *Jahrbuch der Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften*, vol. 2, 1961, p. 316–338, en l'occurrence p. 326) – quoique en 1946 il ait d'abord échoué à obtenir un poste à Munich, où on lui reprochait ses déclarations antérieures à 1945 (K. A. LINNEMANN, *Das Erbe der Ostforschung : zur Rolle Göttingens in der Geschichtswissenschaft der Nachkriegszeit*, *op. cit.*, p. 154). Sur ses agissements antérieurs, cf. p. 30.
- <sup>130</sup> « eine wirklich begründete Kenntnis der inneren Geschichte unseres Volkes, seiner sogenannten Verfassungsgeschichte » (H. HEIMPEL, « Entwurf einer Deutschen Geschichte : Eine Rektoratsrede », *Die Sammlung. Zeitschrift für Kultur und Erziehung*, vol. 8, 1953, p. 405–415, repris dans H. HEIMPEL, *Der Mensch in seiner Gegenwart : sieben historische Essays*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1954, en l'occurrence p. 165). Dans les textes de l'époque nationale-socialiste, on trouvera comme équivalents fonctionnels ayant remplacé *Volksgeist* des termes tels que *Wesensart*.

alors implicitement que le *Volk* est l'objet véritable de l'histoire. Par ailleurs l'adjectif *innere* permet de comprendre pourquoi le possible décalage entre la norme et sa réalisation, entre les formes des institutions et leur fonctionnement réel, n'est pas jugé intéressant : parce qu'il ne renvoie qu'à un dysfonctionnement qui ne peut lui-même avoir comme cause que de (néfastes) influences extérieures troublant la pureté de l'essence de ce *Volk* que l'on veut atteindre.

La question de la signification de la *Verfassungsgeschichte*, et de la place de cette dernière dans l'historiographie allemande, permet de revenir de façon nuancée sur le problème de l'influence historiographique du national-socialisme. En effet, si l'analyse des positions institutionnelles et des réseaux académiques, c'est-à-dire l'analyse en termes d'histoire sociale, pourrait laisser penser que les historiens allemands (du moins ceux sur lesquels porte notre enquête) ont brusquement adopté, y compris dans leur travail scientifique, des positions nationales-socialistes<sup>131</sup> dont ils ne se sont par la suite que peu nettement distanciés<sup>132</sup>, l'analyse par contre du contenu même de leur travail, l'analyse donc en termes d'histoire intellectuelle, amène à voir qu'il y a moins eu rupture en 1933 que radicalisation de positions antérieures – ce qui permet de mieux comprendre l'adhésion massive au nouveau régime et à ses idées. En effet, l'insistance typiquement nationale-socialiste sur le *Volk* et l'*Ordnung* (soit une conception déjuridicisée de la *Verfassung* qui permettait d'étendre l'analyse en termes de *Verfassung* à des domaines jusque là laissés de côté en raison de leur trop faible formalisation juridique)<sup>133</sup> faisait écho aux thèmes

---

<sup>131</sup> Lorsqu'il y a adhésion à une organisation nationale-socialiste, elle date presque toujours de 1933, les ralliements antérieurs ou postérieurs sont plus rares.

<sup>132</sup> Une telle interprétation poserait deux problèmes : pourquoi une telle conversion brusque ? Et pourquoi la conversion inverse n'a-t-elle ensuite pas été réalisée ?

<sup>133</sup> Voir notamment la définition de *Verfassung* donnée en 1941 par le

centraux de la *Verfassungsgeschichte*, tandis que la conception raciale du monde était non seulement parfaitement compatible avec le statisme inhérent à la *Verfassungsgeschichte* mais permettait par surcroît de le justifier<sup>134</sup>. Le moment national-socialiste ne représente donc, dans l'historiographie, qu'une poussée à l'extrême de tendances déjà existantes, qui permet notamment aux historiens de se débarrasser de ce qui leur restait de l'insistance, héritée du XIXe, sur les luttes sociales comme phénomène historique majeur<sup>135</sup>. Toutefois, pour des

---

secrétaire général du ministère de l'Intérieur : « Wir verstehen unter Verfassung nicht ein geschriebenes Gesetz formeller Natur, sondern gehen von einem substanzhaften Verfassungsbegriff aus, der Ausdruck der Lebensordnung des Volkes ist » (W. STUCKART, « Grundgesetz rassischer Lebensordnung », *Reich, Volksordnung, Lebensraum : Zeitschrift für völkische Verfassung und Verwaltung*, vol. 1, 1941, p. 9 ; cité dans L. RAPHAEL, « 'Ordnung' zwischen Geist und Rasse : kulturwissenschaftliche Ordnungssemantik im Nationalsozialismus », dans *Nationalsozialismus in den Kulturwissenschaften. Vol. 2 : Leitbegriffe, Deutungsmuster, Paradigmenkämpfe, Erfahrungen und Transformationen im Exil*, H. LEHMANN et O. G. OEXLE (dir.), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2004, p. 115–137 (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 211), en l'occurrence p. 124).

<sup>134</sup> La permanence d'une race (en l'occurrence les Germains) sur un territoire expliquant la stabilité de la *Verfassung* en tant que forme d'organisation propre à cette race.

<sup>135</sup> Sur les notions de classe et de lutte des classes comme concepts centraux de l'historiographie bourgeoise jusque tard dans le XIXe : A. GUERREAU, *Le féodalisme, un horizon théorique*, Paris, Le Sycomore, 1980, p. 44-45, 50, 56-58 ; A. GUERREAU, « Fustel de Coulanges médiéviste », *Revue historique*, n° 275, 1986, p. 381–406, en l'occurrence p. 389. Les antagonismes sociaux sont radicalement supprimés par la notion même de *Volk*, ainsi que par l'idée selon laquelle les institutions seraient non l'instrument d'une domination mais l'objectivation découlant d'un « sentiment du juste » partagé par tous les membres du *Volk* (les institutions étant de ce fait elles-mêmes la réalisation de la justice). Typique de cette tendance est l'analyse brunnérienne de la seigneurie comme reposant sur la réciprocité et la *Treue* (dont « fidélité » n'est qu'une traduction imparfaite parce qu'elle renvoie à la *fides* chrétienne alors que la *Treue* était comprise comme étant la valeur fondamentale et spécifique du *Volk* germanique). Cette analyse

raisons liées et au fonctionnement concurrentiel du champ académique et à la reprise du discours national-socialiste de rupture, cette « simple » radicalisation a été présentée par ceux qui l'ont réalisée comme une novation radicale, comme l'abandon de problématiques dépassées héritées du XIXe (la distanciation vis-à-vis de l'historiographie antérieure est exprimée en termes très forts chez Brunner). Cette façon qu'ils avaient de présenter les choses permet de comprendre pourquoi ensuite, dans l'après-guerre, les historiens n'ont pas voulu renoncer à ces analyses, considérées comme un renouvellement non seulement purement interne au champ (et non pas lié aux conditions politiques) mais aussi particulièrement fécond<sup>136</sup>.

Comprendre les tendances fondamentales de l'historiographie allemande (et par là le caractère spécifique des recherches sur la société rurale qu'elle a produites) nécessite la prise en considération, à côté de la *Verfassungsgeschichte*, d'un autre aspect tout aussi

---

forme encore la base du volume de Friedrich Lütge dans la *Deutsche Agrargeschichte*, consacré à l'*Agrarverfassung* médiévale et moderne : « Le concept de seigneurie, ou le fait de son existence, est une réalité centrale du monde germanique. Essentiel est le fait que le seigneur et son homme (son tenancier) se trouvent dans un rapport (la *Treue*) qui les lie réciproquement [...] Le caractère principal de la seigneurie est d'être un rapport de réciprocité à fondement moral » (F. LÜTGE, *Geschichte der deutschen Agrarverfassung vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert*, op. cit., p. 46 et 51). Pour une critique ravageuse de l'analyse brunnerienne : G. ALGAZI, *Herrengewalt und Gewalt der Herren im späten Mittelalter*, op. cit..

<sup>136</sup> Pour l'expression du sentiment de ce renouvellement complet dans le cadre spécifique de l'histoire rurale, voir l'introduction de Franz à son volume de la *Deutsche Agrargeschichte* : « ce n'est que récemment que la *Verfassungsgeschichte* et l'histoire du droit ont établi un cadre solide pour l'analyse de la *Verfassung* agraire – et c'est justement dans les dernières années que bien des piliers anciennement considérés comme bien fondés de la *Verfassungsgeschichte* agraire allemande sont devenus instables, presque jusqu'à entraîner l'ensemble de la construction à l'effondrement » (G. FRANZ, *Geschichte des deutschen Bauernstandes*, op. cit., p. 7).

essentiel : celui du problème que représente l'État dans l'histoire contemporaine des pays de langue allemande. En effet, dans la mesure où la *Verfassungsgeschichte* se définit non par un objet mais par une manière de considérer les objets, il n'était *a priori* nullement évident qu'elle se concentrerait sur les formes de domination ou, plus exactement, sur une étude de la domination envisagée essentiellement du point de vue des dominants. Cette restriction de l'objet, si elle remonte aux origines mêmes de la *Verfassungsgeschichte* dans la première moitié du XIXe siècle dans la mesure où la discipline avait alors pour but de fonder historiquement les droits féodaux remis en cause par les bouleversements révolutionnaires (qui se justifiaient pour leur part par référence au droit naturel et non à la légitimité historique), s'est par la suite perpétuée en raison du problème fondamental<sup>137</sup> de l'histoire allemande jusqu'à la seconde guerre mondiale que représente l'inadéquation entre État et nation (inadéquation complète jusque 1871, partielle par la suite, et ravivée en 1918). En effet, cette inadéquation avait pour conséquence de concentrer l'intérêt des historiens sur la question de l'État central et des États nobiliaires qui l'empêchent de se déployer, bref : sur le jeu entre dominants ; dans le cadre d'une telle problématique, les sociétés rurales ne pouvaient présenter qu'un intérêt mineur sinon nul. Là encore, cette tendance historiographique fut radicalisée par les transformations de la *Verfassungsgeschichte* qui s'opérèrent sous le national-socialisme et sous son influence. En effet, si la théorie jusqu'alors dominante, développée au milieu du XIXe siècle par Waitz pour justifier les transformations politiques alors en cours (soit la difficile instauration d'un régime représentatif à partir de 1848), mettait l'accent sur la liberté originelle de Germains dont les dirigeants n'auraient été que les délégués, faisait donc de l'État l'émanation de l'ensemble du peuple et de ce fait donnait aux populations

---

<sup>137</sup> Plus exactement : présenté et perçu comme fondamental par les contemporains.

rurales un rôle constitutif, la nouvelle théorie part au contraire de l'idée d'une soumission originelle des Germains à leurs nobles et à leur roi – soumission comprise comme positive puisqu'interprétée dans les termes d'une *Gefolgschaftstreue* typiquement germanique<sup>138</sup>. Ces

---

<sup>138</sup> L'ouvrage majeur de cette direction de recherche est *Adel und Bauern im deutschen Staat des Mittelalters*, *op. cit.*, issu du colloque organisé en 1941 dans le cadre de l'« Engagement guerrier des sciences humaines ». En 1968 Josef Fleckenstein (qui sera directeur du Max-Planck-Institut für Geschichte) dira de cet ouvrage qu'il « a durablement inspiré les recherches ultérieures, comme le confirme avec force Friedrich Lütge » (celui-ci étant alors le spécialiste de l'*Agrarverfassung* – il venait de rédiger le volume correspondant dans la *Deutsche Agrargeschichte*) : J. FLECKENSTEIN, « Danksagung an Theodor Mayer zum 85. Geburtstag. Versuch einer Würdigung », dans *Danksagung an Theodor Mayer zum 85. Geburtstag*, J. FLECKENSTEIN (dir.), Konstanz, Thorbecke, 1968, p. 11–30, en l'occurrence p. 25 (cet auteur prendra soin de reprendre cet hommage lorsqu'il rassemblera ses meilleurs articles : « Danksagung an Theodor Mayer zum 85. Geburtstag : Versuch einer Würdigung » ; [Festvortrag, gehalten am 24. August 1968] im Ratssaal der Stadt Konstanz », dans *Ordnungen und formende Kräfte des Mittelalters : ausgewählte Beiträge*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1989, p. 522–536). Très explicitement le renversement de la théorie antérieure était lié à l'accusation portée contre cette dernière d'avoir été « imbue des Lumières et du libéralisme », alors voués aux gémonies (T. MAYER, « Adel und Bauern im Staat des deutschen Mittelalters », dans *Adel und Bauern im deutschen Staat des Mittelalters*, T. MAYER (dir.), Leipzig, Koehler & Amelang, 1943, p. 1–21 (Das Reich und Europa), en l'occurrence p. 10). Ceci étant le renversement était d'autant plus facile qu'il conservait, en les transformant, certains opérateurs idéologiques fondamentaux – et notamment l'opposition Romains/Germains, l'esclavage « romain » n'étant plus opposé à la liberté « germanique » mais à la soumission volontaire (*Gefolgschaft*), à la vassalité « germaniques » (A. LÜBBE, « Die deutsche Verfassungsgeschichtsschreibung unter dem Einfluss der nationalsozialistischen Machtergreifung », *op. cit.*, p. 67, avec référence particulièrement au célèbre H. MITTEIS, *Lehnrecht und Staatsgewalt. Untersuchungen zur mittelalterlichen Verfassungsgeschichte*, Weimar, Böhlau, 1933). Le propos de l'ouvrage collectif de 1943 sera repris et amplifié dans un ouvrage collectif de 1955, à nouveau dirigé par Mayer, cette fois dans le cadre du *Konstanzer Arbeitskreis*, dont il sera la seconde

derniers, puisqu'ils sont de ce fait seuls capables d'action, sont donc les seuls acteurs de la construction de l'État, et les populations rurales ne leur sont, pour ce faire, que « des forces passives, des moyens et des instruments »<sup>139</sup> ; leur étude est donc largement dépourvue d'intérêt. On voit alors la signification du fait que, dans le recueil des « meilleurs » articles d'histoire rurale édité par Franz en 1976, sept (sur seize au total) portent sur le problème de la liberté originelle, pour la dénier – soit sur le sujet même dont Günther Franz, en 1938, dans sa communication au premier congrès du *Forschungsdienst* de Konrad Meyer, faisait l'une des priorités de la recherche en histoire rurale<sup>140</sup>,

---

publication, ce dont on peut inférer l'importance de la question pour le groupe (*Das Problem der Freiheit in der deutschen und schweizerischen Geschichte. Mainau-Vorträge 1953*, T. MAYER (dir.), Lindau, Thorbecke, 1955 (Vorträge und Forschungen, 2)). Quant aux implications politiques contemporaines de cette théorie historiographique, elles étaient explicitement mises en avant par Theodor Mayer lui-même, qui en 1938, devant le congrès international des historiens, déclarait (pour ensuite publier sa conférence dans la *Historische Zeitschrift*) : « Sieben Jahrhunderte hat es gedauert, bis in unseren Tagen [...] die alten germanischen Grundlagen des Staates [...] wieder zu eigenem Leben durchdrangen » (T. MAYER, « Die Ausbildung der Grundlagen des modernen deutschen Staates im hohen Mittelalter », *Historische Zeitschrift*, vol. 159, 1939, p. 457–487, en l'occurrence p. 487 ; cet article sera republié après-guerre dans l'un des « recueils des meilleurs articles » confectionné par la Wissenschaftliche Buchgesellschaft, en l'occurrence sous la direction d'O. Brunner : *Herrschaft und Staat im Mittelalter*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1956 (Wege der Forschung, 2), en l'occurrence p. 284–331).

<sup>139</sup> T. MAYER, « Adel und Bauern im Staat des deutschen Mittelalters », *op. cit.*, p. 8. On retrouve dans le volume rédigé par Franz pour la *Deutsche Agrargeschichte* en 1970 une formulation similaire : « Dès l'époque carolingienne la paysannerie n'apparaît, dans la construction de l'État, ni comme détentrice d'un pouvoir ni même comme élément de l'organisation étatique. La paysannerie était un instrument utilisé par la politique, mais elle ne l'influçait pas » (G. FRANZ, *Geschichte des deutschen Bauernstandes*, *op. cit.*, p. 41).

<sup>140</sup> G. FRANZ, « Aufgaben deutscher Bauernkriegsforschung », *Der Forschungsdienst : Organ der deutschen*

priorité qu'il considérait donc en 1976 comme correctement exécutée par la suite puisque des textes datés d'entre 1943 et 1967 avaient l'honneur de figurer dans son recueil. Ainsi disait-il en filigrane que le programme de recherches qu'il avait esquissé dans une organisation nazie, avait bien fait l'objet d'une réalisation, collective, dans les décennies suivantes.

Paradoxalement, si les bouleversements de 1945 transforment complètement la problématique dans la mesure où il n'est désormais plus possible politiquement de mettre au centre des études la recherche de l'adéquation entre État central et nation, pour l'histoire rurale les conséquences vont être minces dans la mesure où la perspective prioritaire reste celle de l'État<sup>141</sup> – par le biais d'un simple déplacement de l'accent valorisant, désormais mis (en phase avec le fédéralisme de la constitution de 1949) sur les États nobiliaires et non plus sur l'État central, ce qui va de pair avec un déplacement institutionnel des études (et particulièrement de celles de *Verfassungsgeschichte*, le *Konstanzer Arbeitskreis* jouant ici un rôle clé dans l'approfondissement d'un mouvement lancé par le *Land und Herrschaft* de Brunner<sup>142</sup>) de l'histoire générale (*Allgemeingeschichte*) à l'histoire

---

*Landwirtschaftswissenschaft*, vol. 5, n° 11, 1938, p. 535–546.

<sup>141</sup> Comme le montrent par exemple les divisions chronologiques qui organisent le volume de Lütge dans la *Deutsche Agrargeschichte* (F. LÜTGE, *Geschichte der deutschen Agrarverfassung vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert*, *op. cit.*) : l'empire franc, la « consolidation de l'État territorial » (jusqu'au XVe siècle), l'État princier (jusqu'au XVIIIe).

<sup>142</sup> O. BRUNNER, *Land und Herrschaft : Grundfragen der territorialen Verfassungsgeschichte Südostdeutschlands im Mittelalter*, Baden bei Wien, Rohrer, 1939 (Veröffentlichungen des Österreichischen Instituts für Geschichtsforschung, 1). Sur le tournant *landesgeschichtlich* de la *Verfassungsgeschichte* : K. SCHREINER, « Wissenschaft von der Geschichte des Mittelalters nach 1945 : Kontinuitäten und Diskontinuitäten der Mittelalterforschung im geteilten Deutschland », *op. cit.*, p. 124.

régionale (*Landesgeschichte*)<sup>143</sup> – déplacement extraordinairement ambigu dans la mesure où il représente par ailleurs la stabilisation d'une croissance de la *Landesgeschichte* largement opérée sous le national-socialisme, même si elle avait commencé antérieurement<sup>144</sup>. Fleurissent alors des recherches<sup>145</sup> qui, pour porter sur l'espace rural, ne s'intéressent pour autant que très peu à la société rurale. Deux caractéristiques les distinguent : elles portent généralement sur une seigneurie, au sein de laquelle elles s'intéressent principalement aux prérogatives considérées comme les prodromes d'une construction étatique. Les ruraux ne font donc l'objet d'une enquête que dans la mesure où sur eux porte une domination – et ne sont

<sup>143</sup> Il s'agit en Allemagne de deux disciplines nettement différenciées, notamment dans leur recrutement (les carrières sont séparées).

<sup>144</sup> Tous nos auteurs ont été fortement impliqués dans l'institutionnalisation universitaire d'une *Landesgeschichte* qui n'avait jusque là d'existence qu'extra-universitaire : Rudolf Kötzschke crée en 1906 à l'université de Leipzig le premier *Seminar für Landesgeschichte* de l'espace allemand, Aubin fonde en 1920 l'*Institut für geschichtliche Landeskunde der Rheinlande* de l'université de Bonn, Günther Franz projetait de fonder à l'université d'Heidelberg un *Institut für fränkisch-pfälzische Landes- und Volksforschung* (qui sera effectivement créé après son départ, en 1938) mais c'est à l'université de Jena qu'il réalisera son plan en établissant en 1937 l'*Institut für geschichtliche Landeskunde*, qu'il codirigera avec Erich Maschke (H. GOTTWALD, « Günther Franz, die Gründung der « Anstalt für geschichtliche Landeskunde » und die thüringische Landesgeschichtsschreibung 1937-1941 », *op. cit.*), Theodor Mayer transforme en 1941 l'*Institut für geschichtliche Landeskunde in Hessen und Nassau*, simple institut universitaire lié à sa chaire, en un *Landesamt für geschichtliche Landes- und Volksforschung*, institution portée par le *Land* donc, c'est-à-dire assurée et d'un financement et d'une stabilité plus grands (HESSISCHES LANDESAMT FÜR GESCHICHTLICHE LANDESKUNDE, *Wir über uns*, [http://www.hgl.de/wirueberuns\\_inhalt.html](http://www.hgl.de/wirueberuns_inhalt.html), consulté le 22 août 2011).

<sup>145</sup> Il suffit, pour se faire une idée de l'importance quantitative de ces travaux, de renvoyer au monumental *Historischer Atlas von Bayern*, dont le premier volume est, significativement, paru en 1950 (120 ont suivi, et la série n'est pas tout à fait terminée).

ainsi envisagés que comme des objets – et cette domination elle-même n’est l’objet d’une attention poussée que lorsqu’elle est de nature à fonder une souveraineté (d’où l’étude privilégiée des droits juridictionnels et principalement de la haute justice)<sup>146</sup>. Cette manière de délimiter le domaine de recherche permet de voir que ce qui est visé est une analyse bien moins de la domination que des dominants, analyse où les dominés n’intéressent que dans la mesure où à travers la domination exercée sur eux s’exprime et se réalise le rapport entre dominants : par la concentration sur les prérogatives (« souveraines ») qui fondent la position privilégiée d’un seigneur par rapport à d’autres est manifesté que ce qui intéresse est le seul rapport entre les dominants, leurs positions hiérarchiques relatives, dont les dominés (ou plutôt la domination exercée sur eux) ne sont que le révélateur. Ces études relèvent de ce que l’on appelle *Besitzgeschichte*, soit la collation, à partir des chartes et des censiers, de l’ensemble des objets relevant d’un seigneur. Dans ce cadre, la domination est considérée comme un donné, les mécanismes qui la rendent possible ne sont pas interrogés – ce qui exclut de l’enquête ceux sur lesquels elle porte, et permet de se limiter aux seules sources normatives, aux seules sources qui disent l’existence d’une domination plutôt qu’elles ne permettent d’en étudier le fonctionnement<sup>147</sup>. Ce serait mal

---

<sup>146</sup> Pour une même critique sous la plume du meilleur connaisseur anglais de l’historiographie germanophone sur la seigneurie médiévale : « seignorial power thus has a tendency to be seen from above, and from a political or legal-constitutional perspective : it is at once a component of the territorial power developed by the Landesherr ; and, when exercised by others, potentially a hindrance to this development » (T. REUTER, « Forms of Lordship in German Historiography », dans *Pour une anthropologie du prélèvement seignorial dans les campagnes médiévales (XIe-XIVe siècles) : Réalités et représentations paysannes. Colloque tenu à Medina del Campo du 31 mai au 3 juin 2000*, M. BOURIN et P. MARTÍNEZ SOPENA (dir.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 53 (Histoire ancienne et médiévale, 68)).

<sup>147</sup> Ainsi, quoique les droits juridictionnels soient au centre de ces

comprendre cette approche que de considérer (notamment en raison du fait que la forme privilégiée prise par ces études est la monographie d'une seigneurie) qu'elle partirait de l'idée que la seigneurie est la structure fondamentale de la société rurale : si la seigneurie est au centre de l'intérêt, c'est bien plutôt parce qu'elle caractérise les dominants ; et, comme seuls les rapports entre ces derniers intéressent, non seulement c'est moins la seigneurie que le seigneur qui est visé (ses succès et ses échecs)<sup>148</sup>, mais surtout seul ce qui distingue une seigneurie d'autres seigneuries intéresse : ce n'est pas l'ensemble des prérogatives qui, ensemble, forment la seigneurie, ce n'est pas la façon dont elles se soutiennent et se complètent les unes les autres, qui est étudié, mais les seules prérogatives distinctives. L'unité de l'objet d'étude est ainsi volontairement défaite, ce qui va de pair avec une démarche typologique distinguant (en termes juridiques) les différents types de prérogatives, pour pouvoir mieux ne s'intéresser qu'à certaines d'entre elles. Ce qui est étudié n'est donc pas la domination telle qu'elle apparaît au dominé, c'est-à-dire en tant que l'ensemble des prérogatives exercées sur lui par des dominants différents (puisque ce n'est généralement qu'un dominant qui est étudié : une institution ecclésiastique ou une famille noble), ce n'est pas non plus la domination telle que l'exerce un dominant, c'est-à-dire en tant qu'ensemble de ses prérogatives : c'est uniquement la domination en ce qu'elle permet aux dominants de rentrer les uns par rapport aux autres dans des rapports de concurrence et de hiérarchisation<sup>149</sup>.

---

études, les protocoles judiciaires n'ont quasiment pas fait l'objet d'études – différence frappante avec l'intérêt privilégié porté par exemple par l'historiographie anglaise aux *court rolls*.

<sup>148</sup> Succès et échecs qui sont toujours généralisés comme témoignage de l'essor ou du déclin de l'ensemble du groupe social auquel appartient le seigneur étudié.

<sup>149</sup> Il serait toutefois erroné de penser que n'existent pas de monographies seigneuriales portant principalement sur d'autres aspects que les prérogatives juridictionnelles, simplement elles sont

Dans le cadre de cette orientation dominante vers une étude non pas du, mais des pouvoirs (c'est-à-dire de leurs rapports entre eux), les villageois ne peuvent faire l'objet de l'attention que dans la mesure où ils représentent eux-mêmes l'un de ces pouvoirs par le biais de leur regroupement dans des organisations collectives autonomes<sup>150</sup>. Toutefois les communautés rurales n'ont jamais été comprises simplement comme un pouvoir parmi d'autres, mais comme une forme radicalement différente : l'opposition de la communauté (*Gemeinde*) à la seigneurie (*Herrschaft*) est parmi les idées directrices de l'historiographie rurale germanophone l'une et des plus anciennes et des mieux enracinées. Cette dichotomie trouve son origine dans l'idée, issue du XIXe siècle et de sa conception d'une liberté et égalité originelles des Germains, selon laquelle les organisations d'égaux (*Genossenschaften*) représenteraient un élément germanique par opposition à

---

plus rares et, de toute façon, également peu utiles pour l'histoire des campagnes dans la mesure où, si par exemples les redevances sont étudiées, c'est plus pour aboutir à l'évaluation de leur total et de ses variations que pour analyser le poids qu'elles font peser sur les tenanciers ou la façon dont ceux-ci se procurent ce qu'ils doivent. Est étudié le résultat du rapport social qu'est le prélèvement, et non pas ce rapport social lui-même.

<sup>150</sup> Et là encore ces organisations n'intéressent que lorsqu'elles exercent certains types de prérogatives : ce qui est au centre de la recherche n'est pas l'organisation communautaire en soi mais le fait qu'elle puisse avoir une fonction proto-étatique. « Nous ne parlerons de communauté que lorsque cette institution exerce un pouvoir public – en premier lieu la justice » (T. MAYER, « Vom Werden und Wesen der Landgemeinde », dans *Die Anfänge der Landgemeinde und ihr Wesen*, T. MAYER (dir.), Konstanz / Stuttgart, Thorbecke, 1964, p. 465–495 (Vorträge und Forschungen / Konstanzer Arbeitskreis für mittelalterliche Geschichte, 8) ; repris dans *Deutsches Bauerntum im Mittelalter*, *op. cit.*, p. 335). Pour la persistance de cette conception restreinte de l'étude des communautés : P. BLICKLE, « Die staatliche Funktion der Gemeinde – die politische Funktion des Bauern. Bemerkungen aufgrund von oberdeutschen ländlichen Rechtsquellen », dans *Deutsche ländliche Rechtsquellen. Probleme und Wege der Weistumsforschung*, P. BLICKLE (dir.), Stuttgart, Klett-Cotta, 1977, p. 205–223.

des formes de domination plus caractéristiques du monde latin<sup>151</sup>. L'abandon par la *Verfassungsgeschichte* des années 1930 de la représentation taciteenne des Germains (déjà mentionné ici à propos d'autres questions) a simplement abouti à un renversement de l'image, les organisations communautaires (*Gemeinden*) étant désormais considérées comme héritées du monde romain (par le biais de l'Église), tandis que les Germains auraient été caractérisés par une structure sociale centrée sur la maisonnée (*Haus*), soit l'opposition d'une structure horizontale à une structure verticale (la maisonnée étant le lieu de la seigneurie domestique, *Hausherrschaft* – dont la seigneurie n'est qu'une forme développée)<sup>152</sup>. Si la dichotomie communauté-seigneurie restait donc conservée, par contre la compréhension de la chronologie de l'apparition de la communauté dans les pays germanophones était radicalement transformée, puisqu'à des *Genossenschaften* remontant aux origines germaniques succédaient désormais des *Gemeinden* n'apparaissant pas avant le Moyen Âge central<sup>153</sup>.

---

<sup>151</sup> O. GIERKE, *Das deutsche Genossenschaftsrecht*, Berlin, Weidmann, 1868. Pour une analyse moderne critique de cette œuvre monumentale : O. G. OEXLE, « Otto von Gierkes « Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft ». Ein Versuch wissenschaftsgeschichtlicher Rekapitulation », dans *Deutsche Geschichtswissenschaft um 1900*, N. HAMMERSTEIN (dir.), Stuttgart, Steiner, 1988, p. 193–218 (Arbeitskreis « Methoden der Geisteswissenschaften » der Fritz Thyssen Stiftung).

<sup>152</sup> Ce renversement de l'interprétation est systématisé dans les deux volumes du *Konstanzer Arbeitskreis* dirigés par Theodor Mayer : *Die Anfänge der Landgemeinde und ihr Wesen*, T. MAYER (dir.), Konstanz / Stuttgart, Thorbecke, 1964 (Vorträge und Forschungen / Konstanzer Arbeitskreis für mittelalterliche Geschichte, 7-8).

<sup>153</sup> L'une comme l'autre théorie utilisaient comme preuve de leur interprétation de la chronologie l'analyse des parcellaires. A. MEITZEN, *Wanderungen, Anbau und Agrarrecht der Völker Europas nördlich der Alpen*, Berlin, Bessersche Buchhandlung, 1895, partait des parcellaires contemporains, en l'occurrence de l'opposition entre parcelles laniérées organisées en soles et parcelles compactes, pour rattacher la première de ces formes aux zones où

Ces transformations de l'analyse, puisqu'elles concernaient des périodes antérieures, n'ont pas exercé une grande influence sur les travaux portant sur les communautés de la fin du Moyen Âge : l'essentiel pour ces derniers était que l'opposition communauté/seigneurie ne fût pas remise en question. En effet, celle-ci y jouait un rôle central en raison du type de sources utilisé presque exclusivement pour étudier les communautés rurales de la fin du Moyen Âge, soit les *Weistümer* (coutumiers), produits de la *Weisung* (énonciation) par les villageois de leurs droits et devoirs. Par le biais de ces sources, les historiens allemands, depuis les frères Grimm (qui ont fourni ce qui est encore aujourd'hui leur principale édition<sup>154</sup>), ont en effet cru pouvoir atteindre à ce que les historiens américains appelleraient aujourd'hui la *voice* autonome des villageois, l'expression (indépendante de la contrainte seigneuriale) de leur conception de l'ordre de la société villageoise. En raison de ce statut privilégié conféré à cette documentation, de multiples travaux (généralement

---

s'étaient installés les Germains, ce qui lui permettait d'en déduire l'organisation communautaire de ces derniers (puisque un tel parcellaire implique une organisation collective de la production agricole). Par la suite, la géographie historique, par l'emploi de la méthode de reconstruction régressive des parcellaires, a pu montrer que la genèse des parcellaires contemporains remontait à des périodes bien plus récentes que celle des « grandes invasions », et que pour l'essentiel les soles laniérées dataient du Moyen Âge central. Pour un panorama récent de la géographie historique germanophone : H.-J. NITZ, « La géographie historico-génétique de l'occupation des sols en Allemagne : état actuel et évolution scientifique et historique des recherches », *Bulletin d'information de la Mission Historique Française en Allemagne*, vol. 30-31, 1995, p. 45-70 ; pour un recueil un peu daté des travaux les plus importants : *Historisch-genetische Siedlungsforschung : Genese und Typen ländlicher Siedlungen und Flurformen*, H.-J. NITZ (dir.), Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1974 (Wege der Forschung, 300) ; pour un accès commode aux recherches les plus récentes, voir la revue *Siedlungsforschung : Archäologie, Geschichte, Geographie*.

<sup>154</sup> *Weistümer*, J. GRIMM, E. DRONKE, L. von MAURER, R. SCHROEDER Richard éd., 7 vol., Göttingen, Dieterich, 1840-1878.

issus des facultés de droit) ont été consacrés à ces sources normatives, travaux portant soit sur un corpus régionalement délimité, soit sur une thématique particulière<sup>155</sup>.

Le *great narrative* dans lequel s'insèrent ces études est celui d'un Moyen Âge central et tardif qui verrait la coexistence harmonieuse d'une communauté villageoise autonome (dont le *Weistum* serait l'expression) et d'une seigneurie qui assurerait à ses dépendants la protection en échange des redevances ; organisation horizontale et organisation verticale seraient complémentaires et non pas concurrentes parce qu'elles porteraient sur des types de liens sociaux distincts, le groupe d'un côté, les liens interpersonnels de l'autre. Le passage à l'époque moderne serait marqué par le dérèglement de ce système en raison de l'intensification de l'emprise seigneuriale liée à sa territorialisation (passage de la *Herrschaft* médiévale à la *Territorialherrschaft* proto-absolutiste), par le biais de laquelle la seigneurie ne serait plus une relation interpersonnelle mais porterait sur les groupes (géographiquement déterminés par leur appartenance à une même localité), dont l'organisation autonome serait ainsi déniée<sup>156</sup>. Cette transformation de l'ordre traditionnel aurait provoqué une réaction s'exprimant dans des révoltes, qui se multiplient à partir de la seconde moitié du XVe siècle et dont le point culminant est la guerre des Paysans de 1525. Cette réaction qui, en tant que telle, visait, comme le disent explicitement les doléances paysannes, le rétablissement de

---

<sup>155</sup> Pour un exemple récent d'approche thématique, intéressant en ce qu'il montre combien une approche juridique extrêmement traditionnelle peut se cacher derrière un thème apparemment neuf : U. AICHHORN, *Die Rechtsstellung der Frau im Spiegel des österreichischen Weistumsrechts*, Wien, VWGO, 1992 (Dissertationen der Universität Salzburg, 33).

<sup>156</sup> Ce dont témoignerait la transformation de la typologie documentaire par le passage des *Weistümer*, produits de l'énonciation villageoise libre, aux *Dorfordnungen* (règlements villageois) édictés par le seigneur.

l'*altus Recht* (ancien droit), aurait définitivement disparu après l'écrasement du soulèvement de 1525 – et par là les ruraux, désormais privés de toute autonomie, auraient disparu en tant qu'acteurs de la scène de l'histoire allemande<sup>157</sup>.

Cette interprétation a fait l'objet, depuis la fin des années 1970, d'un profond renouvellement, attaché au nom de Peter Blickle (un ancien doctorant de Bosl puis assistant de Günther Franz)<sup>158</sup>. S'il s'est d'abord borné, en

---

<sup>157</sup> Cette analyse, qui est celle établie par Franz en 1933, se retrouve avec une particulière clarté par exemple en 1973 dans le manuel d'histoire générale de référence (sous la plume d'un historien dont Franz avait dirigé l'habilitation, et qu'il avait intégré à son groupe de recherche SS : W. BEHRINGER, « Der Abwickler der Hexenforschung im Reichssicherheitshauptamt (RSHA) : Günther Franz », *op. cit.*, p. 121) : W. P. FUCHS, *Das Zeitalter der Reformation*, München, Deutscher Taschenbuch Verlag, 1973, p. 112-126 (*Handbuch der deutschen Geschichte* / Gebhardt, 8).

<sup>158</sup> Pour une présentation de ses idées dans une autre langue que l'allemand : P. BLICKLE, *From the communal Reformation to the revolution of the common man*, traduit par B. KÜMIN, Leiden, Brill, 1998 (*Studies in medieval and reformation thought*, 65). Ses interprétations ont exercé une influence d'autant plus grande que Peter Blickle s'est donné les moyens éditoriaux de les diffuser (il dirige les *Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte*, ainsi que l'une des plus importantes collections de manuels d'histoire, l'*Enzyklopädie deutscher Geschichte*), qu'il a réuni autour de lui une véritable école, et qu'il s'est imposé également à l'étranger par le biais du programme européen sur les origines de l'État moderne (*Resistance, representation and community*, P. BLICKLE (dir.), Oxford, Clarendon press, 1997 (*The origins of the modern state in Europe*, 5) et *Résistance, représentation et communauté*, P. BLICKLE (dir.), traduit par A. BOTZ, Paris, Presses universitaires de France, 1998 (*Les origines de l'État moderne en Europe, XIIe-XVIIIe siècles*; Librairie européenne des idées)). Le renouvellement proposé par Peter Blickle ne saurait toutefois se comprendre si on ne le replaçait dans l'extraordinaire dynamisme, dans les années 1970, des recherches sur les soulèvements paysans de la fin du Moyen Âge et du début de l'époque moderne, dynamisme qui n'était pas particulier à l'Allemagne (cf. un Hilton ou un Bercé) mais qui y était particulièrement net en raison de la commémoration du 450<sup>e</sup> anniversaire de la Guerre des Paysans en 1975, et plus profondément en raison du fait que cet objet était

s'appuyant sur l'idée abélienne d'une crise économique de la seigneurie à la fin du Moyen Âge, à compléter ces vues en proposant une étiologie du renforcement de la seigneurie<sup>159</sup>, la prise en considération de deux difficultés l'a amené à finalement les remanier complètement. Il s'agit d'une part de l'importance, dans les discours villageois justifiant la révolte, de la référence au *göttliches Recht* (droit divin), à côté ou en remplacement de l'*altes Recht* – ceci tout particulièrement en 1525 dans un contexte marqué par la Réforme luthérienne. D'autre part, la période postérieure à 1525 ne voit nullement la disparition des villageois de la scène historique, et parce que la Guerre des Paysans n'est certainement pas le dernier des soulèvements<sup>160</sup>, et parce que les communautés rurales se

---

devenu le point de cristallisation de la compétition historiographique entre Allemands de l'ouest et de l'est (la Réforme et 1525 étant chez ces derniers des objets centraux non seulement parce que Engels avait consacré un ouvrage à la Guerre des Paysans mais aussi parce que depuis le début des années 1960 s'était imposée dans l'historiographie est-allemande l'idée que ces deux événements étaient la manifestation d'une « révolution proto-bourgeoise » [*frühbürgerliche Revolution*] née des contradictions du système féodal – contradictions dont témoignait la crise de la fin du Moyen Âge). Pour une revue de ces nombreux travaux : D. W. SABEAN, « Der Bauernkrieg : Literaturbericht für 1975 », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 24, 1976, p. 214–230.

<sup>159</sup> L'accroissement des prérogatives seigneuriales aurait eu pour objet d'ouvrir de nouvelles sources de revenus afin de compenser la baisse des revenus seigneuriaux traditionnels – ce serait tout particulièrement la fonction du développement du servage (qui permet de percevoir les droits de mainmorte et de formariage) : P. BLICKLE, « Agrarkrise und Leibeigenschaft im spätmittelalterlichen deutschen Südwesten », dans *Agrarisches Nebengewerbe und Formen der Reagrarisierung im Spätmittelalter und im 19.-20. Jahrhundert*, H. KELLENBENZ (dir.), Stuttgart, G. Fischer, 1975, p. 39–55 (Forschungen zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 21). Ainsi la seigneurie traditionnelle disparaîtrait-elle parce que les seigneurs auraient désormais de leurs prérogatives une perception avant tout économique (en tant que source de revenus), alors que la seigneurie serait principiellement un rapport inter-personnel moral.

<sup>160</sup> P. BLICKLE, *Aufbruch und Empörung ? Studien zum bäuerlichen Widerstand im Alten Reich*, München, C.H. Beck, 1980. Voir

trouvent fréquemment représentées (avec les villes, et aux côtés des nobles et des ecclésiastiques) au sein des diètes territoriales qui caractérisent les structures politiques de l'époque moderne<sup>161</sup>. Si la seconde de ces difficultés amène Peter Blickle à se détacher du *great narrative* d'une décadence progressive de l'autonomie villageoise, ce n'est toutefois nullement pour affirmer une quelconque continuité – et ici entre en jeu l'analyse de l'apparition d'un nouveau discours, théologiquement fondé, de justification de la révolte, que Blickle rattache à l'apparition d'une nouvelle forme d'auto-organisation politique des dominés. Pour lui en effet, l'opposition villageoise<sup>162</sup> à l'appesantissement de l'emprise seigneuriale n'a pas été simplement réactionnaire – et c'est pour cela qu'elle n'a pas été vouée à l'échec. En effet, face à l'apparition de cette forme nouvelle d'organisation politique de la domination qu'est l'État territorial princier, les dominés radicaliseraient leur organisation politique communautaire (la faisant passer de l'autonomie à l'indépendance<sup>163</sup>) sous la forme du « communalisme » (*Kommunalismus*). Si communauté et seigneurie étaient des principes d'organisation harmonieusement complémentaires, désormais le

---

également par la suite les travaux autour de Winfried Schulze puis Jan Peters, qui ont d'autant mieux montré la persistance d'une ample réaction paysanne aux empiètements seigneuriaux qu'ils n'en ont pas limité l'étude aux seules révoltes et ont montré qu'elle passait de plus en plus et par la contestation judiciaire et par des conduites de résistance passive.

<sup>161</sup> *Landschaften im Alten Reich. Die staatliche Funktion des gemeinen Mannes in Oberdeutschland*, P. BLICKLE (dir.), München, C.H. Beck, 1973.

<sup>162</sup> Précisons que, si le point de départ des recherches de Blickle était les communautés rurales, il a par la suite étendu son analyse aux communautés urbaines – il n'y a selon lui pas de différence fondamentale entre les deux types de communauté. Il a été amené à cette extension notamment par le fait que ce que l'on appelle traditionnellement la « guerre des Paysans » (*Bauernkrieg*) a été un mouvement aussi bien urbain que rural.

<sup>163</sup> Indépendance visée plus que réalisée – sauf dans la Confédération suisse.

communalisme et l'État princier s'affrontent comme deux principes contradictoires d'organisation du politique (la démocratie et l'absolutisme) – le communalisme finissant, dans le très long terme, par vaincre, puisque Blickle y voit les origines de la démocratie contemporaine<sup>164</sup>.

Les perspectives tracées par Blickle ont révélé un grand potentiel heuristique, tout particulièrement s'agissant de l'analyse du rapport des sociétés rurales au christianisme. Alors que traditionnellement on considérait soit que la contemporanéité de la Réforme et de la Guerre des Paysans ne renvoyait à aucun lien de causalité et que la référence faite par les insurgés au « droit divin » pour justifier leurs revendications était un pur phénomène de discours distinct des motivations réelles des insurgés, soit que la guerre des Paysans était dans un lien de dépendance causale vis-à-vis de la Réforme<sup>165</sup>, Blickle permet d'apercevoir le lien structurel entre une contestation religieuse qui met en avant des communautés de fidèles non structurées hiérarchiquement<sup>166</sup>, et une contestation

---

<sup>164</sup> On trouvera le dernier état de la théorie de Blickle, avec une extension de l'affirmation de sa validité de la Haute-Allemagne (qui était le terrain de ses recherches empirique) à l'Europe entière dans P. BLICKLE, *Kommunalismus. Skizzen einer gesellschaftlichen Organisationsform*, München, Oldenbourg ; pour une analyse critique de cet ouvrage, cf. J. MORSEL, « Lecture de Peter Blickle, 'Kommunalismus. Skizzen einer gesellschaftlichen Organisationsform' (2000) », communication au colloque « La formation des communautés d'habitants au Moyen Âge. Perspectives historiographiques (Xanten (R.F.A.)) », 2003. Sa perspective téléologique trouve son affirmation la plus claire dans P. BLICKLE, *Von der Leibeigenschaft zu den Menschenrechten : eine Geschichte der Freiheit in Deutschland*, München, Beck, 2003.

<sup>165</sup> L'opposition de ces deux interprétations renvoyant largement à la confession, protestante ou catholique, de leurs défenseurs – unis toutefois par la condamnation du soulèvement. Il fallait, pour dépasser ces oppositions stériles, que le soulèvement ne soit plus perçu comme néfaste – ce qui était notamment le cas avec le révolutionnarisme populiste d'un Günther Franz.

<sup>166</sup> En raison de la suppression du rôle d'intercesseur des structures hiérarchiques de l'Église.

politique qui met au premier plan l'organisation communale – lien qu'il ne comprend pas comme causal, les deux phénomènes relevant selon lui du même mouvement dans des champs différents. Ainsi ont pu être initiées des recherches sur la réception de la Réforme dans les campagnes, alors que l'historiographie était jusque là centrée d'une part sur les villes, d'autre part sur l'adoption ou le refus de la nouvelle confession par les détenteurs du pouvoir souverain<sup>167</sup>. De même, a pu être démontrée la préoccupation des sociétés rurales tardo-médiévales pour l'organisation autonome de leur rapport au sacré chrétien<sup>168</sup> – préoccupation qui permet justement de comprendre l'ampleur de la réception de la Réforme.

Pour autant, les hypothèses de Peter Blickle ont fait l'objet de vives critiques<sup>169</sup> – et l'on peut particulièrement leur reprocher de n'avoir pas su dépasser l'opposition traditionnelle entre communauté et seigneurie, que des recherches récentes rendent de plus en plus

---

<sup>167</sup> F. CONRAD, *Reformation in der bäuerlichen Gesellschaft : zur Rezeption reformatorischer Theologie im Elsaß*, Stuttgart, Steiner, 1984 (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz, Abteilung für Abendländische Religionsgeschichte, 116) ; *Zugänge zur bäuerlichen Reformation*, P. BLICKLE (dir.), Zürich, Chronos, 1987 (Bauer und Reformation, 1).

<sup>168</sup> R. FUHRMANN, *Kirche und Dorf : religiöse Bedürfnisse und kirchliche Stiftung auf dem Lande vor der Reformation*, Stuttgart, Fischer, 1995 (Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte, 40) a ainsi étudié les fondations de messes opérées par des communautés villageoises, qui témoignent de leur souci à la fois d'assurer les conditions de leur salut, et de contrôler les ecclésiastiques qui médiatisent leur rapport au sacré (puisque les communautés rurales avaient la collation des bénéfices qu'elles fondaient). Cette recherche rompt avec une historiographie qui ne présentait le rapport des villageois au christianisme que dans les termes du désintéret ou de la déviance (liée à l'attachement à des coutumes superstitieuses), et la christianisation que comme l'imposition par en haut de normes de comportement et de croyance.

<sup>169</sup> R. W. SCRIBNER, « Communalism : Universal Category or Ideological Construct ? A Debate in the Historiography of Early Modern Germany and Switzerland », *The Historical Journal*, vol. 37, n° 1, mars 1994, p. 199–207.

intenable. L'apport de ces recherches est d'autant plus grand qu'elles ont justement porté sur le type de documentation préférentiellement utilisé jusqu'alors non seulement pour étudier les communautés villageoises, mais aussi pour soutenir l'idée de leur caractère auto-gène et auto-nome par rapport à la seigneurie, soit les *Weistümer*. Dans un premier temps, dans la lignée des travaux sur la signification sociale de l'essor de la scripturalisation à la fin du Moyen Âge, a été rappelé que les énonciations paysannes de droits et de devoirs (*Weisungen*) ne nous sont connues que pour autant qu'elles ont été scripturalisées sous la forme de *Weistümer* – scripturalisation qui revenait à faire passer la connaissance et le contrôle du contenu de l'énonciation entre les mains du seigneur, seul à maîtriser le nouveau *medium*<sup>170</sup>. Ainsi ces documents dans lesquels on avait voulu voir la manifestation de l'autonomie des communautés villageoises étaient-ils, par leur simple existence, manifestation de leur contrôle par les seigneurs. Mais cette critique elle-même restait encore trop attachée à la représentation traditionnelle de l'autonomie villageoise puisqu'elle la présuppose antérieurement à la scripturalisation des énonciations ; or Simon Teuscher, par l'étude attentive de l'ensemble de la documentation seigneuriale dans son rapport aux *Weistümer*, a montré que l'énonciation des droits telle que nous la présentons, sous forme scripturalisée, les *Weistümer*, était une invention produite par cette forme scripturalisée elle-même, c'est-à-dire par la présentation qu'elle donne d'elle-même comme simple mise par écrit d'une énonciation villageoise, alors qu'en fait cette énonciation n'était que collation de

---

<sup>170</sup> Pour un exemple d'application de la problématique de la scripturalisation aux *Weistümer* : M. PROSSER, *Spätmittelalterliche ländliche Rechtsaufzeichnungen am Oberrhein zwischen Gedächtniskultur und Schriftlichkeit. Untersuchungen am Übergang von analphabetischen zu skriptualen Überlieferungsformen im Blickfeld rechtlicher Volkskunde*, Würzburg, Bayerische Blätter für Volkskunde, 1991 (Veröffentlichungen zur Volkskunde und Kulturgeschichte, 47).

différentes dispositions ayant déjà fait l'objet de mises par écrit dispersées (dans des chartes ou des censiers). Le *Weistum* n'est donc pas le produit de la scripturalisation seigneuriale d'une énonciation villageoise préexistante mais une organisation scripturale nouvelle de mises par écrit seigneuriales antérieures, et qui par cette réorganisation rend possible l'énonciation villageoise<sup>171</sup>. Cette mise en perspective radicalement nouvelle de la genèse de ces documents permet alors de comprendre la constatation faite antérieurement selon laquelle les coutumiers contiennent essentiellement des dispositions sur les devoirs des tenanciers envers leur seigneur et non sur les droits des villageois fondant leur autonomie vis-à-vis de ce dernier – preuve manifeste de ce que les *Weistümer* sont un discours seigneurial<sup>172</sup>. De tout ceci l'on pourrait déduire que, si manifestement l'autonomie des communautés villageoises à l'égard du pouvoir seigneurial est une illusion historiographique, l'idée d'une opposition entre communauté et seigneurie n'en reste pas moins valable : non seulement les *Weistümer* mais aussi bien les *Weisungen* témoigneraient simplement de la prise de contrôle par les seigneurs de ces organisations qui leur sont originellement extérieures. Joseph Morsel toutefois vient de montrer que les *Weistümer* ne pouvaient se comprendre dans le cadre du rapport entre seigneur et tenanciers parce qu'ils renvoient en fait au rapport *entre seigneurs* à propos des tenanciers, c'est-à-dire à la répartition entre les seigneurs de leurs prérogatives sur les tenanciers<sup>173</sup> ; ainsi la forme

---

<sup>171</sup> S. TEUSCHER, « Kompilation und Mündlichkeit : Herrschaftskultur und Gebrauch von Weistümern im Raum Zürich (14.-15. Jahrhundert) », *Historische Zeitschrift*, vol. 273, 2001, p. 289–333.

<sup>172</sup> Dans un corpus de 36 coutumiers franconiens, 500 dispositions portent sur les droits du seigneur, 40 sur les droits des villageois : H. STAHLER, « Weistümer und verwandte Quellen in Franken, Bayern und Österreich : ein Beitrag zu ihrer Abgrenzung », *Zeitschrift für bayerische Landesgeschichte*, vol. 32, 1969, p. 525–605.

<sup>173</sup> J. MORSEL, « Le prélèvement seigneurial est-il soluble dans les

« communauté » et la scripturalisation apparaissent-elles comme des moyens d'organiser de façon réglée les rapports potentiellement conflictuels entre dominants à propos des dominés.

Résumons-nous : les tendances générales de l'historiographie médiéviste germanophone ont eu pour conséquences (et ceci particulièrement depuis que les sciences de la société autres que l'histoire ont délaissé l'approche historique) d'une part une place médiocre laissée à l'histoire rurale, d'autre part une concentration de cette dernière sur les seuls dominants, sur leurs rapports entre eux relatifs à la société rurale. Celle-ci n'a été étudiée pour elle-même que dans la mesure où, à travers son organisation communautaire (et les révoltes qu'elle porte), elle semblait échapper à l'emprise des dominants, dans la mesure donc où elle semblait être le siège d'un pouvoir autonome – problématique qui apparaît toutefois de plus en plus incertaine puisque les communautés semblent avoir été bien plus l'une des formes de l'organisation seigneuriale de

---

'Weistümer' ? Appréhensions franconiennes (1200-1400) », dans *Pour une anthropologie du prélèvement seigneurial dans les campagnes médiévales (XIe-XIVe siècles) : Réalités et représentations paysannes. Colloque tenu à Medina del Campo du 31 mai au 3 juin 2000*, M. BOURIN et P. MARTINEZ SOPENA (dir.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 155–210 (*Histoire ancienne et médiévale*, 68). Précisons qu'une telle interprétation ne représente en rien un retour à la classique analyse des seuls rapports entre dominants : alors que cette dernière est issue du tri arbitraire, dans la documentation, des seuls objets renvoyant aux rapports entre dominants à propos des dominés, est issue donc d'une décision de l'historien, Joseph Morsel prend au contraire un type de source qui a toujours été considéré comme documentant l'autonomie des dominés (et secondairement leur rapport à un dominant) pour montrer que cette compréhension de la source n'est qu'une illusion provoquée par la source elle-même (en tant qu'elle se prétend simple mise par écrit d'une énonciation villageoise autonome) afin de faire en sorte que la régulation des rapports entre dominants soit produite par les dominés eux-mêmes (à travers l'énonciation par eux de droits et devoirs qui leur sont mis dans la bouche par les seigneurs).

la société rurale qu'un mode d'organisation autonome par rapport à la seigneurie (voire en contradiction vis-à-vis d'elle).

## *Troisième partie*

### *Fragments d'une histoire des sociétés rurales*

Pour dominantes qu'elles soient, ces approches, qui n'envisagent les sociétés rurales que sous un angle que, pour faire bref, on pourrait dire politique, et qui les considèrent principalement comme l'objet passif d'actions d'agents extérieurs à elles, ne sont cependant pas les seules. Ceci d'une part parce que l'approche historique, aussi raréfiée qu'elle puisse être, n'a pas complètement disparu des disciplines autres que l'histoire (qui n'ont elles pas pour objet préférentiel le politique), d'autre part parce que certains historiens, notamment sous l'influence d'historiographies étrangères, se sont libérés de cette approche traditionnelle du sujet. Enfin, une troisième raison tient à ce que la *Landesgeschichte*, parce que contrairement à l'*Allgemeingeschichte* elle se définit en tant que discipline académique par le caractère géographique et non pas thématique de son objet, a depuis longtemps (au moins depuis les années 1920) élargi ses centres d'intérêt – quoique une bonne part de son effort aille toujours aux thèmes traités par l'*Allgemeingeschichte* en raison de la domination de celle-ci, et donc de ses thèmes, dans le champ historiographique. Pour ces raisons mêmes qui leur permettent d'exister, les approches autres sont toutefois extrêmement éclatées, ce qui certes les rend difficiles à repérer mais surtout rend compte de l'absence de tendances historiographiques nettes : c'est à des travaux ponctuels que l'on a à faire plutôt qu'à des écoles ; ces travaux, en raison même de leur isolement, dialoguent peu entre eux, et

forment donc une historiographie plus cumulative que dynamique, transformative. Le regroupement de ces recherches selon quelques grandes problématiques auquel nous allons procéder correspond de ce fait plus à la construction *a posteriori* et depuis l'extérieur d'une logique qu'à la genèse réelle de ces études. Nous distinguerons trois thèmes : la crise de l'économie rurale (par poursuite des travaux d'Abel), les transformations de la société rurale (c'est-à-dire avant tout de ses différenciations internes) et le fonctionnement concret de la seigneurie.

### **A) Une crise de l'économie rurale ?**

Le maître-ouvrage de Wilhelm Abel<sup>174</sup>, en raison aussi bien de la formation d'économiste de son auteur que du faible nombre de recherches empiriques sur lesquelles il pouvait s'appuyer, était fortement modélisant et hypothétique : partant des séries de prix des céréales, il en déduisait les conséquences pour les revenus des producteurs agricoles, en posant pour ce faire un certain nombre d'hypothèses sur la production totale d'une exploitation et sur les parts respectives, dans l'utilisation du produit, de l'autoconsommation, du prélèvement seigneurial et de la commercialisation. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que plusieurs historiens tentèrent de vérifier empiriquement cette construction sur laquelle est basée toute la théorie abélienne d'une crise de l'économie paysanne à la fin du Moyen Âge. Le premier d'entre eux est, de façon sans doute révélatrice, un Américain, travaillant sur la

---

<sup>174</sup> *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur in Mitteleuropa vom 13. bis zum 19. Jahrhundert, op. cit.* ; pour une limitation du propos à la fin du Moyen Âge : W. ABEL, *Strukturen und Krisen der spätmittelalterlichen Wirtschaft*, Stuttgart, G. Fischer, 1980 (Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte, 32).

Souabe<sup>175</sup> ; n'utilisant comme source qu'un censier ne donnant que la superficie des exploitations et le prélèvement qui pèse sur chacune, il est lui aussi contraint de poser de nombreuses hypothèses (sur les rendements, la taille des familles, les prix, les salaires), si bien que l'unique résultat réellement assuré qu'il obtient est le seul que permette d'obtenir directement sa source, soit la très grande inégalité du prélèvement entre les exploitations par unité de surface (plus les exploitations sont petites, plus le prélèvement par unité de surface est lourd). Reprenant les objectifs de Sabeau, mais avec des sources plus riches (qui permettent de connaître la taille des familles) et de bien plus grandes précautions méthodologiques, Burkhard Assmuss parvient à des résultats fortement divergents (sur les questions autres que celle de l'inégalité du prélèvement unitaire), et plus vraisemblables, et montre qu'en Souabe au début du XVI<sup>e</sup> siècle la moitié des familles de tenanciers ne pouvait se nourrir uniquement de ce que produisait leur tenure<sup>176</sup>. Ce résultat est essentiel par rapport à la théorie d'Abel, qui voyait l'origine de la crise de l'économie paysanne dans la baisse des prix agricoles (consécutive à la diminution de la population due aux pestes) provoquant une baisse des revenus paysans. Assmuss montre au contraire que, au moins pour la moitié de la population rurale, la baisse des prix agricoles a pour conséquence une élévation du niveau de vie puisque cette moitié des producteurs agricoles est acheteuse, et non vendeuse, de denrées. C'est à des résultats identiques (ou plutôt : encore plus en porte-à-faux avec la théorie d'Abel) qu'aboutit, avec une méthodologie complètement différente, Walter Achilles : considérant que les données tardo-médiévales ne pourront

---

<sup>175</sup> D. W. SABEAN, *Landbesitz und Gesellschaft am Vorabend des Bauernkriegs*, op. cit.

<sup>176</sup> B. ASMUSS, «Das Einkommen der Bauern in der Herrschaft Kronburg im frühen 16. Jahrhundert. Probleme bei der Berechnung landwirtschaftlicher Erträge», *Zeitschrift für bayerische Landesgeschichte*, vol. 43, 1980, p. 45–91.

jamais être que trop lacunaires pour permettre d'étudier de façon satisfaisante les problèmes de l'économie paysanne, et que les hypothèses que l'on est amené à faire pour combler ces lacunes sont invérifiables, il préfère partir de données solides quoique issues d'une autre période (le milieu du XVIIIe siècle) pour tester quantitativement l'effet des variations tardo-médiévales des prix sur le revenu des producteurs agricoles. Il aboutit à la conclusion que la baisse des prix que connaît la fin du Moyen Âge n'a eu aucun effet négatif sur les revenus des producteurs agricoles, mais uniquement sur ceux des seigneurs<sup>177</sup>. Ainsi l'idée abélienne d'une crise économique générale du monde rural est-elle réfutée, et limitée aux seuls dominants.

Selon une étude pionnière d'Abel, l'une des principales conséquences de la crise agraire consécutive à 1348 (aussi bien que l'une des principales preuves en faveur de l'idée d'une telle crise) réside dans la multiplication des villages désertés, due non seulement à la dépression démographique générale, mais également à l'émigration vers les villes d'agriculteurs ruinés par la baisse des prix<sup>178</sup>. Si l'existence de nombreuses désertions de localités à la fin du Moyen Âge a depuis été fréquemment confirmée<sup>179</sup>, Walter Janssen a obligé à en

---

<sup>177</sup> W. ACHILLES, « Überlegungen zum Einkommen der Bauern im Spätmittelalter », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 31, 1983, p. 5–26.

<sup>178</sup> W. ABEL, *Die Wüstungen des ausgehenden Mittelalters*, *op. cit.*.

<sup>179</sup> Voir par exemple : H. KLEIN, « Das grosse Sterben von 1348-1349 und seine Auswirkung auf die Besiedlung der Ostalpenländer », *Mitteilungen der Gesellschaft für Salzburger Landeskunde*, vol. 100, 1960, p. 91–170 ; *Wüstungen in Deutschland, ein Sammelbericht*, W. ABEL (dir.), Frankfurt am Main, DLG-Verlag, 1967 ; O. PICKL, « Die Auswirkungen des grossen Sterbens auf die Siedlungsstruktur der Steiermark », dans *Wirtschafts- und sozialhistorische Beiträge : Festschrift für Alfred Hoffmann zum 75. Geburtstag*, H. KNITTLER et A. HOFFMANN (dir.), Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1979, p. 41–66 ; K. KLEIN, « Quantitative Informationen zu den Verödungserscheinungen des 14.-16. Jahrhunderts in Niederösterreich », dans *Mittelalterliche Wüstungen in Niederösterreich. Vorträge und Diskussionen des dritten*

renouveler complètement l'interprétation – et ce dans un sens qui n'est plus compatible avec l'interprétation abélienne<sup>180</sup>. Son apport trouve son origine dans une différence de méthode : au lieu de rechercher tous les villages désertés au cours d'une période pour laquelle on suppose, sur la base d'autres données, qu'ils ont été particulièrement nombreux (en l'occurrence la fin du Moyen Âge, sur la base de données démographiques et économiques), il définit géographiquement l'objet de sa recherche, c'est-à-dire qu'il saisit, pour une petite région (l'Eifel), l'ensemble des localités désertées, quelle que soit la période à laquelle elles ont été abandonnées. Ainsi peut-il montrer que si, de même qu'on le constate dans d'autres zones, le nombre de localités ayant disparu entre 1350 et 1500 est grand, toutefois il l'est encore plus pour la période 1250-1300<sup>181</sup> ; comme celle-ci est généralement considérée comme une période de prospérité économique et d'expansion démographique maximales, la cause des désertions de villages à la fin du Moyen Âge ne peut résider ni dans une crise économique ni dans l'effondrement

---

*Symposiums des Niederösterreichischen Institutes für Landeskunde (Bildungshaus Großrußbach, 5.-7. Juli 1982)*, H. FEIGL et A. KUSTERNIG (dir.), Wien, 1983, p. 55-77 (Studien und Forschungen aus dem Niederösterreichischen Institut für Landeskunde, 6). Ce dernier article est particulièrement intéressant dans la mesure où il porte non seulement sur les désertions complètes de villages, mais aussi sur les désertions partielles, et où il permet de relativiser l'ampleur des désertions : sur les 28 censiers de Basse-Autriche analysés pour la période 1346-1574, 17 connaissent un pourcentage de tenures désertées inférieur ou égal à 5, et sept des onze censiers qui connaissent un pourcentage supérieur sont postérieurs à 1499.

<sup>180</sup> W. JANSSEN, *Studien zur Wüstungsfrage im fränkischen Altsiedelland zwischen Rhein, Mosel und Eifelnordrand*, Köln, Rheinland-Verlag, 1975 (Beihefte der Bonner Jahrbücher, 35). Pour une importante discussion de cet ouvrage : P. TOUBERT, « Problèmes actuels de la Wüstungsforschung : à propos d'un ouvrage récent », *Francia : Forschungen zur westeuropäischen Geschichte*, vol. 5, 1977, p. 672-685.

<sup>181</sup> 42 désertions de villages entre 1250 et 1300, 22 entre 1300 et 1350, 33 entre 1350 et 1400, 16 entre 1400 et 1450, 18 entre 1450 et 1500.

démographique. Il semble donc que l'on ait bien plus à faire à un mouvement de longue durée de concentration de l'habitat, dont l'apogée se situe au Moyen Âge central et qui ne fait que se poursuivre à la fin du Moyen Âge<sup>182</sup>. Le refus par Janssen d'une interprétation économique de l'évolution du nombre de localités rurales se renforce de la constatation selon laquelle les désertions ont autant frappé les villages de fondation ancienne que ceux nés au cours des défrichements du Moyen Âge central : ainsi l'idée postanienne selon laquelle les abandons auraient préférentiellement concerné les localités fondées, pour compenser le maximum démographique des siècles centraux du Moyen Âge, sur des sols où l'agriculture est économiquement peu rentable, se trouve-t-elle invalidée<sup>183</sup>.

---

<sup>182</sup> Le problème des localités désertées se trouve ainsi placé dans une problématique et une chronologie qui rappellent les interprétations françaises (*incastellamento* de Pierre Toubert, encellulement de Robert Fossier) – qui n'ont fait dans l'historiographie germanophone l'objet d'aucune réception, sinon chez Roger Sablonier, qui a introduit le concept de *Verdorfung* (« envillagement ») et en a montré la pertinence dans une étude de cas sur l'est de la Suisse (R. SABLONIER, « Das Dorf im Übergang vom Hoch- zum Spätmittelalter. Untersuchungen zum Wandel ländlicher Gemeinschaftsformen im ostschweizerischen Raum », dans *Institutionen, Kultur und Gesellschaft im Mittelalter : Festschrift für Josef Fleckenstein zu seinem 65. Geburtstag*, L. FENSKE, W. RÖSENER et T. ZOTZ (dir.), Sigmaringen, Thorbecke, 1984, p. 727–746). Si pour la Westphalie de R. BERGMANN, *Die Wüstungen des Geseker Hellwegraumes. Studien zur mittelalterlichen Siedlungsgenese einer westfälischen Getreidebaulandschaft*, Münster, Aschendorff, 1989 (Bodenaltertümer Westfalens, 23), les désertions les plus nombreuses se produisent au XIV<sup>e</sup> siècle, et leur ampleur (80% des localités sont abandonnées) et le fait qu'elles ne se soient pas accompagnées d'abandons de terroirs permettent de voir que l'on a à faire à une réorganisation (par concentration) de l'habitat, et non à l'effet d'une diminution de la population rurale. Ce travail est particulièrement intéressant en ce qu'il permet de voir que le fait de ne pas retrouver la chronologie de Janssen n'implique pas *ipso facto* la pertinence de l'explication abélienne des *Wüstungen*.

<sup>183</sup> Pour la Basse-Franconie, les résultats de P. RÜCKERT, *Landesausbau und Wüstungen des hohen und späten Mittelalters im*

Le caractère problématique de l'analyse abélienne des villages désertés est également apparu, indirectement, dans le cadre d'autres recherches, en l'occurrence sur les prix. Si, selon Abel, le mécanisme qui permettait d'expliquer l'exode rural était non tant la simple dépression des prix agricoles que l'évolution inverse des prix agricoles et des salaires urbains (provoquant une hausse relative des revenus des actifs urbains), les travaux récents ayant envisagé et les prix et les salaires ont montré que l'on ne constatait nullement une telle évolution en « ciseaux », mais bien au contraire une stabilité des valeurs relatives<sup>184</sup>. Ce n'est pas là le seul élément que l'on puisse tirer des travaux récents sur l'histoire des prix<sup>185</sup>, c'est-à-dire sur ce

---

*fränkischen Gäuland*, Würzburg, Freunde Mainfränkischer Kunst und Geschichte, 1990 (Mainfränkische Studien, 47) sont toutefois inverses : non seulement 80% des désertions ont lieu entre 1300 et 1500, mais 80% de ces désertions tardo-médiévales frappent des localités fondées au Moyen Âge central. Si Rückert interprète ces données dans un sens abélien, on notera toutefois d'une part que l'apogée des désertions se situe entre 1400 et 1500, et qu'entre 1500 et 1550 encore leur nombre est aussi élevé qu'entre 1350 et 1400, ce qui rend le lien avec une supposée crise agricole liée à la Peste assez fragile ; et que d'autre part Rückert n'a pas cherché à établir de façon systématique si les désertions de localités correspondaient à des abandons de finages, ou si elles n'étaient pas plutôt le simple effet d'un regroupement de l'habitat sans modification notable des surfaces cultivées.

<sup>184</sup> U. HAUSCHILD, *Studien zu Löhnen und Preisen in Rostock im Spätmittelalter*, Köln, Böhlau, 1973 (Quellen und Darstellungen zur Hansischen Geschichte, N.F. 19) ; M. von TSCHARNER-AUE, *Die Wirtschaftsführung des Basler Spitals bis zum Jahre 1500. Ein Beitrag zur Geschichte der Löhne und Preise*, Basel, F. Reinhardt, 1983 (Quellen und Forschungen zur Basler Geschichte, 12) ; N. BECKER, *Das Land am unteren Niederrhein. Untersuchungen zur Verfassungs-, Wirtschafts- und Sozialgeschichte des ländlichen Raumes vom hohen Mittelalter bis zur frühen Neuzeit (1100-1600)*, Köln, Böhlau, 1992 (Rheinisches Archiv, 128). Ces études constatent bien l'ouverture de « ciseaux » entre les prix agricoles et les salaires urbains, mais uniquement à partir de la seconde moitié du XVe siècle, et au détriment des salaires !

<sup>185</sup> Pour une présentation de l'historiographie germanophone des prix : K. H. KAUFHOLD, « Forschungen zur deutschen Preis- und

qui (faute de disposer d'autres données, mais aussi parce qu'il y voyait et une cause essentielle et un indicateur parfait d'autres évolutions) était au cœur de la démonstration d'Abel. La principale difficulté que posait cette dernière était que, si elle mettait en son centre les effets des pestes, et notamment de celle de 1347, ces effets ne pouvaient être que postulés dans la mesure où la série de prix allemande la plus ancienne dont disposait Abel ne commençait qu'en 1347. On perçoit donc toute l'importance que prend un travail (qui reste le seul à ce jour) éclairant les prix céréaliers antérieurs à la peste depuis 1339<sup>186</sup> ; or justement non seulement il permet de voir que les prix augmentent immédiatement après 1347 jusque vers 1370 (difficulté à laquelle avait déjà été confronté Abel), mais surtout la baisse qui intervient ensuite ne fait pas passer les prix en deçà de niveaux qui n'aient pas déjà été atteints avant 1347, sinon au cours d'une brève période vers 1420 (peu significative dans la mesure où elle précède un pic pendant les années 1430 au cours duquel les prix sont de beaucoup supérieurs à ce qu'ils étaient avant la Peste Noire) puis vers 1465. Bref, si les prix des céréales s'établissent jusqu'à la fin du XVe siècle à un niveau moyen inférieur à celui des années immédiatement antérieures à 1347, il paraît difficile de parler d'un effondrement des prix agricoles susceptible de bouleverser

---

Lohngeschichte seit 1930 », dans *Historia socialis et economica : Festschrift für Wolfgang Zorn zum 65. Geburtstag*, H. KELLENBENZ et H. POHL (dir.), Stuttgart, Steiner, 1987, p. 81–101 (*Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* : Beihefte, 84). Pour une revue critique des travaux les plus récents, et des conclusions que l'on peut en tirer : W. ACHILLES, « Grundsatzfragen zur Darstellung von Agrarkonjunktur und -krisen nach der Methode Wilhelm Abels », *Vierteljahrschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, vol. 85, 1998, p. 307–350.

<sup>186</sup> W. BAUERNFEIND, *Materielle Grundstrukturen im Spätmittelalter und der Frühen Neuzeit. Preisentwicklung und Agrarkonjunktur am Nürnberger Getreidemarkt von 1339 bis 1670*, Neustadt an der Aisch, 1993 (Schriftenreihe des Stadtarchivs Nürnberg, 50).

l'intégralité des fonctionnements économiques<sup>187</sup>. Ce travail est d'autant plus important que, par l'étude combinée des dîmes, il permet de voir que par contre l'on a bien un effondrement de la production céréalière, effondrement continu de 1340 (et non pas 1347 !) à 1390 et qui amène à un niveau 2,5 fois inférieur au niveau initial. Ainsi, tandis que pour Abel la baisse de la population avait des conséquences essentiellement en tant qu'elle réduisait le nombre de consommateurs (et donc les prix), il semble que ses effets se soient bien plus fait sentir à travers la baisse du nombre de producteurs, et donc de la production – baisse de la production indépendante du mouvement des prix puisqu'elle n'est en rien modifiée par leur hausse entre 1347 et 1370. Le mouvement des prix ne semble donc plus pouvoir être considéré comme l'un des facteurs centraux de l'explication des mouvements économiques de la fin du Moyen Âge ; logiquement, les interrogations devraient donc se déplacer du domaine de la commercialisation à celui de la production.

Ce dernier a toutefois fait l'objet de très peu d'études en raison de l'attention privilégiée portée par l'historiographie germanophone aux sources normatives (chartes et censiers) au détriment des comptes<sup>188</sup>, plus susceptibles d'apporter des lumières sur les pratiques productives et leurs résultats ; une direction spécifique de recherche dans ce domaine, et qui a beaucoup apporté, est celle de l'ancienne RDA, où pour approcher cet objet

---

<sup>187</sup> Ce d'autant plus que l'on ne connaît les prix antérieurs à la Peste Noire que sur moins de dix années, ce qui rend la comparaison particulièrement fragile avec les 150 ans qui suivent. Et que d'autre part les revenus des producteurs agricoles ne provenaient pas uniquement de la vente de céréales mais aussi bien de celle des produits de l'élevage, or le prix de ceux-ci (connu chez Bauernfeind par le biais du beurre) ne passe jamais, avant 1450, en deça des niveaux atteints avant 1347.

<sup>188</sup> Précisons cependant que les comptes connaissent un très récent regain d'intérêt, dont témoigne l'excellent site internet Computatio (<http://www.computatio.de>), qui regroupe les recherches actuelles et la bibliographie antérieure.

central que sont pour une historiographie marxiste les « forces productives » ont été utilisées l'archéologie (de l'outillage et des ossements animaux) et l'ethnologie (*Volkskunde*)<sup>189</sup>. Les recherches sur la production, pour être rares, n'en ont pas moins abouti à remettre fortement en question l'image classique d'une céréaliculture traditionaliste quoique faiblement efficace. En effet, les rendements à la semence, que Wilhelm Abel situait (sans grand fondement empirique) à 3 pour 1<sup>190</sup>, semblent devoir bien plutôt être établis à des niveaux proches du double<sup>191</sup>. Si en l'absence de données antérieures à 1350 il est impossible de dire si de telles performances sont ou non nouvelles, deux études basées sur des corpus différents (les

---

<sup>189</sup> Les recherches menées dans ce dernier cadre, si elles apportent beaucoup quant à la connaissance des pratiques techniques, ont l'inconvénient d'attacher peu d'importance à la datation de leur information et au repérage des changements.

<sup>190</sup> Évaluation reprise et systématisée par un élève d'Abel : F.-W. HENNING, « Phasen der landwirtschaftlichen Entwicklung unter besonderer Berücksichtigung der Ertragsverhältnisse », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 30, n° 1, 1982, p. 2–27.

<sup>191</sup> Au moins 5 pour 1 en Souabe et 6 pour 1 en Rhénanie supérieure pour l'épeautre, entre 5-6 et 8,5 pour 1 pour le seigle en Rhénanie inférieure selon les localisations, 6-7 pour 1 pour le seigle et le froment en Rhénanie moyenne, 7,5 pour 1 pour le seigle dans le Palatinat rhénan (K. MILITZER, *Das Markgröninger Heilig-Geist-Spital im Mittelalter : ein Beitrag zur Wirtschaftsgeschichte des 15. Jahrhunderts*, Sigmaringen, Thorbecke, 1975 (Vorträge und Forschungen / Konstanzer Arbeitskreis für Mittelalterliche Geschichte : Sonderband, 19) ; M. von TSCHARNER-AUE, *Die Wirtschaftsführung des Basler Spitals bis zum Jahre 1500*, op. cit. ; C. REINICKE, *Agrarkonjunktur und technisch-organisatorische Innovationen auf dem Agrarsektor im Spiegel niederrheinischer Pachtverträge (1200 - 1600)*, Köln, Böhlau, 1989 (Rheinisches Archiv, 123) ; H.-P. LACHMANN, « Die Höfe der Katzenelnbogener in der Obergrafschaft. Ein Beitrag zur Agrar- und Wirtschaftsgeschichte des beginnenden 15. Jahrhunderts », *Archiv für hessische Geschichte*, vol. 32, 1974, p. 161–184 ; F. WAGNER, « Ernteerträge des nordpfälzischen Getreidebaus im Spätmittelalter », *Jahrbuch für westdeutsche Landesgeschichte*, vol. 28, 2002, p. 77–133).

dispositions des contrats d'affermage portant sur les procédés productifs<sup>192</sup> ; les outils agricoles tels qu'on peut les saisir par l'iconographie et l'archéologie<sup>193</sup>) ont montré que le système technique agricole avait connu à la fin du Moyen Âge d'importantes améliorations, relatives aux outils (diffusion de la charrue à tourne-oreille et de la herse à dents de fer et non plus de bois, apparition de la charrue multi-socs et du rouleau brise-mottes), à leur emploi (multiplication des façons culturales, emploi de la faux jusque là réservée à la fenaison pour les céréales, d'abord de printemps puis d'hiver, en lieu et place de la faucille) ainsi qu'aux procédés culturaux (marnage, suppression partielle de la jachère grâce à la culture de légumineuses). Ces tendances à l'intensification se repèrent également dans la diffusion des types de productions les plus intensifs, la pisciculture (avec l'extraordinaire diffusion de l'élevage de la carpe) et la viticulture ; mais aussi dans la croissance, constatée par l'archéozoologie, des tailles des animaux domestiques<sup>194</sup>.

Cet ensemble de transformations du système productif, dans la mesure où il correspond à une intensification, pose un difficile problème puisqu'il est contradictoire avec l'idée de terroirs vidés d'hommes par

---

<sup>192</sup> C. REINICKE, *Agrarkonjunktur und technisch-organisatorische Innovationen auf dem Agrarsektor im Spiegel niederrheinischer Pachtverträge*, op. cit.

<sup>193</sup> U. BENTZIEN, *Bauernarbeit im Feudalismus. Landwirtschaftliche Arbeitsgeräte und- verfahren in Deutschland von der Mitte des ersten Jahrtausends u. Z. bis um 1800*, Berlin-DDR, Akademie-Verlag, 1980 (Veröffentlichungen zur Volkskunde und Kulturgeschichte, 67).

<sup>194</sup> N. BENECKE, *Archäozoologische Studien zur Entwicklung der Haustierhaltung in Mitteleuropa und Südsandinavien von den Anfängen bis zum ausgehenden Mittelalter*, Berlin, Akademie Verlag, 1994 (Schriften zur Ur- und Frühgeschichte, 46). M. DOLL, *Haustierhaltung und Schlachtsitten des Mittelalters und der Neuzeit : eine Synthese aus archäozoologischen, bildlichen und schriftlichen Quellen Mitteleuropas*, Rahden, Leidorf, 2003 (Internationale Archäologie, 78).

les pestes, qui appelleraient plutôt une exploitation extensive. Outre qu'il est possible que l'on ait soit sur-estimé l'ampleur des pertes de population soit sous-estimé la rapidité du rattrapage démographique, la contradiction ne peut vraisemblablement se résoudre que si l'on suppose une profonde transformation de l'organisation des espaces productifs à l'échelle régionale aussi bien qu'inter-régionale, par distinction de zones intensivement mises en valeur et de zones consacrées à un faire-valoir extensif<sup>195</sup>. Ainsi se succèderaient, avant et après 1350, deux grandes vagues de long terme de réorganisation de l'espace rural, portant sur des objets et des échelles différents, puisqu'à la redistribution de l'habitat à l'échelle locale succèderait la réorganisation de la production à l'échelle régionale. L'historiographie pose deux obstacles à la vérification d'une telle hypothèse, d'une part parce que les études qui définissent régionalement leur objet sont extrêmement rares (par opposition par exemple aux thèses d'État de l'historiographie française, et en raison de la domination des monographies traitant d'une seule seigneurie), d'autre part parce qu'une partie importante des études récentes sur la société rurale ont été, paradoxalement, le fait d'historiens

---

<sup>195</sup> La reconstitution précise d'un terroir suisse, opérée par P. ERNI, *Geschriebene Landschaft : der Wandel von Kulturlandschaft und Güterstruktur in Basadingen nach dem Schriftgut des Klosters St. Katharinental (14.-18. Jh.)*, Frauenfeld, Verlag des Historischen Vereins des Kantons Thurgau, 2000 (Thurgauer Beiträge zur Geschichte, 137), montre qu'en 1433 la superficie des emblavures ne s'y était réduite que de 8% par rapport à leur extension maximale au début du XIVe siècle, et que de 1433 à 1551 elle a par contre augmenté de 40%. Autant il serait téméraire de conclure du premier de ces résultats que la baisse démographique liée aux épidémies a tout compte fait été bien moins importante qu'on ne la suppose généralement, puisqu'il peut s'agir ici d'un cas particulier lié au fait que l'on se situerait dans une zone d'intensification de la mise en valeur, autant le second résultat permet de comprendre pourquoi, dans ce type de zones, une intensification du système productif était nécessaire, puisque l'on finissait par y atteindre les limites de l'extension possible des emblavures.

travaillant sur les villes<sup>196</sup>, qui n'ont abordé l'espace rural qu'en tant qu'il leur était lié<sup>197</sup>. Par conséquent, l'on n'est souvent bien renseigné que sur les zones péri-urbaines, soit

---

<sup>196</sup> Ce qui renvoie à un dynamisme de l'histoire urbaine sans commune mesure avec celui de l'histoire rurale.

<sup>197</sup> Le problème de ces études, pour le ruraliste, est que (très logiquement) elles ne s'intéressent qu'à la capacité de la société rurale dans son ensemble (et non pas à celle de tel ou tel type de ruraux) à répondre à la demande urbaine : on peut ainsi connaître l'ampleur des zones d'approvisionnement en denrées et matières premières ainsi que le volume des flux, mais pas savoir comment les structures sociales et économiques des villages sont modifiées par leur orientation sur la commercialisation en ville de leur production. Le modèle d'un tel travail est R. KIEBLING, *Die Stadt und ihr Land : Umlandpolitik, Bürgerbesitz und Wirtschaftsgefüge in Ostschwaben vom 14. bis ins 16. Jh.*, Köln, Böhlau, 1989 (Städteforschung : Reihe A, Darstellungen, 29), qui a montré comment les villes, par la prise de contrôle politique (acquisition de droits souverains sur le plat-pays par la commune urbaine) et économique (acquisition de possessions foncières par les bourgeois) des campagnes environnantes, garantissaient leurs zones d'approvisionnement contre des villes concurrentes. Le plat-pays sur lequel on est le mieux renseigné est celui de Bâle, à travers l'étude des seigneuries d'institutions ecclésiastiques urbaines (H.-J. GILOMEN, *Die Grundherrschaft des Basler Cluniazenser-Priorates St. Alban im Mittelalter : ein Beitrag zur Wirtschaftsgeschichte am Oberrhein*, Basel, F. Reinhard, 1977 (Quellen und Forschungen zur Basler Geschichte, 9) ; M. von TSCHARNER-AUE, *Die Wirtschaftsführung des Basler Spitals bis zum Jahre 1500*, op. cit.), des relations ville-campagne sous un angle économique (D. RIPPMANN, *Bauern und Städter : Stadt-Land-Beziehungen im 15. Jahrhundert. Das Beispiel Basel, unter besonderer Berücksichtigung der Nahmarktbeziehungen und der sozialen Verhältnisse im Umland*, Basel/Frankfurt a.M, Helbing & Lichtenhahn, 1990 (Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, 159)) aussi bien que politique (J. KÜMMEL, *Bäuerliche Gesellschaft und städtische Herrschaft im Spätmittelalter. Zum Verhältnis von Stadt und Land im Falle Basel/Waldenburg (1300-1535)*, Konstanz, Hartung-Gorre, 1983 (Konstanzer Dissertationen, 20)), et d'une partie du plat-pays même (M. OTHENIN-GIRARD, *Ländliche Lebensweise und Lebensformen im Spätmittelalter : eine wirtschafts- und sozialgeschichtliche Untersuchung der nordwestschweizerischen Herrschaft Farnsburg*, Liestal, Kanton Basel-Landschaft, 1994 (Quellen und Forschungen zur Geschichte und Landeskunde des Kantons Basel-Landschaft, 48)) – pour ne citer que les études relativement récentes.

celles dont on peut supposer qu'elles ont fait l'objet d'une intensification de leur mise en valeur, sans que de tels travaux permettent d'observer si à cette intensification a correspondu une extensification (structurellement liée) dans les zones plus périphériques<sup>198</sup>. Les recherches d'Hans Peyer prouvent cependant qu'il serait réducteur de considérer que la proximité d'une ville impliquait nécessairement une intensification agricole : à partir de l'exemple de Fribourg (en Suisse), il a montré comment la concentration en ville, à partir du XIVe siècle, d'une production artisanale textile jusque-là largement effectuée à la campagne, avait provoqué une baisse de la population rurale, ayant elle-même amené une extensification du faire-valoir agricole par développement de l'élevage ovin au détriment de la céréaliculture ; la reprise démographique rurale à partir du milieu du XVe siècle n'entraîne pas de réintensification agricole parce que le surplus de main-d'œuvre lié au maintien d'une exploitation extensive de l'espace agraire est employé dans une production textile à nouveau délocalisée de la ville vers ses campagnes<sup>199</sup>. Il

---

<sup>198</sup> L'historiographie germanophone n'a produit aucun travail similaire à celui d'un Bruce M.S. Campbell, qui montre parfaitement, à l'échelle de l'ensemble de l'Angleterre, un tel phénomène ; alors même que l'on pourrait s'attendre à ce que ce processus soit nettement plus visible dans l'espace de l'empire, où les villes étaient incomparablement plus développées qu'en Angleterre (exception faite de Londres).

<sup>199</sup> H. C. PEYER, « Wollgewerbe, Viehzucht, Solddienst und Bevölkerungsentwicklung in Stadt und Landschaft Freiburg im Üechtgau vom 14. bis 16. Jh. », dans *Agrarisches Nebengewerbe und Formen der Reagrarisierung im Spätmittelalter und im 19.-20. Jahrhundert*, H. KELLENBENZ (dir.), Stuttgart, Fischer, 1975, p. 79–96 (Forschungen zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 21). Pour un autre exemple d'extensification de la mise en valeur par développement de l'élevage (bovin en l'occurrence), qui ira si loin qu'au XVIe la céréaliculture sera complètement abandonnée (en raison du cadre écologique différent, non plus le piémont comme à Fribourg, mais les Préalpes) : D. ROGGER, *Obwaldner Landwirtschaft im Spätmittelalter*, Sarnen, Historisch-Antiquarischer Verein Obwalden, 1989 (Obwaldner

serait de même réducteur de supposer que l'intensification ne pouvait se produire qu'à proximité de villes importantes, dans la mesure où le développement de certaines cultures intensives nécessitait des conditions climatiques particulières, ce qui signifie que, notamment dans le cas du vignoble, la localisation des zones d'intensification culturelle dépendait plus de facteurs naturels (combinés à la présence de voies d'eau permettant l'exportation de la production) que du semis urbain<sup>200</sup> (les villes n'apparaissant d'ailleurs dans ces zones souvent que comme conséquence de l'intensification provoquée par la spécialisation viticole).

Synthétisons : les mutations que connaissent les derniers siècles du Moyen Âge ne paraissent plus pouvoir être décrites simplement en termes de crise, c'est-à-dire de réaction à une catastrophe (démographique), puisqu'elles s'engagent bien avant cette catastrophe et se poursuivent longtemps après que ses effets aient cessé de se faire sentir. Par ailleurs, le signe aussi bien que la cause de ces mutations semblent devoir être recherchés moins dans les transformations des prix que dans celles des structures spatiales, à un niveau micro (concentration de l'habitat) aussi bien que macro (différenciation régionale). Et, si les transformations des macro-structures spatiales renvoient à un processus économique (de division régionale du travail permettant, plus nettement que les changements techniques, l'augmentation de la productivité), c'est à une modification des logiques sociales que renvoient pour leur part les

---

<sup>200</sup> Geschichtsblätter, 18).  
O. VOLK, *Wirtschaft und Gesellschaft am Mittelrhein vom 12. bis zum 16. Jahrhundert*, Wiesbaden, Historische Kommission für Nassau, 1998 (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Nassau, 63) a ainsi retracé, pour une portion de la vallée du Rhin dépourvue de toute ville d'importance, la conquête progressive de l'espace par le vignoble, depuis les basses terrasses du fleuve jusqu'aux versants des vallées affluentes, conquête rendue possible par la construction de terrasses permettant de substituer la viticulture à l'élevage extensif.

changements de la configuration de l'habitat<sup>201</sup>.

## **B) Structures et transformations de la société rurale**

Les deux notions centrales de l'historiographie ruraliste traditionnelle, la communauté (*Gemeinde*) et le paysan (*Bauer*), excluaient la prise en compte de la différenciation sociale interne au monde rural puisque la communauté était comprise comme un regroupement d'égaux (par opposition aux structures hiérarchiques de la seigneurie) et que le paysan représentait un idéal-type moral (*sittlich*) pour la définition duquel la question de sa richesse n'était pas pertinente dans la mesure où l'être-paysan était un type de rapport au monde non orienté vers l'accumulation de richesses, non économique<sup>202</sup>. Par réaction à cette conception et à son lien avec l'idéologie nationale-socialiste<sup>203</sup>, les historiens est-allemands ont au contraire mis l'accent sur l'inégalité des patrimoines au sein du monde rural, élevée par eux au rang de facteur historique de première importance<sup>204</sup>. Ce n'est que plus tard que les

---

<sup>201</sup> On le voit, l'explication «politique» de la crise de la fin du Moyen Âge proposée par Guy Bois (par son insistance sur le rôle de l'impôt et des guerres dans la déstabilisation de l'économie paysanne) n'a rencontré que peu d'écho dans l'historiographie germanophone – hormis le remarquable article de P. KRIEDTE, « Spätmittelalterliche Agrarkrise oder Krise des Feudalismus ? », *Geschichte und Gesellschaft : Zeitschrift für historische Sozialwissenschaft*, vol. 7, n° 1, 1981, p. 42–68.

<sup>202</sup> Sur ce dernier point, cf. E. LANGTHALER, « Agrarhistorie in Österreich in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts », *op. cit.*

<sup>203</sup> L'opposition entre paysan (*Bauer*, connoté positivement) et agriculteur (*Landwirt*, condamné) était centrale dans les représentations du *Reichsbauernführer* Darré ; voir par exemple le texte édité dans *Blut und Boden : Rassenideologie und Agrarpolitik im Staat Hitlers*, G. CORNI et H. GIES H. éd., Idstein, Schulz-Kirchner, 1994, p. 76-77.

<sup>204</sup> L'augmentation de cette inégalité, plus précisément l'accroissement

historiens germanophones de l'ouest se mirent à emprunter cette voie de recherche, d'ailleurs moins sous l'influence de l'historiographie de la RDA que sous celle de l'histoire urbaine ouest-allemande, qui dans les années 1960-70 avait mis au centre de ses travaux le problème de la stratification sociale (les *Schichten* d'Erich Maschke). La valeur de ces recherches est- comme ouest-allemandes a beaucoup dépendu des sources sur lesquelles elles pouvaient s'appuyer : grande lorsqu'il s'agit de registres d'imposition documentant l'ensemble des patrimoines<sup>205</sup>, ou de censiers donnant la superficie des biens<sup>206</sup> (avec toutefois ce

---

de la part des ruraux dépourvus de tout patrimoine foncier, de prolétaires donc au sens strict du terme, étant considérée comme l'une des explications de l'augmentation de la fréquence des révoltes rurales à partir de la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle, et finalement de la guerre des Paysans. Par opposition, l'historiographie ouest-allemande mit l'accent sur le rôle des coqs de village dans la direction des soulèvements (G. FRANZ, « Die Führer im Bauernkrieg », dans *Bauernschaft und Bauernstand 1500-1970 : Büdinger Vorträge 1971-1972*, G. FRANZ (dir.), Limburg an der Lahn, Starke, 1975, p. 1-15 (Deutsche Führungsschichten in der Neuzeit, 8) – ouvrage publié dans la collection des *Büdinger Vorträge*, un temps dirigée par Hanns Hubert Hofmann [« Kalliope. Verbundkatalog Nachlässe und Autographen », *op. cit.*], et qui émane de la Ranke-Gesellschaft, à propos de laquelle on se reportera à la p. 20 ; H.-H. GARLEPP, *Der Bauernkrieg von 1525 um Biberach an der Riss : eine wirtschafts- und sozialgeschichtliche Betrachtung der aufständischen Bauern*, Frankfurt am Main, Lang, 1987 (Schriften zur europäischen Sozial- und Verfassungsgeschichte, 5) – livre dédié à Günther Franz).

<sup>205</sup> E. SCHWARZE, « Veränderungen der Sozial- und Besitzstruktur in ostthüringischen Ämtern und Städten am Vorabend des Bauernkriegs », *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, vol. 3, 1976, p. 255-274 ; U. SCHLÜER, *Untersuchungen über die soziale Struktur von Stadt und Landschaft Zürich im fünfzehnten Jahrhundert*, Zürich, Juris, 1978 ; U. SCHIRMER, *Das Amt Grimma 1485 bis 1548. Demographische, wirtschaftliche und soziale Verhältnisse in einem kursächsischen Amt am Ende des Mittelalters und zu Beginn der Neuzeit*, Beucha, Sax, 1996 (Schriften der Rudolf-Kötzschke-Gesellschaft, 2).

<sup>206</sup> J. BRANKACK, *Landbevölkerung der Lausitzen im Spätmittelalter : Hufenbauern, Besitzverhältnisse und Feudallasten in Dörfern großer Grundherrschaften von 1374 bis 1518*, Bautzen, Domowina,

problème que l'on ne peut savoir si un tenancier ne tenait pas également des terres d'un autre seigneur, et si de ce fait l'on ne saisit pas qu'une partie seulement de son patrimoine foncier), elle devient beaucoup plus problématique lorsque l'historien ne peut s'appuyer que sur des censiers renseignant exclusivement les redevances puisque, s'il est certain que la valeur de la tenure et la valeur des redevances varient identiquement, par contre le caractère proportionnel de cette variation est incertain, voire franchement douteux<sup>207</sup>. Ce handicap frappe malheureusement l'ensemble de travaux qui a, par ailleurs, le plus apporté à l'analyse des structures sociales rurales, soit ceux initiés par Rolf Sprandel sur la Basse-Franconie. Ceux-ci se distinguent à plusieurs titres puisqu'il s'agit d'une enquête collective portant sur l'ensemble d'une région et que, à une époque (la fin des années 1970) où cela restait exceptionnel, ils s'appuient sur l'outil informatique<sup>208</sup>. Mais le principal apport de cette école est méthodologique. En effet, les recherches antérieures sur la stratification sociale

---

1990.

<sup>207</sup> Cf. p. 53 pour les études sur la Souabe ayant démontré que le prélèvement relatif sur les petites tenures était beaucoup plus élevé.

<sup>208</sup> Sur la méthode de traitement de l'information employée (proche de celle utilisée par MacFarlane pour sa grande enquête sur le village d'Earls Colne) : M. GIERL, T. GROTHUM et T. WERNER, *Der Schritt von der Quelle zur historischen Datenbank. StanFEP : ein Arbeitsbuch*, St. Katharinen, Scripta-Mercaturae, 1990 (Halbgraue Reihe zur historischen Fachinformatik : Serie A, 6). La présentation la plus synthétique des résultats est : D. RÖDEL et R. SPRANDEL, « Dorfanalysen und Dorfgeschichten nach spätmittelalterlichen Quellen vornehmlich Mainfrankens », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 42, 1994, p. 160–180. Voir également : D. RÖDEL, *Das erste Salbuch des Hochstifts Würzburg : agrargeschichtliche Analyse einer spätmittelalterlichen Quelle*, Kallmünz, LaBleben, 1987 (Studien zur bayerischen Verfassungs- und Sozialgeschichte, 13) ; D. RÖDEL, « Die spätmittelalterliche Dorfbevölkerung in Mainfranken », dans *Strukturen der Gesellschaft im Mittelalter : interdisziplinäre Mediävistik in Würzburg*, D. RÖDEL et J. SCHNEIDER (dir.), Wiesbaden, Reichert, 1996, p. 281–301.

employaient toutes, pour la décrire quantitativement, des classes, ce qui d'une part rendait la comparaison des résultats difficile (lorsque les classes étaient construites avec des bornes différentes) voire impossible (lorsque les unités de mesure des patrimoines – monétaires, de superficie, etc. – n'étaient pas identiques), et d'autre part permettait mal d'étudier les évolutions<sup>209</sup>. Dieter Rödel lui, par l'emploi dans ces études de la courbe de Lorenz, a rendu possible la comparaison des données, et par le calcul de l'indice de Gini, c'est-à-dire d'une valeur synthétisant la plus ou moins grande inégalité de la répartition, a permis d'étudier la dynamique. En attendant la diffusion de l'emploi de ces deux méthodes statistiques, qui permettra des analyses plus fines et mieux assurées, le principal enseignement qui peut être dégagé des travaux sur la stratification des sociétés rurales est qu'elle varie profondément en fonction des régions, ce qui interdit toute affirmation à prétention générale – grand progrès par rapport à l'état antérieur des recherches, où s'opposaient les historiens persuadés du caractère de classe de la société villageoise et ceux pour lesquels les campagnes connaissaient une harmonieuse égalité. Si l'on peut établir un lien grossier entre les zones où la différenciation interne de la société villageoise est la moins poussée et les régions dont la colonisation n'est pas antérieure au Moyen Âge central<sup>210</sup>, pour parvenir à une réelle explication et des différences structurelles et de la dynamique de l'inégalité un autre type d'enquête est toutefois nécessaire, qui

---

<sup>209</sup> Ainsi la répartition de la valeur des exploitations change-t-elle complètement en Saxe entre 1495 et 1546 (celles d'une valeur inférieure à 25 florins passant de 50 à 5% du total) sans que l'on puisse pour autant en déduire que l'inégalité aurait diminué dans la mesure où cette transformation ne renvoie qu'à l'augmentation de la valeur moyenne des exploitations (qui passe de 45 à 110 florins), c'est-à-dire au décalage d'ensemble des classes (U. SCHIRMER, *Das Amt Grimma 1485 bis 1548, op. cit.*).

<sup>210</sup> J. BRANKACK, *Landbevölkerung der Lausitzen im Spätmittelalter, op. cit.*, en est un excellent exemple.

interroge les mécanismes concrets par lesquels se construit et se reproduit l'inégalité.

Dans une telle enquête, une place centrale devrait revenir à l'étude de la circulation des biens fonciers (sous la double forme des transactions monétaires et de l'héritage), circulation qui seule permet leur concentration entre quelques mains, ou au contraire leur éparpillement égalitaire. Le problème est toutefois que le marché de la terre (qui a tant préoccupé les historiographies anglaise puis italienne et espagnole, et enfin française), aussi bien que la transmission héréditaire (hormis ce qui concerne ses caractéristiques juridiques), n'ont à peu près fait l'objet d'aucune étude dans le monde germanophone<sup>211</sup>. La raison de ce désintérêt réside dans la fixation, déjà mentionnée, de l'historiographie germanophone sur les seigneurs : dans ce cadre, n'intéresse que ce que le seigneur fait de ses biens, c'est-à-dire le statut selon lequel il les donne à exploiter à ses dépendants – d'où de très nombreuses études sur le régime juridique des tenures, qui ont montré la généralisation, au plus tard au XIV<sup>e</sup> siècle et hormis quelques exceptions régionales, de la tenure héréditaire. En revanche, on n'a nullement analysé la façon dont les dépendants faisaient circuler les biens qui leur étaient ainsi concédés (alors même que le caractère héréditaire des tenures leur donnait désormais la maîtrise de leur circulation) – ceci d'autant plus que, la représentation idéologique du « paysan » impliquant l'idée de son attachement émotionnel au sol, il semblait évident que le mode normal (au sens de norme aussi bien qu'au sens de pratique dominante) de circulation des exploitations était la transmission héréditaire, et que l'on n'avait recours aux

---

<sup>211</sup> J. MORSEL, « 'Le marché de la terre' dans les régions de langue allemande à la fin du Moyen Âge : essai de bilan historiographique », *Bulletin d'information de la Mission Historique Française en Allemagne*, vol. 35, 1999, p. 117-143, repris dans *Le marché de la terre au Moyen Âge*, L. FELLER et C. WICKHAM (dir.), Roma, École française de Rome, 2005, p. 77-98 (Collection de l'École française de Rome, 350).

transactions foncières que lorsque l'on ne pouvait l'éviter. La question étant ainsi résolue d'avance, il n'était pas nécessaire de lui consacrer d'études. Il semble pourtant que l'on doive compter avec une forte mobilité des ruraux, non pas seulement vers les villes<sup>212</sup> mais également à l'intérieur des campagnes (dans les deux cas sur des distances assez faibles)<sup>213</sup> – or l'on ne peut rendre compte de ce second type de mobilité que si l'on suppose l'existence de transactions foncières permettant de se procurer une tenure dans le lieu où l'on s'installe, et de vendre celle que l'on quitte. Et, effectivement, les seules études à ce jour des mutations foncières rurales ont pu montrer que 60% prenaient la forme de transactions monétaires<sup>214</sup>, et qu'entre 80% de ces mutations (dans la première moitié du XVe siècle) et 50% (dans la première moitié du XVIe siècle) se déroulaient en dehors de la parenté<sup>215</sup>.

Le rôle de la parenté semble donc moins se situer

---

<sup>212</sup> Ce type de mobilité a fait l'objet d'études dans la mesure où on le liait à l'idée de crise (et non pas, ce qui aurait pu aussi bien être le cas dans un contexte historiographique qui n'aurait pas été obnubilé par l'idée de crise, à l'idée d'ascension sociale) – voir par exemple K.-H. SPIEB, « Zur Landflucht im Mittelalter », dans *Die Grundherrschaft im späten Mittelalter*, H. PATZE (dir.), Sigmaringen, Thorbecke, 1983, p. 157–204 (Vorträge und Forschungen, 27).

<sup>213</sup> N. BECKER, *Das Land am unteren Niederrhein (1100-1600)*, *op. cit.*, par l'étude d'un corpus de 2500 personnes dans la Rhénanie inférieure en 1320, a pu montrer d'une part que 35% étaient désignées d'une façon qui laissait supposer une mobilité antérieure, d'autre part que la moitié des migrations inter-rurales s'effectuaient dans un rayon de 5 km tandis qu'il était de 10 km pour les migrations des campagnes vers les villes.

<sup>214</sup> J. DEMADE, « La fonction de l'endettement et de la justice dans le rapport seigneurial, ou la grâce comme contrainte (Franconie, XVe siècle) », dans *La dette et le juge : juridiction gracieuse et juridiction contentieuse du XIIIe au XVe siècle (France, Italie, Espagne, Angleterre, Empire)*, J. CLAUSTRE (dir.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2006, p. 81 (Histoire ancienne et médiévale, 89).

<sup>215</sup> M. OTHENIN-GIRARD, *Ländliche Lebensweise und Lebensformen im Spätmittelalter*, *op. cit.*

au niveau de la circulation des terres qu'à celui de la production, ce qui pose le problème du foyer comme unité d'exploitation. Mais, si l'historiographie germanophone a produit d'excellents travaux de démographie historique, ceux-ci se sont limités à l'époque moderne, c'est-à-dire à l'époque pour laquelle on dispose de registres paroissiaux. Ce n'est que récemment que l'on a pris conscience que, pour être moins riches et ne pas permettre d'étudier tout un ensemble de problèmes (et particulièrement pas ceux de fécondité et de mortalité, soit les thèmes centraux d'une démographie historique longtemps principalement préoccupée par la question de la transition démographique), les sources de la fin du Moyen Âge (recensements de serfs, registres d'imposition par capitation) n'en autorisent pas moins une étude des foyers, c'est-à-dire de l'organisation de la population en cellules de production. Le caractère tardif de cette découverte (ou plutôt redécouverte, puisque les premières analyses démographiques de ces documents datent des années 1900) a pour conséquence que l'on en est actuellement encore largement au simple recensement de la documentation disponible et à l'analyse des difficultés qu'elle oppose à une exploitation démographique<sup>216</sup>. Les rares résultats déjà disponibles sont d'une analyse difficile parce qu'ils sont fréquemment contradictoires. Ainsi, pour le nord de la Suisse à la fin du XVe siècle apparaît déjà nettement l'*European marriage pattern* des modernistes et son objectif de limitation de la population puisque 27% des adultes ne sont pas mariés et que, comme il s'agit pour moitié d'enfants restés au foyer de leurs parents et pour moitié de domestiques, ce célibat répandu est manifestement la conséquence d'un retardement de l'âge au

---

<sup>216</sup> K.-O. BULL, « Die erste « Volkszählung » des deutschen Südwestens : die Bevölkerung des Hochstifts Speyer um 1530 », dans *Bevölkerungsstatistik an der Wende vom Mittelalter zur Neuzeit : Quellen und methodische Probleme im überregionalen Vergleich*, K. ANDERMANN et H. EHMER (dir.), Sigmaringen, J. Thorbecke, 1990, p. 109–135 (Obrerrheinische Studien, 8).

mariage ayant pour objectif de limiter la fécondité des couples (dont le nombre moyen d'enfants vivants s'établit effectivement à un faible 2,3)<sup>217</sup>. Au contraire, dans la Rhénanie moyenne vers 1530 90% des adultes sont mariés, et 50% des couples ont au moins trois enfants<sup>218</sup>. Les données sur les structures des foyers livrent elles une image plus homogène, due à la très grande rareté et des foyers où cohabitent des couples de générations différentes (10% en Suisse du nord, 6% en Suisse centrale), et des foyers à adulte unique (respectivement 9 et 10%); bref, l'essentiel des foyers comprend un seul couple, auquel s'adjoignent (outre ses enfants mineurs) des adultes non mariés, répartis à parts égales entre les enfants adultes non encore mariés, les germains célibataires ou veufs, et les domestiques<sup>219</sup>. Ce dernier type de membres des foyers est particulièrement intéressant parce qu'il permet de saisir un aspect de l'inégalité sociale rurale qui avait été laissé complètement de côté par les études sur la stratification (qui n'avaient porté que sur l'inégalité entre foyers) alors qu'il est fort développé, puisque par exemple en Suisse du nord plus du quart des foyers disposent d'un domestique (mâle dans deux tiers des cas).

<sup>217</sup> M. OTHENIN-GIRARD, *Ländliche Lebensweise und Lebensformen im Spätmittelalter*, op. cit.

<sup>218</sup> K.-O. BULL, « Die erste « Volkszählung » des deutschen Südwestens : die Bevölkerung des Hochstifts Speyer um 1530 », op. cit.

<sup>219</sup> R. C. HEAD, « Haushalt und Familie in Landschaft und Stadt Zürich, nach Steuerbüchern des 15. Jahrhunderts », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, vol. 40, n° 2, 1992, p. 113–132. On trouve les mêmes structures en Franconie, où les foyers ruraux comprennent en moyenne trois adultes : *Das Reichssteuerregister von 1497 des Fürstentums Brandenburg-Ansbach-Kulmbach unterhalb Gebürs*, G. RECHTER éd., 2 vol., Nürnberg, Gesellschaft für Familienforschung in Franken, 1985 (Quellen und Forschungen zur fränkischen Familiengeschichte, I/1-2); *Das Reichssteuerregister von 1497 der Reichsstadt Nürnberg (und der Reichspflege Weißenburg)*, P. FLEISCHMANN éd., Nürnberg, Gesellschaft für Familienforschung in Franken, 1993 (Quellen und Forschungen zur fränkischen Familiengeschichte, 4).

Toutes les directions de recherche mentionnées jusqu'ici portent sur les structures de la société rurale, et non sur les relations sociales au village : aussi bien celles-ci n'ont-elles encore fait l'objet que de très peu d'études. La cause immédiate en est que le type de sources permettant le mieux de les approcher, soit les sources judiciaires, n'a pas encore été vraiment « découvert » par les historiens germanophones de la société rurale de la fin du Moyen Âge ; quant à la raison de ce délaissement d'un corpus aussi riche, elle nous semble résider dans la conception, héritée mais encore aujourd'hui prégnante, des ruraux comme simples objets passifs : si leurs pratiques et leurs stratégies ne sont pas analysées dans le détail de leur effectuation, c'est qu'on ne leur en suppose pas d'autres que régies par la coutume, à laquelle le « paysan », par nature traditionaliste, ne peut que se conformer – or des sources normatives comme les *Weistümer* permettent mieux d'étudier cette putative coutume. À cela s'ajoute le fait que la conception idéologique d'un monde villageois harmonieux et pacifique contribue elle aussi à détourner de registres judiciaires qui ne documentent que des conflits. Pourtant la conflictualité paraît bien être l'une des caractéristiques premières des relations sociales au village, depuis la conflictualité latente recelée par les pratiques ostentatoires (richesse des vêtements, des festivités familiales) jusqu'aux extrêmement fréquentes attaques verbales (l'insulte n'ayant d'efficace que parce que l'honneur est la catégorie centrale de la représentation de soi)<sup>220</sup> et aux bien plus rares agressions physiques ritualisées<sup>221</sup>. Mais cette conflictualité est réglée, ou plutôt

---

<sup>220</sup> M. TOCH, « Schimpfwörter im Dorf des Spätmittelalters », *Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung*, vol. 101, 1993, p. 311–327.

<sup>221</sup> C. REINLE, *Bauernfehden : Studien zur Fehdeführung Nichtadliger im spätmittelalterlichen römisch-deutschen Reich, besonders in den bayerischen Herzogtümern*, Stuttgart, Steiner, 2003 (Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte : Beihefte, 170) montre que la violence des ruraux n'est débordement débridé

elle est ce qui permet à la société villageoise de se présenter comme un ensemble ordonné puisque les conflits sont l'occasion de procédures d'arbitrage, plus rarement de procès, qui visent moins la punition de la faute que la réinstauration, par l'intervention de tiers qui sont des pairs, de la bonne entente entre les parties. Et l'on peut émettre l'hypothèse que, si l'importance de la conflictualité dans la société villageoise provient de la contradiction entre la représentation égalitaire de ses membres (la *Gemeinde* étant réunion d'égaux) et la réalité de leur stratification sociale, le caractère réglé de cette conflictualité est le moyen de résoudre cette contradiction.

### **C) La relation seigneuriale**

Le principal élément de stratification sociale dans les campagnes tardo-médiévales n'est toutefois pas intravillageois mais renvoie à la distinction entre dominants et dominés, c'est-à-dire à la seigneurie. Dire cela ne revient nullement à faire retour à cette tendance majeure de l'historiographie germanophone qu'est la concentration privilégiée sur les seigneurs, puisqu'au contraire cela signifie qu'on ne les considère plus comme un élément radicalement autre par rapport à la société *paysanne*, mais au contraire comme un élément clé d'une société *rurale* dont ils font partie intégrante – ce qui a pour conséquence la nécessité d'étudier leurs relations, leurs interactions avec les autres composantes de cette société, et qu'il est donc impossible d'étudier les unes sans étudier les autres (quoique ce soit ainsi que l'on a longtemps procédé). Cette

---

et infondé que dans la présentation condamnatrice qu'en font des autorités étatiques soucieuses de monopoliser l'exercice de la violence légitime, mais que les ruraux pour leur part la comprennent et la pratiquent comme faide fondée sur une prétention juridique et suivant un déroulement normé.

direction de recherche est particulièrement attachée, dans le monde germanophone, au nom du Suisse Roger Sablonier<sup>222</sup> : s'il n'est pas le seul à l'avoir empruntée, il l'a fait avec une particulière constance (depuis le milieu des années 1970) ainsi qu'une capacité rare à renouveler les problématiques et à réunir autour de lui une véritable, et très productive, école. Ainsi a été produit depuis 30 ans un ensemble particulièrement cohérent de travaux nombreux – phénomène unique dans une historiographie rurale germanophone caractérisée par son éclatement. Cet ensemble de recherches s'est donné pour but d'éclairer le fonctionnement concret de la seigneurie et de ses rapports avec les producteurs agricoles, en opposition nette à l'analyse juridico-normative de l'historiographie dominante. Pour ce faire ont été privilégiés les comptes (en tant qu'ils documentent le prélèvement effectif) et les censiers, au détriment de ces chartes qui avaient jusque-là accaparé l'attention<sup>223</sup> ; documents qui ont été soumis à une analyse quantitative et à une approche micro-historique fort rares en Allemagne. Les angles d'approche ont pour leur part été variés, l'objet de la recherche pouvant être défini de

---

<sup>222</sup> L'appartenance nationale n'est ici pas sans importance, l'historiographie suisse germanophone ayant toujours été plus ouverte sur les influences étrangères, et donc à un renouvellement des approches traditionnelles. Pour la présentation de la production récente de cette riche historiographie dans le domaine de l'histoire économique et sociale de la fin du Moyen Âge : H.-J. GILOMEN, « Sozial- und Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im Spätmittelalter », dans *Geschichtsforschung in der Schweiz : Bilanz und Perspektiven 1991 / L'histoire en Suisse : bilan et perspectives 1991*, B. SCHNEIDER et F. PYTHON (dir.), Basel, Schwabe, 1992, p. 41–66.

<sup>223</sup> La base des recherches ultérieures a été le recensement exhaustif préalable de ces types de sources dans un espace délimité (l'est de la Suisse), sur le modèle des répertoires de Robert-Henri Bautier ; voir par exemple R. SABLONIER, K. WANNER et A. ZANGGER, *Inventar spätmittelalterlicher Wirtschafts- und Verwaltungsquellen im Staatsarchiv des Kantons Zürich*, Zürich, Historisches Seminar der Universität Zürich, 1990.

manière thématique<sup>224</sup> même si ont été privilégiées les études portant sur une région<sup>225</sup> ou une seigneurie<sup>226</sup>. Quant à la problématique dominante, elle s'est progressivement déplacée en fonction des résultats déjà acquis.

La visée de départ s'ancrait dans une démarche d'histoire économique : il s'agissait d'analyser le prélèvement, la façon dont il retentissait sur la production agricole mais aussi dont il s'adaptait à ses transformations. Le principal résultat, dans ce domaine, a été de mettre au jour l'ampleur de l'écart entre la norme du prélèvement (fixée dans les censiers) et le prélèvement réel, écart aussi bien qualitatif (les tenanciers donnant autre chose que ce qu'ils sont censés verser) que quantitatif (en raison de l'importance des impayés). Cet écart renvoie certes à une résistance de la part des tenanciers (qui se porte particulièrement sur les dîmes) mais aussi et surtout à la différence progressivement creusée entre un prélèvement stable et une production agricole qui s'adapte elle aux transformations de l'environnement économique (et qui,

---

<sup>224</sup> K. HÜRLIMANN, *Soziale Beziehungen im Dorf : Aspekte dörflicher Soziabilität in den Landvogteien Greifensee und Kyburg um 1500*, Zürich, Chronos, 2000.

<sup>225</sup> B. MEIER et D. SAUERLÄNDER, *Das Surbtal im Spätmittelalter : Kulturlandschaft und Gesellschaft einer ländlichen Region (1250-1550)*, Aarau, Sauerländer, 1995 (Beiträge zur Aargaugeschichte, 6) ; S. SUMMERMATTER, « Landwirtschaft in der Region Einsiedeln. Strukturen und Entwicklungen vom Hoch- zum Spätmittelalter », *Mitteilungen des historischen Vereins des Kantons Schwyz*, vol. 87, 1995, p. 115–168.

<sup>226</sup> A. ZANGGER, *Grundherrschaft und Bauern : eine wirtschafts- und sozialgeschichtliche Untersuchung der Grundherrschaft der Prämonstratenserabtei Rütli (ZH) im Spätmittelalter*, Zürich, Chronos, 1991 ; C. KÖPPEL, *Von der Äbtissin zu den gnädigen Herren : Untersuchungen zu Wirtschaft und Verwaltung der Fraumünsterabtei und des Fraumünsteramts in Zürich (1418-1549)*, Zürich, Chronos, 1991 ; S. SONDEREGGER, *Landwirtschaftliche Entwicklung in der spätmittelalterlichen Nordostschweiz. Eine Untersuchung ausgehend von den wirtschaftlichen Aktivitäten des Heiliggeist-Spitals St. Gallen*, St. Gallen, Staatsarchiv, 1994 (St. Galler Kultur und Geschichte, 22).

particulièrement, se spécialise sur une base régionale). Parce que la stabilité de la norme du prélèvement, c'est-à-dire son enracinement dans une coutume, importe au seigneur en ce qu'elle en fonde la légitimité, cette norme ne peut être adaptée à la production effective ; en revanche, sur le plan de l'exercice concret du prélèvement, le seigneur accepte l'adaptation, voire l'encourage lorsque cela lui permet d'accéder à des productions spécialisées plus aisées à commercialiser. L'autre grand apport de l'étude des comptes a été de montrer que la relation seigneuriale ne correspondait nullement à une simple circulation univoque de biens des tenanciers vers le seigneur, dans la mesure où le seigneur était le partenaire privilégié des tenanciers dans l'ensemble de leurs échanges : le seigneur n'est pas seulement celui qui prélève, mais aussi bien celui vers qui se tourne le tenancier lorsqu'il veut vendre une partie de sa production, acheter des biens qu'il ne produit pas, ou emprunter<sup>227</sup>. L'analyse de la nature de la domination seigneuriale s'en trouve profondément transformée puisqu'elle apparaît comme n'étant que partiellement fondée sur les seuls droits seigneuriaux – ce d'autant plus que, comme nous l'avons déjà dit, ils n'étaient appliqués que de manière fort lâche.

Ces recherches ont connu depuis le milieu des années 1990 une nette inflexion, que l'on peut décrire comme un déplacement de l'analyse des mécanismes de la domination seigneuriale tels qu'ils apparaissent directement dans le contenu des sources de la pratique, vers l'analyse des mécanismes de domination révélés indirectement par l'existence même de ces sources (leur forme et non plus leur fond). Le point de départ de ce déplacement réside

---

<sup>227</sup> Ce dernier point a également fait l'objet d'une élaboration pour la Bavière par M. TOCH, « Local credit in an agrarian economy : the case of Bavaria, 14th-15th centuries », dans *Fra spazio e tempo : studi in onore di Luigi De Rosa*, I. ZILLI et E. DI NOLFO (dir.), Napoli, Edizione scientifica italiana, 1995, p. 793–803, qui permet de voir que les mécanismes dégagés par Sablonier et ses élèves ne renvoient pas à une spécificité des seigneuries suisses.

dans la double constatation (effectuée grâce aux recherches antérieures) du décalage considérable entre norme du prélèvement et prélèvement effectif, et du caractère non nécessairement conflictuel de ce décalage ; mais l'élargissement de la problématique naît de l'intégration de ce problème dans la thématique de la scripturalité, abordée dans le prolongement des travaux de Michael Clanchy (et tout particulièrement de sa distinction, dans l'étude des documents, entre les moments du *making*, de l'*using* et du *keeping*)<sup>228</sup>. Les documents qui fixent scripturalement la norme du prélèvement (c'est-à-dire les censiers) ne correspondant pas à la réalité, il devient impossible de les considérer (comme on le faisait jusque là) comme des outils de gestion, dont la multiplication à la fin du Moyen Âge témoignerait d'une rationalisation (d'ordre économique) du mode d'exercice de la domination seigneuriale ; au contraire, cette multiplication paraît se produire au moment même où l'écart entre ces documents et ce qu'ils sont censés décrire s'accroît<sup>229</sup>. Pour cette raison, ces documents

<sup>228</sup> Cette nouvelle problématique apparaît particulièrement dans T. HILDBRAND, *Herrschaft, Schrift und Gedächtnis : das Kloster Allerheiligen und sein Umgang mit Wissen in Wirtschaft, Recht und Archiv (11.-16. Jahrhundert)*, Zürich, Chronos, 1996 ; ainsi que dans plusieurs contributions rassemblées dans *Wirtschaft und Herrschaft : Beiträge zur ländlichen Gesellschaft in der östlichen Schweiz (1200-1800)*, T. MEIER et R. SABLONIER (dir.), Zürich, Chronos, 1999 ; et dans la remarquable synthèse qu'est R. SABLONIER, « Verschriftlichung und Herrschaftspraxis : urbariales Schriftgut im spätmittelalterlichen Gebrauch », dans *Pragmatische Dimensionen mittelalterlicher Schriftkultur. Akten des Internationalen Kolloquiums 26.-29. Mai 1999*, C. MEIER (dir.), München, Fink, 2002, p. 91–120 (*Münstersche Mittelalter-Schriften*, 79). Pour le contexte historiographique de ce déplacement de l'intérêt, c'est-à-dire le grand dynamisme actuel des études sur la scripturalité dans l'historiographie allemande : L. KUCHENBUCH, « Écriture et oralité : quelques compléments et approfondissements », dans *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne. Actes des colloques de Sèvres 1997 et Göttingen 1998*, J.-C. SCHMITT et O. G. OEXLE (dir.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 143–165 (*Histoire ancienne et médiévale*, 66).

<sup>229</sup> Sur cette multiplication des censiers, voir également un autre

ne peuvent être compris que si on les considère comme les instruments d'une communication (entre le seigneur et ses tenanciers), communication appelée justement par leur écart à la réalité, qui appelle négociation pour adapter le prélèvement normativement fixé aux possibilités des tenanciers. La seigneurie apparaît alors comme fondée sur une négociation permanente en tant que celle-ci permet d'actualiser le *lien* seigneurial, c'est-à-dire de faire en sorte que le rapport seigneurial ne se limite pas à une simple circulation d'objets ; étant entendu par ailleurs que la base scripturale donnée par le seigneur à cette communication (à travers la scripturalisation multipliée du rapport seigneurial) lui procure une position dominante dans cette négociation (qui ne doit donc nullement être comprise comme contractuelle) dans la mesure d'une part où il est le seul à maîtriser l'écrit (et à le produire), et où d'autre part celui-ci est porteur d'une valeur symbolique. En plaçant la négociation au centre du rapport avec leurs tenanciers, les seigneurs du XVe siècle renforcent donc leur domination en en faisant une domination acceptée.

---

recensement exhaustif de ce type de sources pour une région différente (la Basse-Franconie), qui montre que l'on a conservé six fois plus de censiers datant d'entre 1475 et 1500 que d'un siècle plus tôt : *Fränkische Urbare. Verzeichnis der mittelalterlichen urbariellen Quellen im Bereich des Hochstifts Würzburg*, E. BÜNZ et alii éd., Neustadt an der Aisch, Degener, 1998 (Veröffentlichungen der Gesellschaft für fränkische Geschichte, X-13).

## Conclusion

Le meilleur moyen de saisir la spécificité de l'historiographie germanophone est sans doute de procéder à une comparaison, qui permet de faire ressortir clairement différences et divergences. À la fin du XIXe siècle, les analyses les plus novatrices des sociétés rurales médiévales provenaient des historiographies germanophone et anglophone, et étaient relativement proches dans leurs thèmes comme dans leurs méthodes : elles mettaient l'accent d'une part sur l'analyse géographique des structures du peuplement et de l'exploitation de l'espace (Meitzen, Seebohm), d'autre part sur l'étude quantifiée de l'économie (Lamprecht, Davenport). À l'orée du XXIe siècle, l'historiographie anglo-saxonne reste extrêmement dynamique (elle n'a d'ailleurs jamais cessé de l'être) et poursuit largement les mêmes voies – parce qu'elle a su les renouveler, par l'intégration des résultats de l'archéologie, par l'étude de la démographie et des relations sociales, et par l'emploi de méthodes économétriques. De cette permanence des problématiques il n'est pas de meilleure preuve que le fait que l'étude sous un angle juridique de documents pourtant judiciaires, les *court rolls*, mais jusqu'à présent analysés dans de tout autres buts (essentiellement économiques et démographiques), puisse y représenter une nouveauté<sup>230</sup>. L'historiographie anglo-saxonne est par ailleurs profondément intégrée autour de quelques écoles représentant des tendances nettement distinctes, mais en

---

<sup>230</sup> Z. RAZI et R. M. SMITH, « The Historiography of Manorial Court Rolls », dans *Medieval society and the manor court*, Z. RAZI et R. M. SMITH (dir.), Oxford, Clarendon press, 1996, p. 1–35.

dialogue entre elles (Birmingham et la proximité avec le marxisme, Cambridge et le *Group for the History of Population and Social Structure*, secondairement Toronto, etc.). L'historiographie germanophone est au contraire en crise, ou plus exactement l'historiographie allemande puisque l'historiographie suisse est pour sa part fort dynamique (Roger Sablonier, Peter Blickle). Cette crise, nettement sensible depuis les années 1970, résulte de la conjugaison de deux facteurs : d'une part la large disparition de l'approche historique dans les disciplines autres que l'histoire, c'est-à-dire dans les disciplines qui avaient approfondi les voies novatrices dégagées à la fin du XIXe siècle et qui avaient produit les travaux les plus influents au niveau international (avec particulièrement Wilhelm Abel) ; d'autre part l'incapacité de l'histoire (au sens de discipline académique) à reprendre pour son compte ces approches (au contraire de ce qui a pu se passer en France, mais aussi en Allemagne, quoique plus tardivement, pour l'histoire moderne – qui a produit ces dernières décennies certains des plus remarquables travaux en histoire rurale au niveau européen<sup>231</sup>), incapacité liée à sa focalisation sur une étude normative des dominants (*Verfassungsgeschichte*) dont la fortune originelle était directement liée aux transformations de l'historiographie sous le national-socialisme et dont la fortune subséquente n'a tenu qu'à la durable cécité volontaire relative à ce lien. Il serait cependant erroné de penser que l'historiographie allemande n'a pas produit de travaux importants, et en assez grand nombre, sur les sociétés rurales de la fin du Moyen Âge ; mais sa crise réside en cela que ces travaux, produits isolément les uns des autres (notamment parce qu'institutionnellement ils relèvent fréquemment de la *Landesgeschichte*), n'ont fait l'objet que d'une réception très limitée parce qu'ils sont difficilement repérables – et il

---

<sup>231</sup> Que l'on pense aux recherches des micro-historiens de Göttingen sur la proto-industrialisation, ou au groupe de recherche de Potsdam sur le grand domaine.

est frappant que généralement leurs auteurs n'aient pu faire de carrière universitaire. Ce ne sont pas les capacités de renouvellement qui manquent à l'historiographie allemande des campagnes de la fin du Moyen Âge, mais la volonté d'intégrer ces renouvellements. Ceci passe par un abandon de la problématique dominante, dans le cadre de laquelle de telles recherches ne peuvent être considérées que comme d'un intérêt mineur puisqu'elles portent sur un objet secondaire : les *pratiques* de l'immense majorité de la population d'alors !